



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 5 décembre 1970

Règlements

1^o Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2^o Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3^o Indiquer le nombre d'insertions.

4^o Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5^o L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6^o Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7^o La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8^o Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9^o Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, December 5, 1970

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than **Wednesday**, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1^{er} janvier au 31 décembre, \$20; du 1^{er} avril au 31 décembre, \$15 et du 1^{er} juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

33015—1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

33015 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes**APEMM inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jean-Louis Caplette, 11, avenue Robert, Arsène Bolduc, 500, de la Colline, Guy Poisson, 815, Rexford, Léo Caron, 143, Stanley, Boris Garceau, 630, Général Vanier, Norbert Coudé, 184, Stanley, Jean-Marc Samson, 9, avenue Robert, tous sept de Magog, et Normand Lauzier, case postale, 12, Eastman, tous professeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « APEMM inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

4830-1970

Activités sportives Ruisseau Noir inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 7^e jour d'août 1970, constituant en corporation: Paul Dubois, cultivateur, Marc Dubois, gérant, tous deux de 2285, chemin Comtois, Terrebonne, et Jacques Dubois, géographe, 9192, St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent**APEMM inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Caplette, 11 Robert Avenue, Arsène Bolduc, 500 de la Colline, Guy Poisson, 815 Rexford, Léo Caron, 143 Stanley, Boris Garceau, 630 Général Vanier, Norbert Coudé, 184 Stanley, Jean-Marc Samson, 9 Robert Avenue, all seven of Magog, and Normand Lauzier, Post Office Box, 12, Eastman, all professors, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "APEMM inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529

4380-1970

Activités sportives Ruisseau Noir inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Dubois, farmer, Marc Dubois, manager, both of 2285 Comtois Road, Terrebonne, and Jacques Dubois, geographer, 9192 St-Hubert, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Activités sportives Ruisseau Noir inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2285, chemin Comtois, Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37529-o

1943-1970

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Activités sportives Ruisseau Noir inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 2285 Comtois Road, Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37529

1943-1970

Agence sociale spécialisée de Hull inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Julien Bergeron, instituteur, 100, Mont-Bleu, Phil.-Oscar Binette, journalier, 87½, St-Jacques, Pierre Tellier, 191, Principale, Gaston Nicholas, tous deux administrateurs, Virginia Nicholas, secrétaire, épouse dudit Gaston Nicholas, Roger Larche, conseiller en placement, tous trois de 63, Maisonneuve, François Nadeau, aumônier, 118, Notre-Dame, tous sept de Hull, Georges Paquet, technicien, Aylmer, Hector Chantigny, journaliste, 635 Richmond, et Pierre Brien, administrateur, 2197, Riverside, ces deux derniers d'Ottawa, pour les objets suivants:

Promouvoir l'intégration des anciens détenus dans la société, sous le nom de « Agence sociale spécialisée de Hull inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37529-o

3700-1970

Agence sociale spécialisée de Hull inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Julien Bergeron, teacher, 100 Mont-Bleu, Phil.-Oscar Binette, labourer, 87½ St-Jacques, Pierre Tellier, 191 Principale, Gaston Nicholas, both administrators, Virginia Nicholas, secretary, wife of the said Gaston Nicholas, Roger Larche, counsellor in investment, all three of 63 Maisonneuve, François Nadeau, chaplain, 118 Notre-Dame, all seven of Hull, Georges Paquet, technician, Aylmer, Hector Chantigny, journalist, 635 Richmond, and Pierre Brien, administrator, 2197 Riverside, the latter two from Ottawa, for the following purposes:

To promote the integration of former prisoners into society, under the name of "Agence sociale spécialisée de Hull inc."

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37529

3700-1970

Les agences commerciales et industrielles du Québec Itée (A.C.I.Q.)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Françoise Mercier, ménagère, fille majeure, 34, avenue St-Grégoire, Montmorency, Gilles Thibodeau, vendeur, et Jeannine Ferland, ménagère, épouse dudit Gilles Thibodeau, ces deux derniers de 2738, de la Ronde, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Les agences commerciales et industrielles du Québec Itée (A.C.I.Q.) », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

4205-1970

Les agences commerciales et industrielles du Québec Itée (A.C.I.Q.)

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Françoise Mercier, housewife, spinster of the full age of majority, 34 St-Grégoire Avenue, Montmorency, Gilles Thibodeau, salesman, and Jeannine Ferland, housewife, wife of said Gilles Thibodeau, the latter two of 2738 de la Ronde, Québec, for the following purposes:

To deal in products, articles and goods of all kinds, under the name of "Les agences commerciales et industrielles du Québec Itée (A.C.I.Q.)", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and into 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4205-1970

**Aluminium G.I.T. Itée
G.I.T. Aluminium Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 18^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Giuseppe Campanelli, 8142, rue Dunant, Saint-Léonard, Giuseppe Tizzoni, tous deux hommes d'affaires, et Lina Campione, ménagère, épouse dudit Giuseppe Tizzoni, ces deux derniers de 9980, Place Guillaume Chambon, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, vendre et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Aluminium G.I.T. Itée — G.I.T. Aluminium Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9980, Place Guillaume Chambon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37529-o

4081-1970

Aménagements Baie Plaisance inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour d'août 1970, constituant en corporation: Alain Gaillard, agronome, 432, Rigaud, #7, Jean Duval, 3868, Fleury est, tous deux de Montréal, et George-R. Galbraith, 14, Bonaparte, Laval, ces deux derniers administrateur, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Aménagements Baie Plaisance inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

3684-1970

**Ameublement A.B.C. Itée
A.B.C. Furniture Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Philomène Déraspe, ménagère, épouse de Georges Lefrançois, 5052, Garnier, Jean-Claude Beaudet, 5180, Garnier, tous deux de Montréal, et Serge Lefrançois, 5887, Azilda, Anjou, ces deux derniers vendeurs, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Ameublement A.B.C. Itée — A.B.C. Furniture Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

**Aluminium G.I.T. Itée
G.I.T. Aluminium Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giuseppe Campanelli, 8142 Dunant street, Saint-Léonard, Giuseppe Tizzoni, both businessmen, and Lina Campione, housewife, wife of the said Giuseppe Tizzoni, the latter two of 9980 Guillaume Chambon Place, Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell and to deal in merchandise and articles manufactured in part or in whole from metal or wood, under the name of "Aluminium G.I.T. Itée — G.I.T. Aluminium Ltd.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 9980 Guillaume Chambon Place, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37529

4081-1970

Aménagements Baie Plaisance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alain Gaillard, agronomist, 432 Rigaud, #7, Jean Duval, 3868 Fleury East, both of Montreal, and George-R. Galbraith, 14 Bonaparte, Laval, the latter two administrators, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Aménagements Baie Plaisance inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

3684-1970

**Ameublement A.B.C. Itée
A.B.C. Furniture Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philomène Déraspe, housewife, wife of Georges Lefrançois, 5052 Garnier, Jean-Claude Beaudet, 5180 Garnier, both of Montreal, and Serge Lefrançois, 5887 Azilda, Anjou, the latter two salesmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Ameublement A.B.C. Itée — A.B.C. Furniture Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 3221, rue Ste-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-0 3975-1970

R. E. W. Appel (Québec) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1970, constituant en corporation: Laszlo Szemenyei, avocat, 4440, avenue Hingston, Reinhold Ernst Walter Appel, 2121, rue Saint-Mathieu, app. 2207, tous deux de Montréal, et Lyse Guilmette, épouse de Michel Tanguay, 870, avenue Dessane, app. 8, Québec, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, ébénisterie, tapis, draperies et toutes sortes d'articles ménagers, équipement et ameublement pour la maison, sous le nom de « R. E. W. Appel (Québec) Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1440 ouest, rue Sainte-Catherine, bureau 602, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529 3643-1970

Les articles de sport olympiques inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour de septembre 1970, constituant en corporation: André Roch, 1919, rue Des Érables, Georges-E. Richard, 10848, James Morrice, et Fernand Turgeon, 1440, rue Cartier, tous trois vendeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles et de vêtements de sport, sous le nom de « Les articles de sport olympiques inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37529-0 4275-1970

Artisanat Louis et Chimo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Roland Thibault, vendeur, 55, Pariseau, Laval, Roger Messier, administrateur, 2417, Cadillac, et Guy Richard, machiniste, 4355, St-Kevin, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'objets d'artisanat, sous le nom de « Artisanat Louis et Chimo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

The head office of the company is at 3221 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 3975-1970

R. E. W. Appel (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laszlo Szemenyei, lawyer, 4440 Hingston Avenue, Reinhold Ernst Walter Appel, 2121 St. Matthew Street, Apt. 2207, both of Montreal, and Lyse Guilmette, wife of Michel Tanguay, 870 Dessane Avenue, Apt. 8, Québec, the latter two executives, for the following purposes:

To deal in furniture, woodwork, carpets, drapes, and all kinds of household articles, furnishings and equipment, under the name of "R. E. W. Appel (Québec) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 1440 St. Catherine Street West, Suite 602, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529-0 3643-1970

Les articles de sport olympiques inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Roch, 1919 Des Érables street, Georges-E. Richard, 10848 James Morrice, and Fernand Turgeon, 1440 Cartier street, all three salesmen, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in sports articles and clothes, under the name of "Les articles de sport olympiques inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 4275-1970

Artisanat Louis et Chimo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Thibault, salesman, 55 Pariseau, Laval, Roger Messier, administrator, 2417 Cadillac, and Guy Richard, machinist, 4355 St-Kevin, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in handicrafts, under the name of "Artisanat Louis et Chimo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

4559-1970

**Association des amateurs de danse
Association of Amateur Dancers**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Olga Gaillard, couturière, épouse de Louis Perret, 330, Mozart est, app. 62, Manon Jean, commis de banque, épouse de Roberto Del Duchetto, 2514, Prieur, toutes deux de Montréal, Claudia Laverdière, professeur de danse, épouse de Claude Tremblay, 6121, des Galeries d'Anjou, et Danièle Lamalice, perforatrice, épouse de André Lachapelle, 7380, de la Nantaise, ces deux dernières d'Anjou, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des amateurs de danse, sous le nom de « Association des amateurs de danse — Association of Amateur Dancers ».

Le montant auquel sont limités les revenus des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 6121, boulevard des Galeries d'Anjou, Anjou, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financière
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

3307-1970

**Association des grossistes en alimentation
de la province de Québec (A.G.A.) inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gustave Paquin, 419, Grande-Allée, Saint-Jérôme, Daniel Rivard, 680, Chaussé, Rouyn, Paul Vennes, 1470, 7^e Avenue, Grand-Mère, Gaston Girard, 169, Napoléon, Sept-Iles, Jean Spence, 7, Lamontagne, Saint-Félicien, et Valérien Cloutier, Vallée-Jonction, tous marchands, pour les objets suivants:

L'étude, la défense et le développement des intérêts professionnels, économiques, intellectuels, sociaux et moraux des membres, sous le nom de « Association des grossistes en alimentation de la province de Québec (A.G.A.) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

4099-1970

Association des loisirs mixtes St-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies,

The head office of the company is at Granby judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4559-1970

**Association des amateurs de danse
Association of Amateur Dancers**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Olga Gaillard, seamstress, wife of Louis Perret, 330 Mozart East, Apt. 62, Manon Jean, bank clerk, wife of Roberto Del Duchetto, 2514 Prieur, both of Montreal, Claudia Laverdière, dance professor, wife of Claude Tremblay, 6121 des Galeries d'Anjou, et Daniel Lamalice, perforator, wife of André Lachapelle, 7380 de la Nantaise, the latter two of Anjou, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of dance amateurs, under the name of "Association des amateurs de Danse — Association of Amateur Dancers".

The amount to which is limited the revenue from the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$100,000.

The head office of the corporation is at 6121 des Galeries d'Anjou boulevard, Anjou, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

3307-1970

**Association des grossistes en alimentation
de la province de Québec (A.G.A.) inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gustave Paquin, 419 Grande-Allée, Saint-Jérôme, Daniel Rivard, 680 Chaussé, Rouyn, Paul Vennes, 1470, 7th Avenue, Grand-Mère, Gaston Girard, 169 Napoléon, Sept-Iles, Jean Spence, 7 Lamontagne, Saint-Félicien, and Valérien Cloutier, Vallée-Jonction, all merchants, for the following purposes:

The study, defence and development of the professional, economical, intellectual, social and moral interests of the members, under the name of "Association des grossistes en alimentation de la province de Québec (A.G.A.) inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4099-1970

Association des loisirs mixtes St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued

il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1970, constituant en corporation: sans capital-actions: Jeannine Bonneau, rentière, épouse de Ulysse Bonneau, Saint-Alexandre, Denis Tougas, menuisier, 44, Ocain, et Marie-Paule Lafortune, ménagère, épouse de Bernard Lafortune, 56, Coursol, ces deux derniers de Saint-Jean, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Association des loisirs mixtes St-Jean inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 3861-1970

**Association des pêcheurs d'anguilles
du Québec**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Gingras, 170, boulevard du Pont, Fernand Gingras, 138, boulevard du Pont, et Robert-P. Gingras, 136, boulevard du Pont, tous trois pêcheurs, de Saint-Nicolas, pour les objets suivants:

Sauvegarder les droits et privilèges des pêcheurs professionnels, sous le nom de « Association des pêcheurs d'anguilles du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Nicolas, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 4223-1970

**Association des propriétaires des 4 Lacs inc.
4 Lakes Owners' Association Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2 jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions Richard Soly, acheteur, 6185, Place Desgroseillers, Anjou, Marcel Comtois, entrepreneur, 9831, St-Hubert, et Betty Payne, ménagère, épouse de Richard Payne, 3085, Goyer, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Association des propriétaires des 4 Lacs inc.— 4 Lakes Owners' Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est 94 R 9, Développement 4 Lacs, Saint-Adolphe-d'Howard, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 4292-1970

by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jeannine Bonneau, annuitant, wife of Ulysse Bonneau, Saint-Alexandre, Denis Tougas, carpenter, 44 Ocain, and Marie-Paule Lafortune, housewife, wife of Bernard Lafortune, 56 Coursol, the latter two of Saint-Jean, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Association des loisirs mixtes St-Jean inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 3861-1970

**Association des pêcheurs d'anguilles
du Québec**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Gingras, 170 du Pont Boulevard, Fernand Gingras, 138 du Pont Boulevard, and Robert-P. Gingras, 136 du Pont Boulevard, all three fishermen of Saint-Nicolas, for the following purposes:

To protect the rights and privileges of professional fishermen, under the name of "Association des pêcheurs d'anguilles du Québec".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$25,000.

The head office of the corporation is at Saint-Nicolas, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 4223-1970

**Association des propriétaires des 4 Lacs inc.
4 Lakes Owners' Association Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Richard Soly, purchaser, 6185 Place Desgroseillers, Anjou, Marcel Comtois, contractor, 9831 St-Hubert, and Betty Payne, housewife, wife of Richard Payne, 3085 Goyer, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of its members, under the name of "Association des propriétaires des 4 Lacs inc.— 4 Lakes Owners' Association Inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$40,000.

The head office of the corporation is at 94 R 9, Développement 4 Lacs, Saint-Adolphe-d'Howard, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 4292-1970

**Association (Hellénique) des parents
Grecs-Orthodoxes de l'école Ahuntsic
Greek Orthodox (Hellenic) Association
of Parents of Ahuntsic School**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Kosmas Papadopoulos, 9244, rue Jeanne-Mance, George Plevritis, et Peter Psicharis, ces deux derniers du 355 ouest, rue Sauvé, tous trois restaurateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la coopération entre parents, élèves et professeurs de l'école Ahuntsic, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Ahuntsic — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Ahuntsic School ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

37529

4198-1970

**Association (Hellénique) des parents
Grecs-Orthodoxes de l'école Devonshire
Greek Orthodox (Hellenic) Association
of Parents of Devonshire School**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Panajiota Stergiou, ménagère, épouse de George Despotopoulos, 3835, rue Laval, Nick Bramos, commis, 3851C, rue Laval, et George Daskalakis, opérateur d'ordinateur, 3655, rue Sainte-Famille, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la coopération entre les parents, les élèves et les professeurs de l'école Devonshire, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Devonshire — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Devonshire School ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

37529

4201-1970

**Association (Hellénique) des parents
Grecs-Orthodoxes de l'école Dunrae Gardens
Greek Orthodox (Hellenic) Association
of Parents of Dunrae Gardens School**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Dimitrios Roussos, cuisinier, 8535, avenue Bloomfield, app. 6, Vasilios Papanicolaou, tricoteur, 7010, avenue de l'Épée, app. 8, et Dimitrios Papanastouslis, technicien

**Association (Hellénique) des parents
Grecs-Orthodoxes de l'école Ahuntsic
Greek Orthodox (Hellenic) Association
of Parents of Ahuntsic School**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Kosmas Papadopoulos, 9244 Jeanne-Mance Street, George Plevritis, and Peter Psicharis, the latter two of 355 Sauvé Street West, all three restaurateurs, of Montreal, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellenic) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Ahuntsic — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Ahuntsic School".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited is \$40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37529-o

4198-1970

**Association (Hellénique) des parents
Grecs-Orthodoxes de l'école Devonshire
Greek Orthodox (Hellenic) Association
of Parents of Devonshire School**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Panajiota Stergiou, wife of George Despotopoulos, 3835 Laval Street, Nick Bramos, clerk, 3851C Laval Street, and George Daskalakis, computer operator, 3655 St. Famille Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellenic) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Devonshire — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Devonshire School".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited is \$40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37529-o

4201-1970

**Association (Hellénique) des parents
Grecs-Orthodoxes de l'école Dunrae Gardens
Greek Orthodox (Hellenic) Association
of Parents of Dunrae Gardens School**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Dimitrios Roussos, chef, 8535 Bloomfield Avenue, Apt. 6, Vasilios Papanicolaou, knitter, 7010 de l'Épée Avenue, Apt. 8, and Dimitrios Papanastouslis, lab tech-

de laboratoire, 8535, avenue Bloomfield, app. 5, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la coopération entre les parents, les élèves et les professeurs de l'école Dunrae Gardens, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Dunrae Gardens — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Dunrae Gardens School ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37529 4199-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Edward VII
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Edward VII School**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Dimitrios Patrimos, infirmier, 5657, avenue du Parc, Nick Kanellopoulos, restaurateur, 5704, rue Jeanne-Mance, et Michael Vranas, commis, 5624, rue Esplanade, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la coopération entre les parents, les élèves et les professeurs de l'école Edward VII, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Edward VII — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Edward VII School ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37529 4196-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Glencoe
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Glencoe School**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Panagiotis Tsatas, épiciér, 10965, Joseph Casavant, Andreas Tsatoumas, boulanger, 11103, Joseph Casavant, et Panagiotis Gonis, tailleur, 10862, James Morrice, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la coopération entre les parents, les élèves et les professeurs de l'école Glencoe, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Glencoe — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Glencoe School ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$40,000.

nician, 8535 Bloomfield Avenue, Apt. 5, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Dunrae Gardens — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Dunrae Gardens School".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited is \$40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529-o 4199-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Edward VII
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Edward VII School**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Dimitrios Patrimos, nursing orderly, 5657 Park Avenue, Nick Kanellopoulos, restaurateur, 5704 Jeanne Mance Street, and Michael Vranas, clerk, 5624 Esplanade Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Edward VII — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Edward VII School".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited is \$40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529-o 4196-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Glencoe
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Glencoe School**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Panagiotis Tsatas, grocer, 10965 Joseph Casavant, Andreas Tsatoumas, baker, 11103 Joseph Casavant, and Panagiotis Gonis, tailor, 10862 James Morrice, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Glencoe — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Glencoe School".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited is \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37529 4203-1970

Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Guy Drummond
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Guy Drummond School

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions Antonios Tsopelas, presseur, 752, avenue Bloomfield, George Papoutsis, teinturier, 620, avenue de l'Épée, app. 4, tous deux d'Outremont, et Athanasios Rallis, opérateur, 1521, avenue Van Horne, app. 6, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la coopération entre les parents, les élèves et les professeurs de l'école Guy Drummond, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Guy Drummond—Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Guy Drummond School ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37529 4200-1970

Assurance W. Fortin & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de juillet 1970, constituant en corporation: Wilfrid Fortin, 4915, Champlain, Gérard Fortin, 4147, Dollard, tous deux courtiers en assurance, de Lac-Mégantic, et Jacques Fortin, avocat, 1155, boulevard Dorchester ouest, suite 2601, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Assurance W. Fortin & fils inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 80,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac-Mégantic, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-0 2470-1970

Astico inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 17^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gérard Fecteau, homme d'affaires, 9, Plage St-Laurent, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Isidore C. Pollack, 3805, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, et Jacques Gingras, 1291, Pasteur, Sillery, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529-0 4203-1970

Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Guy Drummond
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Guy Drummond School

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Antonios Tsopelas, presser, 752 Bloomfield Avenue, George Papoutsis, cleaner, 620 de l'Épée Avenue, Apt. 4, both of Outremont, and Athanasios Rallis, operator, 1521 Van Horne Avenue, Apt. 6, Montreal, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellenic) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Guy Drummond—Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Guy Drummond School".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529-0 4200-1970

Assurance W. Fortin & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Wilfrid Fortin, 4915 Champlain, Gérard Fortin, 4147 Dollard, both insurance brokers, of Lac-Mégantic, and Jacques Fortin, advocate, 1155 Dorchester Boulevard West, suite 2601, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Assurance W. Fortin & fils inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 10,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 80,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Lac-Mégantic, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 2470-1970

Astico inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Fecteau, businessman, 9 Plage St-Laurent, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Isidore C. Pollack, 3805 St. Foy Road, St. Foy, and Jacques Gingras, 1291 Pasteur, Sillery, the latter two advocates, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Astico inc. », avec un capital divisé en 150 actions ordinaires sans valeur nominale et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37529-o 4058-1970

Les ateliers Bras d'or inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Damase Leclerc, industriel, 615, Archambault, Joseph-Charles Tremblay, journalier, 1438, Fullum, et Georges Leclerc, expéditeur, 541, rue Dufresne, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Réadapter et réintégrer dans le monde du travail ceux qui en ont été éloignés en raison de leur état de santé, de leur ambiance familiale ou sociale, de leur inexpérience, de leur inadaptation au milieu du travail, de leur manque d'informations et en raison de tous autres motifs, sous le nom de « Les ateliers Bras d'or inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 1600, Alexandre de Sève, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 1272-1970

Bibliothèque centrale de prêt du Saguenay-Lac St-Jean

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marc Bourgeois, bibliothécaire, 133, de la Gare, Alma, Marc Gingras, libraire, 1022, Beaugard, Chicoutimi, et Paul-Émile Lemieux, ingénieur, 211, St-Denis, Arvida, pour les objets suivants:

Établir un système de bibliothèques publiques, sous le nom de « Bibliothèque centrale de prêt du Saguenay-Lac St-Jean ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$250,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 4433-1970

Bic Furniture Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Gilles Carignan, avocat, Hélène Carignan, professeur, épouse dudit Gilles Carignan, tous deux de 3217, Bellefeuille, Sainte-Foy, et François

To carry on business as general contractors, under the name of "Astico inc.", with a capital stock divided into 150 common shares without nominal value and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 4058-1970

Les ateliers Bras d'or inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Damase Leclerc, industrialist, 615 Archambault, Joseph-Charles Tremblay, labourer, 1438 Fullum, and Georges Leclerc, consigner, 541 Dufresne Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To readapt and reintegrate in the labour world those having been absent due to their state of health, family or social environment, inexperience, inadaptation to a working milieu, lack of information and owing to any other motives, under the name of "Les ateliers Bras d'or inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 1600 Alexandre de Sève, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 1272-1970

Bibliothèque centrale de prêt du Saguenay-Lac St-Jean

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Marc Bourgeois, librarian, 133 de la Gare, Alma, Marc Gingras, librarian, 1022 Beaugard, Chicoutimi, and Paul-Émile Lemieux, engineer, 211 St-Denis, Arvida, for the following purposes:

To establish a public library system, under the name of "Bibliothèque centrale de prêt du Saguenay-Lac St-Jean".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$250,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 4433-1970

Bic Furniture Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Carignan, advocate, Hélène Carignan, professor, wife of the said Gilles Carignan, both of 3217 Bellefeuille, St. Foy, and François Letendre,

Letendre, notaire, 856, 9e Avenue, Charny, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « *Big Furniture Inc.*», avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, 6e Avenue, Daveluyville, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

4474-1970

Bob's Cycle & Sport Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1970, constituant en corporation: Robert Richard, 42, Dupuis, Saint-Isidore, Jens Hausch, 3615, avenue Ridgewood, app. 501, tous deux hommes d'affaires, et Gerald Friedlansky, notaire, 5947, avenue du Parc, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de motocyclettes et de motos-neige de toutes sortes, sous le nom de « *Bob's Cycle & Sport Inc.*», avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 200A, rue Principale, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529

3711-1970

Boutique Tristan et Iseut inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Marcel McDermott, commerçant, Marie Labrecque, ménagère, épouse dudit Marcel McDermott, tous deux de 7235, Pierre Corneille, app. 132, Montréal, et Alphonse McDermott, artisan, 2665, Turcot, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de vêtements, chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « *Boutique Tristan et Iseut inc.*», avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7275, Sherbrooke est, Place Versailles, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

3318-1970

Buffet Léo Bourdon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corpora-

notary, 856, 9th Avenue, Charny, for the following purposes:

To manufacture and to deal in furniture and novelties of all sorts, under the name of « *Big Furniture Inc.*», with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 110, 6th Avenue, Daveluyville, judicial district of Arthabaska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4474-1970

Bob's Cycle & Sport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Richard, 42 Dupuis, Saint-Isidore, Jens Hausch, 3615 Ridgewood Avenue, Apt. 501, both businessmen, and Gerald Friedlansky, notary, 5947 Park Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in motorcycles and snowmobiles of all kinds, under the name of « *Bob's Cycle & Sport Inc.*», with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 200A Principale Street, Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o

3711-1970

Boutique Tristan et Iseut inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel McDermott, trader, Marie Labrecque, housewife, wife of said Marcel McDermott, both of 7235 Pierre Corneille, Apt. 132, Montreal, and Alphonse McDermott, craftsman, 2665 Turcot, Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing, shoes, leather articles and their accessories, under the name of « *Boutique Tristan et Iseut inc.*», with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and into 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 7275 Sherbrooke East, Place Versailles, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

3318-1970

Buffet Léo Bourdon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert

tion: Robert Breton, vérificateur, 2725, Prévert, Léo Bourdon, homme d'affaires, et Huguette Vincent, ménagère, épouse dudit Léo Bourdon, ces deux derniers de 135, rue Longueuil, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de pâtisserie et buffets, «catering service» organiser des réceptions banquets ou buffets, sous le nom de «Buffet Léo Bourdon inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 136, rue Longueuil, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 3606-1970

Canadian American Distributors Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Elie Salomon, homme d'affaires, Claire Miller, femme d'affaires, épouse dudit Elie Salomon, tous deux de 1780, Saint-Louis, Saint-Laurent, et Moe Neuer, avocat, 4874, de la Peltrie, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de montres, horloges et fantaisies de toutes sortes, sous le nom de «Canadian American Distributors Limited», avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1780, rue Saint-Louis, bureau 102, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529 4090-1970

**Cantines Guillaume inc.
 Guillaume's Canteens Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, et Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant — cafétéria ambulante, sous le nom de «Cantines Guillaume inc. — Guillaume's Canteens Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529 4258-1970

Centre de rénovation Laurentien Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

Breton, verifier, 2725 Prévert, Léo Bourdon, businessman, and Huguette Vincent, housewife, wife of said Léo Bourdon, the latter two of 135 Longueuil Street, all three of Longueuil, for the following purposes:

To operate a pastry and catering service; to organize receptions, banquets or buffets, under the name of "Buffet Léo Bourdon inc.," with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 136 Longueuil Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

37529 3606-1970

Canadian American Distributors Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Elie Salomon, businessman, Claire Miller, businesswoman, wife of the said Elie Salomon, both of 1780 St. Louis, Saint-Laurent, and Moe Neuer, advocate, 4874 de la Peltrie, Montreal, for the following purposes:

To deal in watches, clocks and novelties of every kind, under the name of "Canadian American Distributors Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1780 St. Louis Street, Suite 102, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

37529-o 4090-1970

**Cantines Guillaume inc.
 Guillaume's Canteens Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, Côte Saint-Luc, and Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To operate a mobile cafeteria and restaurant, under the name of "Cantines Guillaume inc. — Guillaume's Canteens Inc.," with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

37529-o 4258-1970

Centre de rénovation Laurentien Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1970, have been issued by

il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Daniel Boivin, 517, Lartigue, Roland Robillard, 524, Jean-Talon ouest, tous deux avocats, et Francine Trudeau, secrétaire, fille majeure, 11927, James Morrice, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Centre de rénovation Laurentien ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

4302-1970

Centre professionnel de Granby inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gérard Scott, ingénieur, Bromont, Gilles Dallaire, 156, boulevard Leclerc, et Albert Desautels, 255, Mullin, ces deux derniers comptables agréés, de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Centre professionnel de Granby inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 74, rue Court, Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

4101-1970

Cepel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Marcel Léger, ingénieur, Denise Hamel, ménagère, épouse dudit Marcel Léger, tous deux de 1502, Jacques-Lemaistre, et Suzanne Trudeau, secrétaire, fille majeure, 10637, Chambord, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Cepel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1502, rue Jacques-Lemaistre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

3817-1970

Laurent Charron & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e

the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Boivin, 517 Lartigue, Roland Robillard, 524 Jean-Talon west, both advocates, and Francine Trudeau, secretary, spinster of the full age of majority, 11927 James Morrice, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business as general contractors in construction and to deal in all kinds of materials, under the name of "Centre de rénovation Laurentien ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

37529

4302-1970

Centre professionnel de Granby inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Scott, engineer, Bromont, Gilles Dallaire, 156 Leclerc Boulevard, and Albert Desautels, 255 Mullin, the latter two chartered accountants of Granby, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Centre professionnel de Granby inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 74 Court Street, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

37529

4101-1970

Cepel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Léger, engineer, Denise Hamel, housewife, wife of said Marcel Léger, both of 1502 Jacques-Lemaistre, and Suzanne Trudeau, secretary, spinster of the full age of majority, 10637 Chambord, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to manufacture and deal in all kinds of electric appliances and electrical accessories, under the name of "Cepel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1502 Jacques-Lemaistre Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

37529

3817-1970

Laurent Charron & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Compa-

jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Laurent Charron, constructeur, Mariette Lambert, ménagère, épouse dudit Laurent Charron, tous deux de 100, rue Claude, Lafontaine, et Yvon Charron, menuisier, 1413, 10e Rue, Saint-Antoine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Laurent Charron & fils inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1413, 10e Rue, Saint-Antoine, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 4355-1970

Cie DageX (Canada) Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1970, constituant en corporation: Daniel Poirier, administrateur, Danièle Gobillot, administratrice, épouse dudit Daniel Poirier, tous deux de 3240, rue Cap-à-l'Aigle, Laval, et Michel Poirier, réalisateur, 1605, rue Ducharme, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres d'appareils électroniques et machinerie diverse, sous le nom de « Cie DageX (Canada) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3240, rue Cap-à-l'Aigle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 2387-1970

Cie de Gestion Gomin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1970, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e Rue, Québec, Marthe Lessard, 2440, Place Prevel, Sainte-Foy, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Cie de Gestion Gomin inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 3 actions classe « A » de \$100 chacune, 1,000 actions classe « B » de \$10 chacune et en 897 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sillery, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 3435-1970

Cie de gestion Maritain inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

nies anc Cooperatives, incorporating: Laurent Charron, builder, Mariette Lambert, housewife, wife of said Laurent Charron, both of 100 Claude Street, Lafontaine, and Yvon Charron, carpenter, 1413, 10th Street, Saint-Antoine, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and builders and to deal in all kinds of materials, under the name of "Laurent Charron & fils inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1413, 10th Street, Saint-Antoine, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 4355-1970

Cie DageX (Canada) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Poirier, administrator, Danièle Gobillot, administrator, wife of the said Daniel Poirier, both of 3240 Cap-à-l'Aigle street, Laval, and Michel Poirier, director, 1605 Ducharme street, Outremont, for the following purposes:

To deal in all kinds of electronic appliances and Various types of machinery, under the name of "Cie DageX (Canada) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 3240 Cap-à-l'Aigle, Laval, judicial district of Montréal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 2387-1970

Cie de Gestion Gomin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th Street, Québec, Marthe Lessard, 2440 Prevel Place, Sainte-Foy, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Cie de Gestion Gomin inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 3 class "A" shares of \$100 each, 1,000 class "B" shares of \$10 each and 897 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sillery, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 3435-1970

Cie de gestion Maritain inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1970, have been issued by

il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1970, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e Rue, Québec, Marthe Lessard, 2440, Place Prevel, Sainte-Foy, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de gestion, sous le nom de « Cie de gestion Maritim inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 3 actions classe « A » de \$100 chacune, 1,000 actions classe « B » de \$10 chacune et en 897 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sillery, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

3437-1970

Cinévidéo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, 5030, Glencairn, Douglas Pascal, 5392, Prince of Wales, tous deux avocats, Huguette Fournier, 8179, 10e Avenue, tous trois de Montréal, et Claudine Proutat, 200, Corot, Iles-aux-Socurs, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Produire, réaliser, mettre en scène, éditer et distribuer des films cinématographiques ou autres productions audio-visuelles, sous le nom de « Cinévidéo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

4106-1970

Circle Investment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Gisèle Poirier, secrétaire, fille majeure, 5743, boulevard LaSalle, Verdun, Raoul Thivierge, 4300, boulevard Maisonneuve ouest, Westmount, et Roch Labrèche, 51, rue Hébert, Maple Grove, ces deux derniers commerçants, pour les objets suivants:

Exploiter des motels ou Motor-Hotels, sous le nom de « Circle Investment Ltd. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 17,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4300, boulevard Maisonneuve ouest, Westmount, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

809-1970

the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th Street, Québec, Marthe Lessard, 2440 Place Prevel, St. Foy, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as an investment and management company, under the name of "Cie de gestion Maritim inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 3 class "A" shares of \$100 each, 1,000 class "B" shares of \$10 each and into 897 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sillery, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

3437-1970

Cinévidéo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-Armand Sheppard, 5030 Glencairn, Douglas Pascal, 5392 Prince of Wales, both advocates, Huguette Fournier, 8179, 10th Avenue, all three of Montreal, and Claudine Proutat, 200 Corot, Nun's Island, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To produce, realize, stage, publish and distribute cinematographic films or other audio-visual productions, under the name of "Cinévidéo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4106-1970

Circle Investment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gisèle Poirier, secretary, spinster of the full age of majority, 5743 LaSalle boulevard, Verdun, Raoul Thivierge, 4300 Maisonneuve boulevard west, Westmount, and Roch Labrèche, 51 Hébert street, Maple Grove, the latter two merchants, for the following purposes:

To operate motels or Motor-Hotels, under the name of "Circle Investment Ltd.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 17,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4300 Maisonneuve boulevard west, Westmount, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

809-1970

Le club de hockey Feuilles d'Érable inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Boivin, avocat, 95, rue St-Georges, Lévis, Yvon Gosselin, agent, 35A, Joliette, Eudore Roy, hôtelier, 81, rue Barras, tous deux de Lauzon, Édouard Bélanger, commerçant, 15, Carré Lemieux, et Jacques Auger, gérant, 558, Trans-Canada, ces deux derniers de Saint-David-de-l'Auberivière, pour les objets suivants:

Organiser des loisirs et plus particulièrement un club de hockey, sous le nom de « Le club de hockey Feuilles d'Érable inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-David-de-l'Auberivière, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 4470-1970

Le club de hockey Feuilles d'Érable inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Boivin, advocate, 95 St-Georges Street, Lévis, Yvon Gosselin, agent, 35A Joliette, Eudore Roy, hotel keeper, 81 Barras Street, both of Lauzon, Édouard Bélanger, trader, 15 Lemieux Square, and Jacques Auger, manager, 558 Trans-Canada, the latter two of St-David-de-l'Auberivière, for the following purposes:

The organization of recreational activities and particularly of a hockey club, under the name of "Le Club de hockey Feuilles d'Érable inc."

The amount to which is limited the revenue from the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$10,000.

The head office of the corporation is at Saint-David-de-l'Auberivière, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 4470-1970

Le club La Chacunière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: J.-H. Denis Gagnon, 102, de Salaberry, Claude Dugas, 540, Ste-Thérèse, tous deux avocats, Claude Bélanger, comptable, 590 Gadoury, et Pauline Reney, réceptionniste, veuve de Henri Reney, 1217, du Parc, tous quatre de Joliette, pour les objets suivants:

Établir et administrer un club social, sous le nom de « Le club La Chacunière inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$150,000.

Le siège social de la corporation est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 4331-1970

Le club La Chacunière inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-H. Denis Gagnon, 102 de Salaberry, Claude Dugas, 540 Ste-Thérèse, both advocates, Claude Bélanger, accountant, 590 Gadoury, and Pauline Reney, receptionist, widow of Henri Reney, 1217 du Parc, all four of Joliette, for the following purposes:

To establish and manage a social club, under the name of "Le club La Chacunière inc."

The amount to which is limited the annual revenue of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$150,000.

The head office of the corporation is at Joliette, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 4331-1970

Club La Tour

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Ovide Laflamme, avocat, 2833, Tremblay, Sainte-Foy, Raymond Morissette, cultivateur, Saint-Lazare, Gérard Corriveau, médecin, 150, St-Georges, Lévis, Gérard Laflamme, Paul Carrier, tous deux garagistes, Henri Lemieux, professeur, et Philippe Corriveau, camionneur, ces quatre derniers de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, pour les objets suivants:

Promouvoir les sports et la culture physique en général dans la municipalité de Buckland, sous le nom de « Club La Tour ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Club La Tour

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ovide Laflamme, advocate, 2833 Tremblay, Sainte-Foy, Raymond Morissette, farmer, Saint-Lazare, Gérard Corriveau, physician, 150 St-Georges, Lévis, Gérard Laflamme, Paul Carrier, both garage keepers, Henri Lemieux, professor, and Philippe Corriveau, trucker, the latter four of Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland for the following purposes:

To promote sports and physical culture in general in the municipality of Buckland, under the name of "Club La Tour".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, district judiciaire de Montmagny.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

4389-1970

**Club moto-neige Péninsule
Manicouagan inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Ferguson, mécanicien, Armand Dufour, garagiste, et Claude Proulx, barman, tous trois de Pointe-Label, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club moto-neige Péninsule Manicouagan inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Pointe-Label, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

3888-1970

**Club optimiste Nord-Ouest
de Montréal inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: André St-Onge, architecte, 4472, rue Dumas, Pierrefonds, René D'Astous, agent immobilier, 140, rue France, et Jean Lambert, notaire 212, Baderwood, ces deux derniers de Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Développer l'esprit d'optimisme en temps que philosophie de vie; susciter et promouvoir un intérêt actif dans les affaires publiques et civiques, sous le nom de « Club optimiste Nord-Ouest de Montréal inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est 9656, boulevard Gouin ouest, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

3505-1970

**Club récréatif des policiers et pompiers
de la ville de Saint-Joseph**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: André Poulin, 1000, Villeneuve, Jean-Claude Labonté, 1540, Lussier, Denis Dion, 360, Brunette, tous trois policiers, Jean-Paul Angers, 1500, Beauregard, et Maurice Plourde, 1060, St-Louis, ces deux derniers pompiers, tous de Saint-Joseph, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, judicial district of Montmagny.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4389-1970

**Club moto-neige Péninsule
Manicouagan inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Ferguson, mechanic, Armand Dufour, garage-keeper, and Claude Proulx, barman, all three of Pointe-Label, for the following purposes:

To operate a sports club and to promote snowmobiling in particular, under the name of "Club moto-neige Péninsule Manicouagan inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Pointe-Label, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

3888-1970

**Club optimiste Nord-Ouest
de Montréal inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André St-Onge, architect, 4472 Dumas Street, Pierrefonds, René D'Astous, real estate agent, 140 France Street, and Jean Lambert, notary, 212 Baderwood, the latter two of Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To develop a spirit of optimism as a philosophy of life; to create and promote an active interest in public and civic affairs, under the name of "Club optimiste Nord-Ouest de Montréal inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$25,000.

The head office of the corporation is at 9656 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

3505-1970

**Club récréatif des policiers et pompiers
de la ville de Saint-Joseph**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Poulin, 1000 Villeneuve, Jean-Claude Labonté, 1540 Lussier, Denis Dion, 360 Brunette, all three policemen, Jean-Paul Angers, 1500 Beauregard, and Maurice Plourde, 1060 St-Louis, the latter two firemen, all of Saint-Joseph, for the following purposes:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toute manière les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Club récréatif des policiers et pompiers de la ville de Saint-Joseph ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est 1000, rue Villeneuve, Saint-Joseph, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 4343-1970

Club social et sportif St-Louis de Terrebonne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Ludovic Leblanc, assistant-gérant, route rurale numéro 1, Masson, Louise Forget, institutrice, fille majeure, 2280, chemin Comtois, Terrebonne, et Rolland Louis Seize, rentier, 2800, chemin Martin, Saint-Louis-de-Terrebonne, pour les objets suivants:

Administrer un club social et sportif, sous le nom de « Club social et sportif St-Louis de Terrebonne inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 3876-1970

Cogestan inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jean Grenier, 2974, rue Gentilly, Sainte-Foy, Roland Joncas, 5, de la Milice, Lauzon, et Roger Lepage, 144, rue Napoléon, Lévis, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Cogestan inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Lauzon, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 4387-1970

Louis Comeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Louis Comeau, entrepreneur, 900, Victoria, Greenfield Park, François Boisclair, 702, Hartland, Outremont, et Yvon Brizard, 1100, McGre-

To study, promote, protect and develop in any way the economic, social and professional interests of its members, under the name of "Club récréatif des policiers et pompiers de la ville de Saint-Joseph".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$40,000.

The head office of the corporation is at 1000 Villeneuve Street, Saint-Joseph, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 4343-1970

Club social et sportif St-Louis de Terrebonne inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ludovic Leblanc, assistant-manager, Rural Route number 1, Masson, Louise Forget, teacher, spinster of the full age of majority, 2280 Comtois Road, Terrebonne, and Rolland Louis Seize, annuitant, 2800 Martin Road, Saint-Louis-de-Terrebonne, for the following purposes:

To administer a sports and social club, under the name of "Club social et sportif St-Louis de Terrebonne inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$100,000.

The head office of the corporation is at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 3876-1970

Cogestan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Grenier, 2974 Gentilly street, St. Foy, Roland Joncas, 5 de la Milice, Lauzon, and Roger Lepage, 144 Napoléon street, Lévis, all three administrators, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Cogestan inc.", with a total capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Lauzon, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 4387-1970

Louis Comeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Comeau, contractor, 900 Victoria, Greenfield Park, François Boisclair, 702 Hartland, Outremont, and Yvon Brizard, 1100 McGregor, Apt.

gor, app. 710, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Louis Comeau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

4234-1970

La compagnie des enfants de Chenier

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21 jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Monique Rioux, épouse de Jean-Marie Boisvert, 1028, Dupas, Longueuil, Nicole Leblanc, 2363, Dorion, Odette Gagnon, 2000, Sherbrooke est, app. 5, Louise Dussault, 2205, St-Marc, app. 23, toutes trois filles majeures, toutes quatre comédiennes, Jean-Claude Germain, journaliste, 2363, Dorion, Gilles-Renaud Charbonneau, 2255, Réjean, et Jean-Luc Tétreault Bastien, 5558, Decelles, app. 5, ces deux derniers comédiens, ces six derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter, pour fin éducatives et de divertissement, une agence de théâtres et de salles de spectacles de toutes sortes, sous le nom de « La compagnie des enfants de Chenier ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

2231-1970

Les concentrés alimentaires Maisonneuve inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Gilles Liboiron, médecin, 378, boulevard Cartier, Laval, Charles-Adélar Liboiron, industriel, et Alice Lalonde, ménagère, épouse dudit Charles-Adélar Liboiron, ces deux derniers de 10110, St-Urbain, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Les concentrés alimentaires Maisonneuve inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9780, rue Jeanne-Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

3295-1970

Confort électrique B.G. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

710, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Louis Comeau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4234-1970

La compagnie des enfants de Chenier

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Monique Rioux, wife of Jean-Marie Boisvert, 1028 Dupas, Longueuil, Nicole Leblanc, 2363 Dorion, Odette Gagnon, 2000 Sherbrooke East, Apt. 5, Louise Dussault, 2205 St-Marc, Apt. 23, all three spinsters of the full age of majority, all four comedians, Jean-Claude Germain, journalist, 2363 Dorion, Gilles-Renaud Charbonneau, 2255 Réjean, and Jean-Luc Tétreault Bastien, 5558 Decelles, Apt. 5, the latter two comedians, all six of Montreal, for the following purposes:

To operate for educational and recreational purposes theatrical agencies and theatres of all kinds, under the name of "La compagnie des enfants de Chenier".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

2231-1970

Les concentrés alimentaires Maisonneuve inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies Cooperatives, incorporating: Gilles Liboiron, physician, 378 Cartier Boulevard, Laval, Charles-Adélar Liboiron, industrialist, and Alice Lalonde, housewife, wife of said Charles-Adélar Liboiron, the latter two of 10110 St-Urbain, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of food products, under the name of "Les concentrés alimentaires Maisonneuve inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 9780 Jeanne-Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

3295-1970

Confort électrique B.G. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Claude Godin, électricien, Marie Dillon, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Godin, tous deux de 5335, rue Sophie, Saint-Louis-de-Terrebonne, Jean-Louis Bouchard, électricien, et Jacqueline Potvin, ménagère, épouse dudit Jean-Louis Bouchard, ces deux derniers de 9960, Jeanne-Mance, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs électriciens, sous le nom de « Confort électrique B.G. inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 2699-1970

La Corporation immobilière du Nouveau Québec Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Marcel Desrosiers, garagiste, 540, Perreault, Claudette Lussier, technicienne en radiologie, épouse de Charles-Henri Desrosiers, 7, Ballantyne, et Gilbert Desrosiers, notaire, 500, avenue Brochu, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « La Corporation immobilière du Nouveau Québec Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, avenue Brochu, Sept-Iles, district judiciaire de Haute-riève.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 3163-1970

Cuirs O-Ten-Tik inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Reynald Cyr, commerçant, Florence Dumoulin, ménagère, épouse dudit Reynald Cyr, tous deux de 539, Leroux, et Nicole Levert, secrétaire, épouse de François Vezeau, 641, Melançon, tous trois de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tanneurs, corroyeurs, teinturiers et fabricants de courroies et faire le commerce de toute sortes de peaux, cuirs et leurs contrefaçons, sous le nom de « Cuirs O-Ten-Tik inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 42, rue Legault, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 3823-1970

1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Godin, electrician, Marie Dillon, housewife, wife of the said Jean-Claude Godin, both of 5335, Sophie Street, Saint-Louis-de-Terrebonne, Jean-Louis Bouchard, electrician, and Jacqueline Potvin, housewife, wife of the said Jean-Louis Bouchard, the latter two of 9960 Jeanne-Mance, Montreal, for the following purposes:

To do business as contractors in electricity, under the name of "Confort électrique B.G. inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 2699-1970

La Corporation immobilière du Nouveau Québec Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Desrosiers, garagist, 540 Perreault, Claudette Lussier, technician in radiology, wife of Charles-Henri Desrosiers, 7 Ballantyne, and Gilbert Desrosiers, notary, 500 Brochu Avenue, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To do business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "La Corporation immobilière du Nouveau Québec Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 500 Brochu Avenue, Sept-Iles, judicial district of Haute-riève.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 3163-1970

Cuirs O-Ten-Tik inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Reynald Cyr, merchant, Florence Dumoulin, housewife, wife of the said Reynald Cyr, both of 539 Leroux, and Nicole Levert, secretary, wife of François Vezeau, 641 Melançon, all three of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To do business as tanners, leather dressers, dyers and manufacturers of straps and to deal in all kinds of skins, leather and their imitations, under the name of "Cuirs O-Ten-Tik inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 42 Legault Street, St. Jérôme, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 3823-1970

R. Danis sport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Ronald Danis, commerçant, Rita Courchesne, ménagère, épouse dudit Ronald Danis, tous deux de 102, boulevard Lajeunesse, Saint-Jérôme, et Raymond Auclair, gérant, 8430, du Chardonnet, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'autos-neige, moteurs, machines et de leurs accessoires et pièces, sous le nom de « R. Danis sport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 420, boulevard des Laurentides, Saint-Antoine, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-0

4339-1970

De Castris Service Centre Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Tony De Castris, 180, rue Bernard, Châteauguay-Centre, Ricardo De Castris, 406, rue Woodbine, et Gabriel De Castris, 308, rue Olivier, ces deux derniers de Châteauguay, tous trois garagistes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « De Castris Service Centre Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-0

4238-1970

**Décor St-Hubert inc.
St-Hubert Decoration Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Daniel Duguay, 5920, St-Hubert, Raoul Thivierge, 4700, Circle Road, tous deux commerçants, de Montréal, et Rollande Dupuis, secrétaire, fille majeure, boulevard Maurice, Saint-Rémi-de-Napierville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tapisseries, papiers-tenture, draperies, rideaux, stores, polis et enduits, enduits colorants, peintures, couleurs, vernis, laques et produits chimiques, sous le nom de « Décor St-Hubert inc. — St-Hubert Decoration Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

R. Danis sport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Danis, merchant, Rita Courchesne, housewife, wife of the said Ronald Danis, both of 102 Lajeunesse boulevard, St. Jérôme, and Raymond Auclair, manager, 8430 du Chardonnet, Anjou, for the following purposes:

To do business as garagists and to deal in snowmobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "R. Danis sport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 420 des Laurentides Boulevard, St. Antoine, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4339-1970

De Castris Service Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Tony De Castris, 180 Bernard Street, Châteauguay-Centre, Ricardo De Castris, 406 Woodbine Street, and Gabriel De Castris, 308 Olivier Street, the latter two of Châteauguay, all three garage keepers, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "De Castris Service Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4238-1970

**Décor St-Hubert inc.
St-Hubert Decoration Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Duguay, 5920 St-Hubert, Raoul Thivierge, 4700 Circle Road, both traders, of Montreal, and Rollande Dupuis, secretary, spinster of the full age of majority, Maurice Boulevard, Saint-Rémi-de-Napierville, for the following purposes:

To manufacture and deal in tapestry, wall-paper, draperies, curtains, blinds, polishes, coatings, coloring coatings, paints, colors, varnishes, lacquers and chemical products, under the name of "Décor St-Hubert inc. — St-Hubert Decoration Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 5929, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 4211-1970

Décors Lily inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Christiane Forget, secrétaire, épouse de Gaëtan Latrémouille, 257, 21e Avenue, Deux-Montagnes, Gaston Binette, 102, rue De Bellefeuille, et Guy Belisle, 124, Grande-Côte, ces deux derniers notaires, de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de jouets, nouveautés, poterie, verrerie, vaisselle, bibelots, et tous objets quelconques, sous le nom de « Décors Lily inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 3879-1970

Dectronic inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Armand Poupart, junior, 6177, rue Des Préaux, Saint-Léonard, Pierre Thomas, 250, Des Écores, Laval, et Luc Racicot, 146, St-Alexandre, Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de systèmes d'alarme pour maisons privées, commerces, et industries, sous le nom de « Dectronic inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9160, rue Louisiane, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 4312-1970

Dénommé & Bélanger inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Roland Bélanger, gérant, Jacqueline Bélanger, épouse dudit Roland Bélanger, et Monique Dénommé, épouse de Armand Dénommé, ces deux dernières ménagères, tous trois de 15, rue Guertin, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Dénommé & Bélanger inc. », avec un capital total de

The head office of the company is at 5929 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 4211-1970

Décors Lily inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Christiane Forget, secretary, wife of Gaëtan Latrémouille, 257, 21st Avenue, Two Mountains, Gaston Binette, 102 De Bellefeuille Street, and Guy Belisle, 124 Grande-Côte, the latter two notaries, of Saint-Eustache, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, pottery, glassware, dishes, knick-knacks, and all objects whatever, under the name of "Décors Lily inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 3879-1970

Dectronic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Poupart, junior, 6177 Des Préaux Street, Saint-Léonard, Pierre Thomas, 250 Des Écores, Laval, and Luc Racicot, 146 St-Alexandre, Longueuil, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and to deal in alarm systems for private homes, businesses and industries, under the name of "Dectronic inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 9160 Louisiane Street, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 4312-1970

Dénommé & Bélanger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Bélanger, manager, Jacqueline Bélanger, wife of the said Roland Bélanger, and Monique Dénommé, wife of Armand Dénommé, the latter two housewives, all three of 15 Guertin Street, Hull, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction business, under the name of "Dénommé & Bélanger inc.", with a total capital stock of

\$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 15, rue Guertin, Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

3835-1970

Le domaine de Lagroix inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Paul Biron, administrateur, 2425, chemin Ste-Foy, Jacques Lemire, 1194, Colbert, suite 514, et Jean-Pierre Buissières, 935, Liénard, ces deux derniers licenciés en droit, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agriculteurs, sous le nom de « Le domaine de Lagroix inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 7,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Malachie, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

4285-1970

Domaine du Bord de l'Eau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Claude Grignon, avocat, 66, Woodlawn Drive, Dollard-des-Ormeaux, Olivier Grignon, 645, rue Saint-Aubin, Saint-Laurent, Maurice Lavallée, 1595, d'Auteuil, Laval, tous deux industriels, et Richard Newberry, comptable agréé, 178, Hensington, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domaine du Bord de l'Eau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 123, chemin Côte Vertu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529

3797-1970

Le domaine Malaket inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean Koury, vendeur, 22, rue Hamford, Lucien Malaket, Watson Drive, et Antoine Malaket, 657, rue Grâce, ces deux derniers marchands, tous trois de Lachute, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom

\$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$10 each and 390 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 15 Guertin Street, Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

37529

3835-1970

Le domaine de Lagroix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Biron, administrator, 2425 St. Foy Road, Jacques Lemire, 1194 Colbert, suite 514 and Jean-Pierre Buissières, 935 Liénard, the latter two masters of law, all three of St. Foy, for the following purposes:

To carry on a business in agriculture, under the name of "Le domaine de Lagroix inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 25,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 7,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Malachie, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

37529

4285-1970

Domaine du Bord de l'Eau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Grignon, advocate, 66 Woodlawn Drive, Dollard-des-Ormeaux, Olivier Grignon, 645 St. Aubin Street, Saint-Laurent, Maurice Lavallée, 1595 d'Auteuil, Laval, both industrials, and Richard Newberry, chartered accountant, 178 Hensington, Beaconsfield, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Domaine du Bord de l'Eau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 123 chemin Côte Vertu, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

37529-o

3797-1970

Le domaine Malaket inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Koury, salesman, 22 Hamford Street, Lucien Malaket, Watson Drive, and Antoine Malaket, 657 Grâce Street, the latter two merchants, all three of Lachute, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Le domaine

de « Le domaine Malaket inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529-o 4242-1970

Dowd Auto Repairs (1970) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Françoise Ollivier, fille majeure, Jack Shayne, et Laurence M. Tanny, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir des stations de service, édifices et garages, et faire le commerce de véhicules, accessoires et pièces de toutes sortes, sous le nom de « Dowd Auto Repairs (1970) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 366, rue Dowd, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529 4051-1970

Duchar construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gilles St-Pierre, 230, avenue Guillerm, Longueuil, John-K. Archambault, 5724, Déom, et Serge Desrochers, 4635, Clanranald, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Duchar construction inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 18-A, Place des Trembles, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529-o 4361-1970

East Angus Apparel Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Louis Orenstein, 5654, avenue Macdonald, Hampstead, John Michelin, 5754, rue Lockwood, Avrum Orenstein, 4725, avenue Bourret, tous trois avocats, et Glacia Miller, secrétaire, fille majeure, 3201, avenue Forest Hill, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Malaket inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 10,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529 4242-1970

Dowd Auto Repairs (1970) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Françoise Ollivier, spinster, Jack Shayne, and Laurence M. Tanny, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate service stations, buildings and garages and deal in vehicles, accessories and parts of every kind, under the name of "Dowd Auto Repairs (1970) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 366 Dowd Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529-o 4051-1970

Duchar construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles St-Pierre, 230 Guillerm avenue, Longueuil, John-K. Archambault, 5724 Déom, and Serge Desrochers, 4635 Clanranald, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business as builders and general contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Duchar construction inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 18-A des Trembles Place, Sorel, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529 4361-1970

East Angus Apparel Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Orenstein, 5654 Macdonald Avenue, Hampstead, John Michelin, 5754 Lockwood Street, Avrum Orenstein, 4725, Bourret Avenue, all three advocates, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

La confection et le commerce de vêtements, sous le nom de « East Angus Apparel Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à East Angus, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529

4213-1970

Les éditions Deux-Montagnes inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour d'août 1970, constituant en corporation: René Lachance, notaire, 247, De Bellefeuille, Françoise Théoret, épouse de Guy Jérôme, 91, De Bellefeuille, tous deux de Saint-Eustache, et Aline Poulin, fille majeure, 401, 6^e Avenue, Deux-Montagnes, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographiques et autres commerces connexes, sous le nom de « Les éditions Deux-Montagnes inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 399 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

3699-1970

Les entreprises Château Longueuil inc. Longueuil Castle Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Barnabas Vizkelety, 4426, chemin Circle, J.-Clovis Dagenais, 3549, Northcliffe, tous deux avocats, et Helen Adam, secrétaire, épouse de Manfred Adam, 4462, rue Padoue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises Château Longueuil inc. — Longueuil Castle Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 275 ouest, rue Saint-Jacques, bureau 39, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529

3567-1970

Les entreprises internationales Zenith inc. Zenith International Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour d'août 1970, constituant en corporation: Jean Duval, 3868, Fleury est, George Robert

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "East Angus Apparel Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at East Angus, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o

4213-1970

Les éditions Deux-Montagnes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Lachance, notary, 247 De Bellefeuille, Françoise Théoret, wife of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille, both of Saint-Eustache, and Aline Poulin, spinster of the full age of majority, 401, 6th Avenue, Two Mountains, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type-founders and other similar businesses, under the name of "Les éditions Deux-Montagnes inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$1 each and into 399 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

3699-1970

Les entreprises Château Longueuil inc. Longueuil Castle Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Barnabas Vizkelety, 4426 Circle Road, J.-Clovis Dagenais, 3549 Northcliffe, both advocates, and Helen Adam, secretary, wife of Manfred Adam, 4462 Padoue Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises Château Longueuil inc. — Longueuil Castle Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 275 St. James Street West, suite 39, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o

3567-1970

Les entreprises internationales Zenith inc. Zenith International Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Duval, 3868 Fleury East, George Robert Galbraith, 14

Galbraith, 14, rue Bonaparte, tous deux administrateurs, et Fernand Lévesque, avocat, 3655, rue Papineau, app. 902, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises internationales Zenith inc. — Zenith International Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 3685-1970

Les Entreprises Margi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1970, autorisant la fusion de « Placements Renée-Claire, ltée », constituée par lettres patentes en date du 11 novembre 1966, « Société de Gestion Sanehe, ltée », constituée par lettres patentes en date du 23 août 1966, et « Margi inc. », constituée par lettres patentes en date du 17 septembre 1965, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les Entreprises Margi inc. », avec un capital total de \$240,000 divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1, 23,500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 3121-1970

Les entreprises Paul Barrette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Georges Boisvert, technicien en laboratoire, Paul Barrette, tous deux de 12421, Lanthier, et Jacques Boisvert, 11995, Père de Foucauld, ces deux derniers représentants, tous trois de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des savons, parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Les entreprises Paul Barrette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 4171-1970

Les entreprises Petitclerc & Darveau ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

Bonaparte Street, both administrators, and Fernand Lévesque, advocate, 3655 Papineau Street, Apt. 902, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises internationales Zenith inc. — Zenith International Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 3685-1970

Les Entreprises Margi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Placements Renée-Claire, ltée", incorporated by letters patent dated November 11, 1966, "Société de Gestion Sanehe, ltée", incorporated by letters patent dated August 23, 1966, and "Margi inc.", incorporated by letters patent dated September 17, 1965, all the aforesaid letters patent having been issued in pursuance of the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les Entreprises Margi inc.", with a total capital stock of \$240,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 23,500 class "A" preferred shares of a nominal value of \$10 each and 1,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 3121-1970

Les entreprises Paul Barrette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Boisvert, laboratory technician, Paul Barrette, both of 12421 Lanthier, and Jacques Boisvert, 11995 Père de Foucauld, the latter two representatives, all three of Montreal North, for the following purposes:

To manufacture and to deal in soap, perfume, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Les entreprises Paul Barrette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 4171-1970

Les entreprises Petitclerc & Darveau ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1970, have been issued by

il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Fernand Darveau, 1143, Beaupré, Sainte-Foy, Maurice Petitelere, tous deux entrepreneurs, et Georgette Robitaille, ménagère, épouse dudit Maurice Petitelere, ces deux derniers de 258, boulevard Monaco, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises Petitelere & Darveau ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 258, boulevard Monaco, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

4471-1970

Les entreprises R. Gamache inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Guy Ferland, 6992, d'Abancourt, Saint-Léonard, Pierre Massé, 201, Corot Rive, Ile-aux-Soeurs, tous deux avocats, et Pierre Laberge, stagiaire, 65, rue Sherbrooke est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Les entreprises R. Gamache inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 599, 23e Avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

3648-1970

Exim Finance Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Samuel Chait, 4, Surrey Gardens, Westmount, David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir, promouvoir, organiser, diriger ou développer; ou participer à l'établissement, la promotion, l'organisation, la direction ou le développement de corporation, compagnies, syndicats, établissements, sociétés, associations et entreprises de toutes sortes, sous le nom de « Exim Finance Corporation », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1315 ouest, de Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529

3139-1970

the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Darveau, 1143 Beaupré, St. Foy, Maurice Petitelere, both contractors, and Georgette Robitaille, housewife, wife of the said Maurice Petitelere, the latter two of 258 Monaco Boulevard, Québec, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises Petitelere & Darveau ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 258 Monaco boulevard, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4471-1970

Les entreprises R. Gamache inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Ferland, 6992 d'Abancourt, Saint-Léonard, Pierre Massé, 201 Corot Rive, Nun's Island, both advocates, and Pierre Laberge, articled student, 65 Sherbrooke Street East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Les entreprises R. Gamache inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 599, 23rd Avenue, Lachine judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

3648-1970

Exim Finance Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To establish, promote, organize, manage or develop, or to assist in the establishment, promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, firm, partnership, enterprise or undertaking, under the name of "Exim Finance Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1315 de Maisonneuve West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o

3139-1970

F.C.H. incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Edgar Chapados, commis, 384, 4e Rue, Québec, Robert Harvey, commerçant, et Lucie Pilote, institutrice, épouse dudit Robert Harvey, ces deux derniers de 350, Notre-Dame, Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « F.C.H. incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 350, rue Notre-Dame, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37529-o

3910-1970

F.C.H. incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edgar Chapados, clerk, 384, 4th Street, Québec, Robert Harvey, trader, and Lucie Pilote, professor, wife of said Robert Harvey, the latter two of 350 Notre-Dame, Alma, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and builders and to deal in all kinds of materials, under the name of "F.C.H. incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 350 Notre-Dame Street, Alma, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529

3910-1970

**F.M. Welding Inc.
Soudure F.M. inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, Marie-Rose, André St-Jacques, 154, Anjou, Pierre Dureault, 1172, Franchère, et Jacques Larivière, 352, Quinn, app. 6, tous quatre avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « F.M. Welding Inc. — Soudure F.M. inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8090, 54e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

4498-1970

**F.M. Welding Inc.
Soudure F.M. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose, André St-Jacques, 154 Anjou, Pierre Dureault, 1172 Franchère, and Jacques Larivière, 352 Quinn, Apt. 6, all four advocates, of Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of metals, their products and by-products, under the name of "F.M. Welding Inc. — Soudure F.M. inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of a nominal value of \$100 each and 400 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 8090, 54th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529

4498-1970

Ferme Y. Lévis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Maud Moreau, épouse de Guy Monette, 1686, Lucerne, Laval, Ange-Marie Boivin, fille majeure, 6460, Ernest Lavigne, Montréal, toutes deux secrétaires, et Michel Dagenais, avocat, 383, chemin Ste-Catherine, Outremont, pour les objets suivants:

Faire l'importation, l'exploitation et l'élevage des animaux, sous le nom de « Ferme Y. Lévis inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Ferme Y. Lévis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maud Moreau, wife of Guy Monette, 1686 Lucerne, Laval, Ange-Marie Boivin, spinster of the full age of majority, 6460 Ernest Lavigne, Montreal, both secretaries, and Michel Dagenais, advocate, 383 Ste-Catherine Road, Outremont, for the following purposes:

To import, exploit and breed animals, under the name of "Ferme Y. Lévis inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 1991, chemin Barrette, La Plaine, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-0

4463-1970

**Festival du disque canadien inc.
Canadian Record Festival Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Michel Blouin, 3328, avenue Troie, Michel Duranceau, 5775, Darlington, tous deux de Montréal, Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, André Valiquette, 59, Franklin, et Guy-F. Gervais, 223, Lazard, ces trois derniers de Mont-Royal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Organiser un ou des festivals de disques, sous le nom de « Festival du disque canadien inc. — Canadian Record Festival Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-0

4432-1970

Filiault Auto Body, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jack Lightstone, 68, chemin Stratford, Hampstead, Marvin Riback, 5621, Palmer, et Martin A. Aster, 6525, chemin de la Côte Saint-Luc, app. 305, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir garagistes et faire le commerce d'automobiles et voitures motorisées de toutes sortes, sous le nom de « Filiault Auto Body, Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2891 est, rue Jarry, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529

4237-1970

Flavette Products Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Robert Vineberg, avocat, route rurale numéro 4, Dewittville, Maureen Montgomery, 30, place Côte Vertu, Saint-Laurent, et Barbara Komornicki, 4353, Saint-Urbain, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles, produits et marchandises de toutes sortes, sous le nom

The head office of the company is at 1991 Barrette Road, La Plaine, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4463-1970

**Festival du disque canadien inc.
Canadian Record Festival Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, Michel Duranceau, 5775 Darlington, both of Montreal, Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, André Valiquette, 59 Franklin, and Guy-F. Gervais, 223 Lazard, the latter three of Mount Royal, all five advocates, for the following purposes:

To organize one or several record festivals, under the name of "Festival du disque canadien inc. — Canadian Record Festival Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4432-1970

Filiault Auto Body, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Lightstone, 68 Stratford Road, Hampstead, Marvin Riback, 5621 Palmer, and Martin A. Aster, 6525 Côte St. Luc Road, Apt. 305, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in automobiles and motor cars of all kinds, under the name of "Filiault Auto Body, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2891 Jarry Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-0

4237-1970

Flavette Products Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vineberg, advocate, Rural Route number 4, Dewittville, Maureen Montgomery, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, and Barbara Komornicki, 4353 St. Urbain, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, products and merchandise of every kind, under

de « Flavette Products Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529 4364-1970

Foliot's Hobby Haven Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Bernard Robert Benson, avocat, 652, Landsdowne, Westmount, Marcia Star, fille majeure, 4667, Mackenzie, Montréal, et Martine Audet, épouse de Martel Audet, 960, Dupas, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles, équipement et fournitures utilisées pour « hobbies » et passe-temps de toutes sortes, sous le nom de « Foliot's Hobby Haven Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 537, chemin Oakville, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529 4154-1970

Fondation Soleil de l'Enfance inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Adrien Girard, comptable, 790, 14e Rue, Saint-Georges-Ouest, Victor Cloutier, médecin, 515, 1ère Avenue, et Fernand Drouin, gérant, 625, boulevard Lacroix, ces deux derniers de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Le développement et l'amélioration du « Soleil de l'Enfance inc. », tenant compte des besoins actuels et futurs des enfants déficients, sous le nom de « Fondation Soleil de l'Enfance inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$2,000,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 3681-1970

Fondation université du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Létourneau, 1213, De-Laune, Québec, Jacques Gingras, 1291, Pasteur, Pierre LaRue, 3034, La Retraite, et Jean Marier, 2530, Chassé, ces trois derniers de Sainte-Foy, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

the name of "Flavette Products Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529-o 4364-1970

Foliot's Hobby Haven Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Robert Benson, advocate, 652 Landsdowne, Westmount, Marcia Star, spinster, 4667 Mackenzie, Montreal, and Martine Audet, wife of Martel Audet, 960 Dupas, Longueuil, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in merchandise, goods, equipment and supplies used in hobbies of every description, under the name of "Foliot's Hobby Haven Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 537 Oakville Road, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529-o 4154-1970

Fondation Soleil de l'Enfance inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Adrien Girard, accountant, 790, 14th Street, Saint-Georges-West, Victor Cloutier, physician, 515, 1st Avenue, and Fernand Drouin, manager, 625 Lacroix Boulevard, the latter two of Saint-Georges, for the following purposes:

The development and improvement of "Soleil de l'Enfance inc.", taking into account the present and future needs of deficient children, under the name of "Fondation Soleil de l'Enfance inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$2,000,000.

The head office of the corporation is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 3681-1970

Fondation université du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Létourneau, 1213 De-Laune, Québec, Jacques Gingras, 1291 Pasteur, Pierre LaRue, 3034 La Retraite, and Jean Marier, 2530 Chassé, the latter three of St. Foy, all four advocates, for the following purposes:

Créer une fondation devant utiliser ses ressources à des fins principalement éducationnelles et philanthropiques, sous le nom de « Fondation université du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$10,000,000.

Le siège social de la corporation est 2525, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

4407-1970

La Frontière incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de mars 1970, autorisant la fusion de « La Frontière incorporée », constituée par lettres patentes en date du 20 janvier 1953, et « Rouyn-Noranda Offset ltée », constituée par lettres patentes en date du 18 décembre 1964, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, lithographes, graveurs et agents de publicité, sous le nom de « La Frontière incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

4226-1970

Garage Racicot inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Gilles Pilon, 835, Henri Bourassa est, Gérard Racicot, tous deux garagistes, et Chantal Lemay, ménagère, épouse dudit Gérard Racicot, ces deux derniers de 2797, Prieur est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, moteurs, machines et tous leurs accessoires, pièces et parties, sous le nom de « Garage Racicot inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

2776-1970

Garage Saurel Fortin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Marc Boily, 1460, Charles-Huot, Sillery, Gille Labrie, 56, des Chênes ouest, Québec, tous deux comptables, et Claudette Roy, secrétaire, épouse de Marcel Roy, 2695, d'Estimauville, Giffard, pour les objets suivants:

To create a foundation principally using its resources for educational and philanthropical purposes, under the name of "Fondation université du Québec".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possesses \$10,000,000.

The head office of the corporation is at 2525 Sir-Wilfrid-Laurier Boulevard, Ste. Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4407-1970

La Frontière incorporée

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that under Part I of the Companies Act, he granted letters patent, dated the 31st day of March, 1970, authorizing the amalgamation of "La Frontière incorporée", incorporated by letters patent dated January 10, 1953, and "Rouyn-Noranda Offset ltée", incorporated by letters patent dated December 18, 1964, all the aforesaid letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on business as printers, lithographers, engravers and publicity agents, under the name of "La Frontière incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4226-1970

Garage Racicot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Pilon, 835 Henri Bourassa East, Gérard Racicot, both garage keepers, and Chantal Lemay, housewife, wife of said Gérard Racicot, the latter two of 2797 Prieur East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, trucks, motors, machines and all their accessories, pieces and parts, under the name of "Garage Racicot inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

2776-1970

Garage Saurel Fortin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Boily, 1460 Charles-Huot, Sillery, Gille Labrie, 56 des Chênes West, Québec, both accountants, and Claudette Roy, secretary, wife of Marcel Roy, 2695 d'Estimauville, Giffard, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Saurel Fortin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie Saint-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 4462-1970

Gestion MGL limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Laurent Bégin, directeur de l'information, 131, Laurier, Hull, Marc Bégin, gérant, et Gaston Bégin, administrateur, ces deux derniers de Lac Etchemin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « Gestion MGL limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac Etchemin, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 4423-1970

Gram inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Louis Beaudry, administrateur, 805, Marie-Victorin, Saint-Nicolas, Jacques Tardif, étudiant, 2416, chemin des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy, et Agathe Leclerc, secrétaire, fille majeure, 278, St-Georges, Lévis, pour les objets suivants:

Offrir et rendre des services administratifs de toutes sortes, sous le nom de « Gram inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Nicolas, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 4308-1970

Guide DU-MA inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1970, constituant en corporation: Serge Morin, 7305, Jean-Bourdon, Jude Parent, 3025, Linton, tous deux de Montréal, Fernand Simard, 467, boulevard Richelieu, Mont-Saint-Hilaire, tous trois avocats, et Pierre Raiche, stagiaire, 223, Claude Dauzat, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Guide DU-MA inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "Garage Saurel Fortin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Baie Saint-Paul, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 4462-1970

Gestion MGL limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Bégin, head of information services, 131 Laurier, Hull, Marc Bégin, manager, and Gaston Bégin, administrator, the latter two of Lac Etchemin, for the following purposes:

To do business as a managing company, under the name of "Gestion MGL limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lake Etchemin, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 4423-1970

Gram inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Beaudry, administrator, 805 Marie-Victorin, Saint-Nicolas, Jacques Tardif, student, 2416 des Quatre-Bourgeois Road, Sainte-Foy, and Agathe Leclerc, secretary, spinster of the full age of majority, 278 St-Georges, Lévis, for the following purposes:

To offer and render administration services of all kinds, under the name of "Gram inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without nominal value and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Nicolas, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 4308-1970

Guide DU-MA inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Morin, 7305 Jean-Bourdon, Jude Parent, 3025 Linton, both of Montreal, Fernand Simard, 467 Richelieu Boulevard, Mont-Saint-Hilaire, all three advocates, and Pierre Raiche, articulated student, 223 Claude Dauzat, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and counsellors, under the name of "Guide DU-MA inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 8252, avenue Chatillon, Anjou, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-0 3661-1970

Habitats Mon Pays inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour d'août 1970, constituant en corporation: Yvon Bergeron, agent d'immeubles, 76, Place Kennedy, Micheline Rioux, 230, Gallant, app. 7, et Michèle Côté, 887, Doucet, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Habitats Mon Pays inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 223, rue Lafontaine, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-0 4066-1970

Les immeubles Devanier Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Raymond Dolbec, entrepreneur, Sainte-Croix, Armand Baillargeon, 201, Butler, Léonce Gaboury, 701, Francoeur, Robert Harvey, 350, Notre-Dame, tous trois employés de Price, Gabriel Fortin, agent d'assurance, 357, Boulanger, Marcel Lessard, député, 123, Bourassa, Léopold Naud, gérant, 151, Price, Marcel Crête, professeur, 106, Davis, et Guy Girard, greffier, 648, Ste-Thérèse, ces huit derniers d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles Devanier Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-0 2951-1970

Les immeubles G.I.M.I. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gilles Giroux, quincaillier, Marielle Poulin, ménagère, épouse duit Gilles Giroux, tous deux de 48, St-Paul, Neufchâtel, et Robert L'Heureux, notaire, 12, des Ursulines, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeu-

The head office of the company is at 8252 Chatillon Avenue, Anjou, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 3661-1970

Habitats Mon Pays inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Bergeron, real estate agent, 76 Place Kennedy, Micheline Rioux, 230 Gallant, Apt. 7, and Michèle Côté, 887 Doucet, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Habitats Mon Pays inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 500 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 223 Lafontaine Street, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 4066-1970

Les immeubles Devanier Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Dolbec, contractor, Sainte-Croix, Armand Baillargeon, 201 Butler, Léonce Gaboury, 701 Francoeur, Robert Harvey, 350 Notre-Dame, all three Price employees, Gabriel Fortin, insurance agent, 357 Boulanger, Marcel Lessard, deputy, 123 Bourassa, Léopold Naud, manager, 151 Price, Marcel Crête, professor, 106 Davis, and Guy Girard, city clerk, 648 Ste-Thérèse, the latter eight of Alma, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les immeubles Devanier, Itée", with total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 2951-1970

Les immeubles G.I.M.I. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Giroux, ironmonger, Marielle Poulin, housewife, wife of the said Gilles Giroux, both of 48 St-Paul, Neufchâtel, and Robert L'Heureux, notary, 12 des Ursulines, Loretteville, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Les immeubles

bles G.I.M.I. inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 48, St-Paul, Neufchâtel, district judiciaire de Québec.
*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 3860-1970

L'imprimerie Laurentide de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Benoit Savard, Jean-Marie Savard, tous deux imprimeurs, et Jacqueline Falardeau, ménagère, épouse dudit Jean-Marie Savard, tous trois de 41, rue Brousseau, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographiques et autres commerces semblables, sous le nom de « L'imprimerie Laurentide de Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 41, rue Brousseau, Loretteville, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 4286-1970

Inov Importex Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: Thomas W. Leonard, notaire, Doris Cyr, secrétaire, fille majeure, Lionel Pelletier, huissier, Jean-Claude Faucher, professeur, Pierrette Faucher, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Faucher, et Jean Larivée, gérant général, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Inov Importex Inc. », avec un capital divisé en 45,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529 3788-1970

Les Jets Juniors de Longueuil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions Jean-Claude Lemonde, 1568, Daniel, Fernand Daudelin, 2085, St-Georges, tous deux techniciens, Gilbert Devost, 1810, Daniel, Napoléon Raymond, 525, Wolfe, Robert Fréchette, 1031, Hubert, tous trois vendeurs, Jean-Yves Brunet, représentant, 1556, Labonté, et Guy Hénault, électricien, 222, Léo, tous de Longueuil, pour les objets suivants:

G.I.M.I. inc.», with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 48 St-Paul, Neufchâtel, judicial district of Québec.
*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 3860-1970

L'imprimerie Laurentide de Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Savard, Jean-Marie Savard, both printers, and Jacqueline Falardeau, housewife, wife of said Jean-Marie Savard, all three of 41 Brousseau Street, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type-founders and other similar businesses, under the name of "L'imprimerie Laurentide de Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 41 Brousseau Street, Loretteville, judicial district of Québec.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 4286-1970

Inov Importex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thomas W. Leonard, notary, Doris Cyr, secretary, spinner, Lionel Pelletier, bailiff, Jean-Claude Faucher, professor, Pierrette Faucher, housewife, wife of the said Jean-Claude Faucher, and Jean Larivée, general manager, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Inov Importex Inc.", with a capital stock divided into 45,000 shares without par value.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o 3788-1970

Les Jets Juniors de Longueuil inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Claude Lemonde, 1568 Daniel, Fernand Daudelin, 2085 St-Georges, both technicians, Gilbert Devost, 1810 Daniel, Napoléon Raymond, 525 Wolfe, Robert Fréchette, 1031 Hubert, all three salesmen, Jean-Yves Brunet, representative, 1556 Labonté, and Guy Hénault, electrician, 222 Léo, all of Longueuil, for the following purposes:

Exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du hockey, sous le nom de « Les Jets Juniors de Longueuil inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

4272-1970

Jewish Cultural Association of Montreal Association culturelle Juive de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Isaac L. Hechtman, rabbin, 2615, Soissons, Leon B. Teitelbaum, 4382, avenue Isabella, Issie Guberman, 2262, Goyer, Ben Pofelis, 423, Mayor, #302, Abe Shurem, 493 ouest, Sherbrooke, Joseph Gally, 4075, boulevard Saint-Laurent, tous les six de Montréal, Rubin Zimmerman, 2100, chemin Remembrance, Lachine, David Silverman, 151, chemin Bates, Outremont, les sept derniers administrateurs, Boris G. Levine, comptable agréé, 4115 ouest, Sherbrooke, Westmount, et Arthur Lerner, professeur, 5573, Alpine, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Promouvoir, enseigner, améliorer et propager par toutes sortes de moyens y compris un journal, la langue Yiddish et l'histoire des Juifs, les nouvelles qui les concernent et la culture juive, sous le nom de « Jewish Cultural Association of Montreal — Association culturelle Juive de Montréal ».

Le siège social de la corporation est 4075, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.*

37529

1078-1970

Khanlon Hosiery Mills Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Robert-P. Godin, 4222, avenue Beaconsfield, James G. Wright, 3164, The Boulevard, tous deux de Montréal, et Richard J. F. Bowie, 181, avenue Morrison, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de bas pour dames et autres produits et marchandises de même nature, sous le nom de « Khanlon Hosiery Mills Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529

4217-1970

L. & K. Exhibits Leasing Service Ltd. Service de location de pièces L. & K. Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

To operate a sports club and to promote hockey in particular, under the name of "Les Jets Juniors de Longueuil inc."

The amount to which is limited the annual revenue from the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$25,000.

The head office of the corporation is at Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4272-1970

Jewish Cultural Association of Montreal Association culturelle Juive de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Isaac L. Hechtman, rabbi, 2615 Soissons, Leon B. Teitelbaum, 4382 Isabella Avenue, Issie Guberman, 2262 Goyer, Ben Pofelis, 423 Mayor, #302, Abe Shurem, 493 Sherbrooke West, Joseph Gally, 4075 St. Lawrence Boulevard, all six of Montreal, Rubin Zimmerman, 2100 Remembrance Road, Lachine, David Silverman, 151 Bates Road, Outremont, the latter seven executives, Boris G. Levine, chartered accountant, 4115 Sherbrooke West, Westmount, and Arthur Lerner, professor, 5573 Alpine, Côte Saint-Luc, for the following purpose:

To promote, educate, improve and disseminate through all kinds of media, including a newspaper, the Yiddish Language and Jewish history, news and culture, under the name of "Jewish Cultural Association of Montreal — Association culturelle Juive de Montréal".

The head office of the corporation is at 4075 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37529-o

1078-1970

Khanlon Hosiery Mills Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert-P. Godin, 4222 Beaconsfield Avenue, James G. Wright, 3164 The Boulevard, both of Montreal, and Richard J. F. Bowie, 181 Morrison Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies hosiery and other related goods and products, under the name of "Khanlon Hosiery Mills Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o

4217-1970

L. & K. Exhibits Leasing Service Ltd. Service de location de pièces L. & K. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Rudolf Kalweit, vendeur, Margarete Buerge, technicienne, épouse dudit Rudolf Kalweit, tous deux du 315, 80e Avenue, Marcel Legault, vendeur, et Cécile Marois, ménagère, épouse dudit Marcel Legault, ces deux derniers du 9115, Matane, tous les quatre de Lasalle, pour les objets suivants:

Exploiter un service de location, pour toutes sortes d'expositions, sous le nom de « L. & K. Exhibits Leasing Service Ltd. — Service de location de pièces L. & K. ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1385, Leclair, Verdun, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529 4031-1970

Les laboratoires Outaouais inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1970, constituant en corporation: Michel Beaudry, Touraine, Marcel Beaudry, Lucerne, tous deux avocats, et Lise Cousineau, secrétaire, fille majeure, Gatineau, pour les objets suivants:

L'exploitation de laboratoires d'essais, d'études et d'analyse du sol, des minerais et des matériaux, sous le nom de « Les laboratoires Outaouais inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 43, rue Langevin, Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 3652-1970

**Laval Formworks Ltd.
Les coffrages Laval ltée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Laurent Désandré, menuisier, 7720, 15e Avenue, Montréal, Jean-Marie Tessier, constructeur, et Pauline Magnan, ménagère, épouse dudit Jean-Marie Tessier, ces deux derniers, de 10720, Hébert, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Laval Formworks Ltd. — Les coffrages Laval ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10720, rue Hébert, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 4136-1970

9th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rudolf Kalweit, salesman, Margarete Buerge, technician, wife of the said Rudolf Kalweit, both of 315, 80th Avenue, Marcel Legault, salesman, and Cécile Marois, housewife, wife of the said Marcel Legault, the latter two of 9115 Matane, all four of Lasalle, for the following purposes:

To operate a leasing service of exhibits for all kinds of exhibition, under the name of "L. & K. Exhibits Leasing Service Ltd. — Service de location de pièces L. & K. ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1385 Leclair, Verdun, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o 4031-1970

Les laboratoires Outaouais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Beaudry, Touraine, Marcel Beaudry, Lucerne, both advocates, and Lise Cousineau, secretary, spinster of the full age of majority, Gatineau, for the following purposes:

To operate laboratories specialized in the testing, analysis and study of soil, minerals and other materials, under the name of "Les laboratoires Outaouais inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 43 Langevin Street, Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 3652-1970

**Laval Formworks Ltd.
Les coffrages Laval ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Désandré, joiner, 7720, 15th Avenue, Montreal, Jean-Marie Tessier, builder, and Pauline Magnan, housewife, wife of said Jean-Marie Tessier, the latter two of 10720 Hébert, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Laval Formworks Ltd. — Les coffrages Laval ltée", with a total capital stock of \$40,000 divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10720 Hébert Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 4136-1970

Les loisirs de Desbiens inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Marie Simard, professeur, 1064, rue Hébert, Gratien Simard, mécanicien, 78, 9^e Avenue, et Louis-Georges Girard, vendeur, 424, 12^e Avenue, tous trois de Desbiens, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts culturels, sportifs et sociaux des membres, sous le nom de « Les loisirs de Desbiens inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Desbiens, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-0

3423-1970

Les loisirs de Desbiens inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Louis-Marie Simard, professor, 1064 Hébert Street, Gratien Simard, mechanic, 78, 9th Avenue, and Louis-Georges Girard, salesman, 424, 12th Avenue, all three of Desbiens, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in any way the cultural, sporting and social interests of the members, under the name of "Les loisirs de Desbiens inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$100,000.

The head office of the corporation is at Desbiens, judicial district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

3423-1970

Loisirs Terrasse Ste-Thérèse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Côté, opérateur, 135, Daigneault, Paul-Émile Gadbois, chauffeur, 40, Daigneault, et Jean-Paul Quintal, journalier, 120, Mercier, tous trois de Saint-Luc, comté de Saint-Jean, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs Terrasse Ste-Thérèse inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est 120, rue Mercier, Saint-Luc, comté de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-0

4377-1970

Loisirs Terrasse Ste-Thérèse inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Côté, operator, 135 Daigneault, Paul-Émile Gadbois, driver, 40 Daigneault and Jean-Paul Quintal, labourer, 120 Mercier, all three of Saint-Luc, county of Saint-John's, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Loisirs Terrasse Ste-Thérèse inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$40,000.

The head office of the corporation is at 120 Mercier Street, Saint-Luc, county of Saint-John's, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4377-1970

Lucky Garden Restaurant Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Henry Tom, restaurateur, Jennie Chu-Tom, ménagère, épouse dudit Henry Tom, tous deux du 1487 ouest, boulevard Saint-Cyrille, Québec, et Gilles Bouffard, comptable, 4062, boulevard Sainte-Anne, Montmorency, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants et des salles à manger, sous le nom de « Lucky Garden Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1177, route de l'Église, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529

4376-1970

Lucky Garden Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henry Tom, restaurant-keeper, Jennie Chu-Tom, house-keeper, wife of the said Henry Tom, both of 1487 St-Cyrille Boulevard West, Québec, and Gilles Bouffard, accountant, 4062 Ste-Anne Boulevard, Montmorency, for the following purposes:

To operate restaurants and dining-rooms, under the name of "Lucky Garden Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1177 route de l'Église, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-0

4376-1970

Maple Leaf Mines Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 ouest, de Maisonneuve, et Jean-Paul Gagnon, 656, Filia-trault, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie minière, sous le nom de « Maple Leaf Mines Ltd. », avec un capital divisé en 3,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529 4150-1970

**Marché de pneu R.B. inc.
R.B. Tire Market Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Robert Boutin, vendeur, Denise Plamondon, ménagère, épouse dudit Robert Boutin, tous deux de 645, Hocquart, Laval, et Cécile Fréchette, secrétaire, épouse de Jean Chouinard, 7976, Georges, Lasalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pneus de toutes sortes, sous le nom de « Marché du pneu R.B. inc. — R.B. Tire Market Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9224, boulevard Saint-Vital, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529-o 4183-1970

Marto Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Leo Kravitz, 2305, Paton, Bennie Kravitz, 2370, Gold, tous deux avocats, de Saint-Laurent, Jean Sabata, secrétaire, fille majeure, 5980, Hadley, et Lionel Schwartz, notaire, 1685, Kenilworth, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Marto Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529 4398-1970

Maple Leaf Mines Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvedere Road, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 de Maisonneuve West, and Jean-Paul Gagnon, 656 Filia-trault, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Maple Leaf Mines Ltd.", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529-o 4150-1970

**Marché de pneu R.B. inc.
R.B. Tire Market Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Boutin, salesman, Denise Plamondon, housewife, wife of the said Robert Boutin, both of 645 Hocquart, Laval, and Cécile Fréchette, secretary, wife of Jean Chouinard, 7976 Georges, Lasalle, for the following purposes:

To deal in tires of all sorts, under the name of "Marché du pneu R.B. inc. — R.B. Tire Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 9224 Saint-Vital boulevard, Montreal-North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529 4183-1970

Marto Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leo Kravitz, 2305 Paton, Bennie Kravitz, 2370 Gold, both advocates, of Saint-Laurent, Jean Sabata, secretary, spinster, 5980 Hadley, and Lionel Schwartz, notary, 1685 Kenilworth, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Marto Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529-o 4398-1970

McKelvey Insurance Agency Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Francis McKelvey, agent d'assurances, Doris Thayer, courtier en assurances, épouse dudit Francis McKelvey, et Jeffrey Allan McKelvey, inspecteur, tous trois de Mansonville, pour les objets suivants:

S'établir agents et courtiers en assurances, sous le nom de "McKelvey Insurance Agency Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mansonville, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529

4009-1970

Méto-Flot inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jacques Mercier, avocat, 375, 68e Rue ouest, Charlesbourg, Raymond Samson, industriel, et Jeannine Samson, ménagère, épouse dudit Raymond Samson, ces deux derniers de 192, rue Wolfe, Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, et autres véhicules à moteurs ainsi que tous instruments aratoires, sous le nom de « Méto-Flot inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 125, rue Fraser, Lévis, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

4414-1970

Les meubles Santini inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Viateur Cardinal, directeur d'école, 323, Laberge, Maple Grove, Giorgio Santini, vendeur, et Françoise Corriveau, ménagère, épouse dudit Giorgio Santini, ces deux derniers de 47, Meadowvale, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles, tapis, draperies, accessoires de maison de toutes natures, nouveautés de toutes sortes, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Les meubles Santini inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

McKelvey Insurance Agency Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Francis McKelvey, insurance agent, Doris Thayer, insurance broker, wife of the said Francis McKelvey, and Jeffrey Allan McKelvey, inspector, all three of Mansonville, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "McKelvey Insurance Agency Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Mansonville, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o

4009-1970

Méto-Flot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Mercier, advocate, 375, 68th Street west, Charlesbourg, Raymond Samson, industrialist, and Jeannine Samson, housewife, wife of the said Raymond Samson, the latter two of 192 Wolfe Street, Lévis, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in automobiles, trucks, tractors, and other motor vehicles as well as farm implements, under the name of "Méto-Flot inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 125 Fraser Street, Lévis, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

4414-1970

Les meubles Santini inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Viateur Cardinal, school principal, 323 Laberge, Maple Grove, Giorgio Santini, salesman, and Françoise Corriveau, housewife, wife of the said Giorgio Santini, the latter two of 47 Meadowvale, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To manufacture and to deal in furniture, carpets, drapes, all kinds of accessories for the home, novelties of all sorts, their accessories, under the name of "Les meubles Santini inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$100 each and 500 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 6421, rue St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 4260-1970

Miga construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jean Légaré, 1072, St-Cyrille ouest, Québec, Michel Dufresne, 2841, de Soulanges, tous deux entrepreneurs, et Paul-Émile Asselin, comptable, 3740, Maricourt, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Miga construction inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 4461-1970

**Moto-neige Hull Itée
 Hull Snow-Mobile Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Noëlla Beaudoin, éducatrice, veuve de Earl N. Noël, Ronald Noël, tous deux de 8, rue Roy, et Roland Noël, 14, rue Laroche, ces deux derniers hommes d'affaires, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'autos-neige, moteurs, avions, moteurs d'avions, canots-automobiles, bateaux, bicyclettes, motocyclettes, aéro-glis-seurs, aqua-plane et toutes leurs parties et accessoires, sous le nom de « Moto-neige Hull Itée — Hull Snow-Mobile Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 291, St-Rédempteur, Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 4057-1970

**J. Parks Enterprises Inc.
 Entreprises J. Parks inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1970, constituant en corporation: John Parks, Marion K. Parks, tous deux de 5032, rue Hertel, Pierrefonds, et Earl R. Williams, 4657, King-Edward, Montréal, tous trois entrepreneurs, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « J. Parks Enterprises Inc. — Entreprises J. Parks inc. », avec un capital

The head office of the company is at 6421 St. Lawrence Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 4260-1970

Miga construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Légaré, 1072 St-Cyrille West, Québec, Michel Dufresne, 2841 de Soulanges, both contractors, and Paul-Émile Asselin, accountant, 3740 Maricourt, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Miga construction inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 4461-1970

**Moto-neige Hull Itée
 Hull Snow-Mobile Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Noëlla Beaudoin, educator, widow of Earl N. Noël, Ronald Noël, both of 8 Roy Street, and Roland Noël, 14 Laroche Street, the latter two businessmen, all three of Hull, for the following purposes:

To deal in snow moliles, motors, airplanes, airplane motors, motor-boats, boats, bicycles, motorcycles, gliders, surf-boards and all their parts and accessories, under the name of "Moto-neige Hull Itée — Hull Snow-Mobile Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 291 St-Rédempteur, Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 4057-1970

**J. Parks Enterprises Inc.
 Entreprises J. Parks inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Parks, Marion K. Parks, both of 5032 Hertel Street, Pierrefonds, and Earl R. Williams, 4657 King Edward, Montreal, all three contractors, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "J. Parks Enterprises Inc. — Entreprises J. Parks inc.", with

total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5032, rue Hertel, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529 771-1970

**Pee Wee Bottling Ltd.
Les embouteillages Pee Wee Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Marcel Gaboury, 4100, chemin Trafalgar, Joel L. Guberman, 2262, rue Goyer, tous deux de Montréal, René Domingue, 449, 13e Rue, Laval, Mark Abramowitz, 6627, chemin Bailly, Côte Saint-Luc, et Sidney Leithman, 390, avenue Simcoe, Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise d'embouteillage de toute sorte, sous le nom de « Pee Wee Bottling Ltd. — Les embouteillages Pee Wee Itée », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 300, rue Joliette, bureau 1303, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529 2384-1970

Placements Florian Bleau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Florian Bleau, administrateur, Rollande Trotter, ménagère, épouse dudit Florian Bleau, et Hélène Bleau, étudiante, fille majeure, tous trois de 132, rue Sagala, Ile-Perrot, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Florian Bleau inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 5 actions ordinaires de \$10 chacune, 19,993 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 20 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 132, rue Sagala, Ile-Perrot, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529-0 4185-1970

Les placements Gérard Lemieux inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1970, constituant en corporation: George F. Lengvari fils, avocat, 59, Banstead Road, Montréal-Ouest, Emma Pilon, épouse de Paul Orsali, 8144, Querbes, et Louise Forget, fille majeure, 10245, Esplanade, ces deux

a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 5032 Hertel Street, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529-0 771-1970

**Pee Wee Bottling Ltd.
Les embouteillages Pee Wee Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Gaboury, 4100 Trafalgar Road, Joel L. Guberman, 2262 Goyer Street, both of Montreal, René Domingue, 449, 13th Street, Laval, Mark Abramowitz, 6627 Bailly Road, Côte Saint-Luc, and Sidney Leithman, 390 Simcoe Avenue, Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To carry on in all its branches a bottling business, under the name of "Pee Wee Bottling Ltd. — Les embouteillages Pee Wee Itée", with a capital stock divided into 100 common shares having no nominal or par value.

The head office of the company is at 300 Joliette Street, Suite 1303, Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529-0 2384-1970

Placements Florian Bleau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Florian Bleau, administrator, Rollande Trotter, housewife, wife of the said Florian Bleau, and Hélène Bleau, student, spinster of the full age of majority, all three of 132 Sagala Street, Ile-Perrot, for the following purposes:

To do business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Florian Bleau inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 5 common shares of \$10 each, 19,993 preferred shares class "A" of \$10 each and 20 preferred shares class "B" of \$1 each.

The head office of the company is at 132 Sagala Street, Ile-Perrot, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529 4185-1970

Les placements Gérard Lemieux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George F. Lengvari Jr., advocate, 59 Banstead Road, Montreal West, Emma Pilon, wife of Paul Orsali, 8144 Querbes, and Louise Forget, spinster of the full age of majority, 10245 Esplanade, the latter

dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les placements Gérard Lemieux inc. », avec un capital total de \$330,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 322,900 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 7,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 3206-1970

Les placements H. G. Duchesne Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Maurice Brassard, notaire, 622, d'Iberville, Gaston Duchesne, optométriste, et Dolores D. Duchesne, ménagère, épouse dudit Gaston Duchesne, ces deux derniers de 458, St-Dominique, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements H. G. Duchesne Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 3910-1970

Placements Tecorel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1970, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e Rue, Québec, Marthe Lessard, 2440, Place Prevel, Sainte-Foy, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Tecorel inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 800 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 800 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 3436-1970

Pluram (Société pluridisciplinaire de planification, d'urbanisme et d'aménagement) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jean-Guy Duquet, 3476, chemin Ste-Foy, Serge Viau, 2204, Place McKay, tous deux architectes,

two secretaries of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les placements Gérard Lemieux inc.", with a total capital stock of \$330,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$1 each, 322,900 class "A" preferred shares of a nominal value of \$1 each and into 7,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 3206-1970

Les placements H. G. Duchesne Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Brassard, notary, 622 d'Iberville, Gaston Duchesne, optometrist, and Dolores D. Duchesne, housewife, wife of the said Gaston Duchesne, the latter two of 458 St-Dominique, all three of Jonquière, for the following purposes:

To do business as an investment company, under the name of "Les placements H. G. Duchesne Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 3910-1970

Placements Tecorel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th Street, Québec, Marthe Lessard, 2440 Prevel Place, Sainte-Foy, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Tecorel inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each, 800 class "A" preferred shares of \$100 each and 800 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 3436-1970

Pluram (Société pluridisciplinaire de planification, d'urbanisme et d'aménagement) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Duquet, 3476 St. Foy Road, Serge Viau, 2204 Place McKay, both architects, Pierre

Pierre Bastien, géographe, 3156, des Quatre-Bourgeois, tous trois de Sainte-Foy, Jean-Marc Rivest, sociologue, 627, 14^e Rue est, Québec, et Richard Thouin, économiste, 485, 41^e Rue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exploiter des bureaux de conseillers, négociateurs et promoteurs en planification, urbanisme et aménagement du territoire dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Pluram (Société pluridisciplinaire de planification, d'urbanisme et d'aménagement) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 781, avenue Marois, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529-o 4382-1970

Plurifonds inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Louis-Henri Savard, 67, Sacré-Coeur, Lucien Collard, 1110, St-Judes, tous deux courtiers en immeubles, et Roger Gauthier, avocat, 132, Collard, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Plurifonds inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune, 150 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1110, boulevard St-Judes ouest, Alma, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529-o 246-1970

Pointe Claire Beavers Football Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Steve Corcoran, directeur, 58, avenue Pointe-Claire, Kenneth Graetz, photographe, 141, chemin Ambassador, William Smith, administrateur 141, chemin Stillview, Arthur-J. Rochette, 126, avenue Dieppe, tous les quatre de Pointe-Claire, Edwin W. Smith, 8351, Place Mont-Richard, Anjou, John Newman, 150, avenue Strathern, Montréal-Ouest, Paul Kenwood, 1415, avenue Carson, Dorval, tous les quatre administrateurs, Victor Paquette, contremaître, 12818, rue Brook, et Richard Criddle, comptable agréé, 292, rue Biscaye, ces deux derniers de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Maintenir, protéger et encourager des équipes de football, sous le nom de « Pointe Claire Beavers Football Club Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$200,000.

Bastien, geographer, 3156 des Quatre-Bourgeois, all three of St. Foy, Jean-Marc Rivest, sociologist, 627, 14th Street East, Québec, and Richard Thouin, economist, 485, 41st Street East, Charlesbourg, for the following purposes:

To operate counsellors, negotiators and promoters offices for the panification, planning and parcelling out of the territory in all its specialties, under the name of "Pluram (Société pluridisciplinaire de planification, d'urbanisme et d'aménagement) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 781 Marois Avenue, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529 4382-1970

Plurifonds inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Henri Savard, 67 Sacré-Coeur, Lucien Collard, 1110 St-Judes, both real estate brokers, and Roger Gauthier, advocate, 132 Collard, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Plurifonds inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 750 common shares of a nominal value of \$100 each, 150 class "A" preferred shares of a nominal value of \$100 each, 100 class "B" preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 1110 St-Judes Boulevard West, Alma, judicial district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529 246-1970

Pointe Claire Beavers Football Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Steve Corcoran, director, 58 Pointe-Claire Avenue, Kenneth Graetz, photographer, 141 Ambassador Road, William Smith, administrator, 141 Stillview Road, Arthur-J. Rochette, 126 Dieppe Avenue, all four of Pointe-Claire, Edwin W. Smith, 8351 Place Mont-Richard, Anjou, John Newman, 150 Strathern Avenue, Montreal West, Paul Kenwood, 1415 Carson Avenue, Dorval, all four executives, Victor Paquette, foreman, 12818 Brook Street, and Richard Criddle, chartered accountant, 292 Biscaye Street, the latter two of Pierrefonds, for the following purposes:

To maintain, foster and encourage football teams, under the name of "Pointe Claire Beavers Football Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is \$200,000.

Le siège social de la corporation est 126, avenue Dieppe, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529 4338-1970

Poly-Gesta inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Paul Racine, journaliste, 292, 2e Avenue, Saint-Lambert, Michel Pauzé, 480, Fraser, Saint-Laurent, Pierre MacKay, 5826, Decelles, app. 4, Jean-Marc Lafaille, 6058, Terrebonne, tous trois administrateurs, et Claude Morin, homme d'affaires, 3227, Fendall, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter dans leur spécialité des agences de réservation de billets, organisation de tours et des bureaux de tourisme, sous le nom de « Poly-Gesta inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 408, St-Sulpice, chambre 400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 4484-1970

Porteleau décoration inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Bernard Lefebvre, industriel, Mariette Lefebvre, administratrice, épouse dudit Bernard Lefebvre, et Francine Lefebvre, légiste, fille majeure, tous trois de 309, Montée-du-Moulin, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce en détail seulement d'accessoires et de matériaux de tous genres pour la rénovation, la décoration et l'aménagement de locaux domiciliaires et commerciaux, sous le nom de « Porteleau décoration inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 309, Montée-du-Moulin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 4428-1970

Produits de beauté David Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, rue Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, et Diane Malboeuf, secrétaire, fille majeure, 8495, boulevard Lasalle, Lasalle, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at 126 Dieppe Avenue, Pointe-Claire, judicial district of Montréal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37529-0 4338-1970

Poly-Gesta inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Racine, journalist, 292, 2nd Avenue, Saint-Lambert, Michel Pauzé, 480 Fraser, Saint-Laurent, Pierre MacKay, 5826 Decelles, Apt. 4, Jean-Marc Lafaille, 6058 Terrebonne, all three administrators, and Claude Morin, businessman, 3227 Fendall, the latter three of Montréal, for the following purposes:

To operate in their specialties, ticket reservation agencies, organization tours and tourist offices, under the name of "Poly-Gesta inc.," with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 408 St-Sulpice, suite 400, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37529 4484-1970

Porteleau décoration inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Lefebvre, industrialist, Mariette Lefebvre, administrator, wife of said Bernard Lefebvre, and Francine Lefebvre, jurist, spinster of the full age of majority, all three of 309 Montée-du-Moulin, Laval, for the following purposes:

To deal, retail only, in accessories and materials of all kinds for the restoring, decorating and planning of domiciliary and commercial buildings, under the name of "Porteleau décoration inc.," with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 309 Montée-du-Moulin, Laval, judicial district of Montréal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37529 4428-1970

Produits de beauté David Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade Street, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, Côte Saint-Luc, Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, and Diane Malboeuf, secretary, spinster, 8495 Lasalle Boulevard, Lasalle, for the following purposes:

Faire le commerce de produits de beauté, sous le nom de « Produits de beauté David Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529 4047-1970

Les produits laitiers P.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Maurice Laramé, 550, 25e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Jean-Pierre Bonin, 5550, rue Baldwin, et Jacques Clément, 3508, Marcell, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Les produits laitiers P.L. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à l'Épiphanie, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529-0 4430-1970

Projex Films Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Pierre Hébert, avocat, 2075, Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, Pauline Poirier, fille majeure, 5069, Berri, app. 12, Montréal, et Murielle Gagné, épouse de Yvon Joyal, 6440, Léger, app. 6, Montréal-Nord, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes espèces de films, sous le nom de « Projex Films Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 257, rue des Commissaires est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529-0 4448-1970

Prolect inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation: André Proulx, entrepreneur électricien, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Jacques Blondin, notaire, et Micheline Marsolais, infirmière, épouse dudit Jacques Blondin, ces deux derniers de Bécancour, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Prolect inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 523 actions ordinaires d'une

To deal in beauty supply, under the name of "Produits de beauté David Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529-0 4047-1970

Les produits laitiers P.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Laramé, 550, 25th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Jean-Pierre Bonin, 5550 Baldwin Street, and Jacques Clément, 3508 Marcell, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To operate a dairy in all its specialties, under the name of "Les produits laitiers P.L. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Épiphanie, district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529 4430-1970

Projex Films Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Hébert, advocate, 2075 Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, Pauline Poirier, spinster of the full age of majority, 5069 Berri, Apt. 12, Montreal, and Murielle Gagné, wife of Yvon Joyal, 6440 Léger, Apt. 6, Montreal-North, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all kinds of films, under the name of "Projex Films Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 257 des Commissaires street east, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529 4448-1970

Prolect inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Proulx, electrician contractor, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Jacques Blondin, notary, and Micheline Marsolais, nurse, wife of said Jacques Blondin, the latter two of Bécancour, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise of all kinds, under the name of "Prolect inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 523 common shares of a

valeur nominale de \$10 chacune, 4,777 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 4,700 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-0 3774-1970

S. M. G. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Réal Michaud, administrateur, 8060, Henri Bourassa, Roger Dufour, 8200, De La Garone, tous deux de Charlesbourg, Jacques Déry, 2123, St-Vincent Perrier, Québec, tous deux comptables, Jean-Claude DeBlois, ingénieur, 2908, Le Pinquet, Jacques Fournier, chiropraticien, 358, Le Chasseur, Georges Smith, avocat, 2206, Place Mackay, et Rivard Larouche, comptable, 917 Place Beloeil, ces quatre derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « S. M. G. inc. », avec un capital total de \$100,000 divisé en 50 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 99,500 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-0 4754-1970

Salon d'esthétique Madame Bovary inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Nicol Henry, 1321, avenue Nelles, Michel Boulianne, 2200, Place McKay, tous deux de Sainte-Foy, et René Lapointe, 1319, Preston, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du savon et de ses produits, des parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Salon d'esthétique Madame Bovary inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-0 4395-1970

Service général d'auto Côté inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 26e jour d'août 1970, constituant en corporation: Robert Côté, Lucien Côté, tous deux mécaniciens, de route St-Bruno, Alma, et Valérien Martel, journalier, 65, Séville, Laval, pour les objets suivants:

nominal value of \$10 each, 4,777 class "A" preferred shares of a nominal value of \$10 each and 4,700 class "B" preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-du-Bon-Conseil, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 3774-1970

S. M. G. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Michaud, administrator, 8060 Henri Bourassa, Roger Dufour, 8200 De La Garone, both of Charlesbourg, Jacques Déry, 2123 St-Vincent Perrier, Québec, both accountants, Jean-Claude DeBlois, engineer, 2908 Le Pinquet, Jacques Fournier, chiropractor, 358 Le Chasseur, Georges Smith, advocate, 2206 Place MacKay, and Rivard Larouche, accountant, 917 Place Beloeil, the latter four of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "S. M. G. inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 50 class "A" shares of a nominal value of \$10 each and into 99,500 class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 4754-1970

Salon d'esthétique Madame Bovary inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicol Henry, 1321 Nelles Avenue, Michel Boulianne, 2200 McKay Place, both of Sainte-Foy, and René Lapointe, 1319 Preston, Sillery, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in soaps, perfumes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Salon d'esthétique Madame Bovary inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 4395-1970

Service général d'auto Côté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Côté, Lucien Côté, both mechanics, of St-Bruno route, Alma, and Valérien Martel, labourer, 65 Séville, Laval, for the following purposes:

Exploiter le négoce de garagiste sous toutes ses formes, sous le nom de « Service général d'auto Côté inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route St-Bruno, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37529-o

3634-1970

Servo Magic Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: André Harvey, instituteur, 96, rue Frontenac, Kénogami, Roger Harvey, commerçant, et Paquerette Belley, infirmière, épouse dudit Roger Harvey, ces deux derniers de 209, rue des Ormes, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Servo Magic Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 209, rue des Ormes, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

3875-1970

Société Cloutier Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: André Cloutier, industriel, Gilles Pilote, tous deux de 100, rue Roberval, Roberval, et Léonard Dufour, 648, de la Gare, Alma, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Société Cloutier Itée », avec un capital total de \$400,000, divisé en 10 actions ordinaires de \$100 chacune, 39,890 actions privilégiées classe "A" de \$10 chacune et en 10 actions privilégiées classe "B" de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

4368-1970

Société financière internationale G.C.B. Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Marc Valois, avocat, 4390, Old Orchard, Jocelyne Dancause, et Micheline Dancause, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 1646, Galt, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Société financière internationale

To operate a garage business in all its specialties, under the name of "Service général d'auto Côté inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at St-Bruno route, Alma, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,

Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529

3634-1970

Servo Magic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Harvey, teacher, 96 Frontenac Street, Kénogami, Roger Harvey, merchant, and Paquerette Belley, nurse, wife of the said Roger Harvey, the latter two of 209 des Ormes Street, Jonquière, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise of all kinds, under the name of "Servo Magic Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 209 des Ormes Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529

3875-1970

Société Cloutier Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Cloutier, industrialist, Gilles Pilote, both of 100 Roberval street, Roberval, and Léonard Dufour, 648 de la Gare, Alma, the latter two accountants, for the following purposes:

To do business as an investment company, under the name of "Société Cloutier Itée", with a total capital stock of \$400,000, divided into 10 common shares of \$100 each, 39,890 preferred shares class "A" of \$10 each and 10 preferred shares class "B" of \$10 each.

The head office of the company is at Roberval, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529

4368-1970

Société financière internationale G.C.B. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Valois, advocate, 4390 Old Orchard, Jocelyne Dancause, et Micheline Dancause, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of 1646 Galt, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Société financière interna-

G.C.B. Itée », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529-o 4410-1970

Sopaco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Roland Théorêt, notaire, 126, rue Thomas, Lise Hachey, épouse de Gérard Hachey, 164, boulevard Maloney, et Gaston Duhamel, 504, McMillan, ces deux derniers secrétaires, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Sopaco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ripon, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529-o 3195-1970

Soqued, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Pierre Vieillé, agent de valeurs mobilières, 85, de l'Église, Jean-Paul Quimper, boulevard Joubert est, et Jean-Guy Beaulieu, 48, Boulay, ces deux derniers professeurs, tous trois de Sayabec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Soqued, inc. », avec un capital total de \$85,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sayabec, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529-o 4311-1970

Sportsjet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gilles Ponton, comptable, 72, rue Toulouse, Granby, René Poulin, manufacturier, et Murielle Delage, secrétaire, épouse dudit René Poulin, ces deux derniers de Sainte-Cécile-de-Milton, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'autos-neige, motos-neige, camions, tracteurs, automobiles et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Sportsjet inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 700 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

tionale G.C.B. Itée", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529 4410-1970

Sopaco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Théorêt, notary, 126 Thomas Street, Lise Hachey, wife of Gérard Hachey, 164 Maloney Boulevard, and Gaston Duhamel, 504 McMillan, the latter two secretaries, all three of Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Sopaco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Ripon, judicial district of Hull.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529 3195-1970

Soqued, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Vieillé, securities agent, 85 de l'Église, Jean-Paul Quimper, Joubert Boulevard East, and Jean-Guy Beaulieu, 48 Boulay, the latter two professors, all three of Sayabec, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Soqued, inc.", with a total capital stock of \$85,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sayabec, judicial district of Rimouski.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529 4311-1970

Sportsjet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Ponton, accountant, 72 Toulouse Street, Granby, René Poulin, manufacturer, and Murielle Delage, secretary, wife of the said René Poulin, the latter two of Sainte-Cécile-de-Milton, for the following purposes:

To manufacture and to deal in snowmobiles, snow-motos, trucks, tractors, automobiles and vehicles of all sorts, under the name of "Sportsjet inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 700 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Cécile-de-Milton, district judiciaire de Bedford.
Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 4267-1970

Stanbud Investments Ltd.

Le ministres des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1970, constituant en corporation: Bernard Davis, 132, Evergreen, Dollard-des-Ormeaux, Charles Davis, 410, chemin Dufferin, tous deux administrateurs, et Stanley Lyon Selinger, avocat, 5500, avenue Macdonald, No 1408, ces deux derniers de Hampstead, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Stanbud Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3925 est, rue Rachel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529 3844-1970

Super-Marché Murdochville inc. Murdochville Super-Market Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Ronald Cain, homme d'affaires, Astrid Brousseau, commis, épouse dudit Ronald Cain, tous deux de 720, 5e Rue, et Eusèbe Dunn, mineur, 712, 5e Rue, tous trois de Murdochville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Super-Marché Murdochville inc.— Murdochville Super-Market Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Murdochville, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 4415-1970

Tony's Service Station Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Antranik (Tony) Chatoyan, 955, d'Anvers, Meguerditch Chatoyan, 8390, Stuart, tous deux hommes d'affaires, de Montréal, et Agop Kassarian, garagiste, 1230, Lajoie, Outremont, pour les objets suivants:

S'établir garagistes et faire le commerce de véhicules et moyens de transports de toutes sortes, sous le nom de « Tony's Service Station Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

The head office of the company is at Sainte-Cécile-de-Milton, judicial district of Bedford.
 LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 4267-1970

Stanbud Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Coepafatives, incorporating: Bernard Davis, 132 Evergreen, Dollard-des-Ormeaux, Charles Davis, 410 Dufferin Road, both executives, and Stanley Lyon Selinger, advocate, 5500 Macdonald Avenue, No. 1408, the latter two of Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Stanbud Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3925 Rachel Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Coepafatives.

37529-o 3844-1970

Super-Marché Murdochville inc. Murdochville Super-Market Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Cain, businessman, Astrid Brousseau, clerk, wife of the said Ronald Cain, both of 720, 5th Street, and Eusèbe Dunn, miner, 712, 5th Street, all three of Murdochville, for the following purposes:

To deal in food products, groceries, meats, fowl and breeders' supplies of all kinds, under the name of "Super-Marché Murdochville inc.— Murdochville Super-Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Murdochville, judicial district of Gaspé.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deput Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529 4415-1970

Tony's Service Station Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antranik (Tony) Chatoyan, 955 d'Anvers, Meguerditch Chatoyan, 8390 Stuart, both businessmen, of Montreal, and Agop Kassarian, garage keeper, 1230 Lajoie, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in new and used conveyances and vehicles of all kinds, under the name of "Tony's Service Station Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 3801 est, rue Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529 3612-1970

Top Tire Shop Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Guy-René de Cotret, garagiste, 1455, Parc Lafontaine, Douglas Giroux, 8129, St-Hubert, et Guy Giroux, 10512, rue St-Charles, ces deux derniers mécaniciens, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules de toutes sortes, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Top Tire Shop Inc. », avec un capital divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 1451, Parc Lafontaine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 4422-1970

Tradition Fine Home Products Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Frederick C. Brown, administrateur, 3795, avenue Royale, Montréal, Hendrik Kooiman, avocat, 396, Glengarry, Mont-Royal, et Hermann R. Tambeau, gérant des ventes, 5615, Emerald, app. 312, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce d'articles ménagers, ustensiles et appareils ménagers, sous le nom de « Tradition Fine Home Products Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529 4236-1970

**Ben Turner Associates Ltd.
Les associés Ben Turner Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire de la décoration intérieure commerciale, sous le nom de « Ben Turner Associates Ltd. —

The head office of the company is at 3801 Jean Talon Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o 3612-1970

Top Tire Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy-René de Cotret, garage-owner, 1455 Parc Lafontaine, Douglas Giroux, 8129 St-Hubert, and Guy Giroux, 10512 St. Charles street, the latter two mechanics, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in vehicles of all kinds, their parts and accessories, under the name of "Top Tire Shop Inc.", with a total capital stock divided into 8,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 1451 Lafontaine Park, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 4422-1970

Tradition Fine Home Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frederick C. Brown, administrator, 3795 Royal Avenue, Montreal, Hendrik Kooiman, advocate, 396 Glengarry, Mount Royal, and Hermann R. Tambeau, sales manager, 5615 Emerald, Apt. 312, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of housewares, utensils and appliances, under the name of "Tradition Fine Home Products Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 2,000 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o 4236-1970

**Ben Turner Associates Ltd.
Les associés Ben Turner Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean Talon Street West, Apt. 603, Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of commercial interior design, under the name

Les associés Ben Turner ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 249, avenue Fairfield, Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529

4098-1970

Gérard Viau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gérard Viau, 256, Bazin, Jacques Soumis, 2445, de la Concorde, tous deux hommes d'affaires, et Jacques Viau, vendeur, 33, 5e Rue, app. 3, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de biens, droits appartenant à des individus, corporations, compagnies publiques ou privées, sous le nom de « Gérard Viau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 256, rue Bazin, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o

3375-1970

Zahava Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Nathaniel Salomon, 176, Eton Crescent, Hampstead, David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des machines à laver et des sècheuses, sous le nom de « Zahava Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 175, rue Deguire, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37529

3419-1970

Isolbeton ltée Isolbeton Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean Sicotte, 567, avenue Powell, Guy Sicotte, 326, avenue Barton, tous deux de Mont-Royal, et Bernard Sicotte, 680, avenue Hartland, Outremont, tous trois ingénieurs, pour les objets suivants:

of "Ben Turner Associates Ltd. — Les associés Ben Turner ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 249 Fairfield Avenue, Rosemère, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o

4098-1970

Gérard Viau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Viau, 256 Bazin, Jacques Soumis, 2445 de la Concorde, both businessmen, and Jacques Viau, salesman, 33, 5th Street, Apt. 3, all three of Laval, for the following purposes:

To deal in the property and rights of individuals, corporations, public or private companies, under the name of "Gérard Viau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 256 Bazin Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

3375-1970

Zahava Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nathaniel Salomon, 176 Eton Crescent, Hampstead, David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of operating washers and dryers, under the name of "Zahava Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 175 Deguire Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37529-o

3419-1970

Isolbeton ltée Isolbeton Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Sicotte, 567 Powel Avenue, Guy Sicotte, 326 Barton Avenue, both of Mount-Royal, and Bernard Sicotte, 680 Hartland Avenue, Outremont, all three engineers, for the following purposes:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, spécialement de bétonnières, malaxeurs, concasseurs et autres appareils, instruments et outils connexes, sous le nom de « Isolbeton ltée — Isolbeton Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1950, boulevard Sir Wilfrid Laurier, Laffèche, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 4221-1970

To carry on a business in motors, machines, their parts and accessories, particularly cement-mixers, concrete-mixers, crushers and other related machines, instruments and tools, under the name of "Isolbeton ltée — Isolbeton Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal-value of \$10 each and 4,000 preferred shares of a nominal value of \$5 each.

The head office of the company is at 1950 Sir Wilfrid Laurier Boulevard, Laffèche, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 4221-1970

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Ameublement St-Denis inc.
St. Denis Furniture Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Ameublement O. Larose & Fils inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour d'octobre 1968, changeant son nom en celui de « Ameublement St-Denis inc.— St. Denis Furniture Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 3931-68

Ameublement St-Denis inc.
St. Denis Furniture Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ameublement O. Larose & Fils inc.", incorporated by letters patent dated October 30, 1968, changing its name to that of "Ameublement St-Denis inc.— St. Denis Furniture Inc."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 3931-68

Association Sportive Intercollégiale de l'Est du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'octobre 1970, à la corporation « Association Athlétique Intercollégiale-Région de Québec », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de février 1968, changeant son nom en celui de « Association Sportive Intercollégiale de l'Est du Québec ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.
 37529-0 234-68

Association Sportive Intercollégiale de l'Est du Québec

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Association Athlétique Intercollégiale-Région de Québec", incorporated by letters patent dated February 28, 1968, changing its name to that of "Association Sportive Intercollégiale de l'Est du Québec".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37529 234-68

B.C. Automotive Rebuilder Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour d'octobre 1970, à la compagnie « J.C. Cloutier inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour d'avril 1964, changeant son nom en celui de « B.C. Automotive Rebuilder Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37529-0 1872-64

B.C. Automotive Rebuilder Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J.C. Cloutier inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of April, 1964, changing its name to that of "B.C. Automotive Rebuilder Inc."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37529 1872-64

Ciné-Parc de Lanaudière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Ciné-Parc de Lanaudière inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent,

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29^e jour de septembre 1970, à la compagnie « Ciné-Parc de Lanaudière inc. », 1^o redésignant 28,500 actions privilégiées de \$1 chacune en 14,250 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et 14,250 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune; 2^o augmentant son capital de \$40,000 à \$45,000 par la création de 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37529-o 850-70

Club de Ski Gallix Ski Club inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7^e jour d'octobre 1970, à la corporation « Club de Ski Gallix Ski Club inc. », augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation de \$100,000 à \$350,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 17021-59

Corporation B. C. R. Itée B. C. R. Corporation Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21^e jour d'octobre 1970, à la « Corporation B. C. R. Itée — B. C. R. Corporation Ltd. », convertissant 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune en 4,000 actions catégorie « A » de \$10 chacune, 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune en 2,000 actions catégorie « B » de \$10 chacune, 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune, 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune en 15,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 3903-68

Derko Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15^e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Derko Itée », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 4468-66

Les Entreprises Robert Stock Itée Robert Stock Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30^e jour de septembre 1970, à la compagnie « Roquoise inc. », constituée par lettres patentes en date du 23^e jour de mai 1969, 1^o chan-

bearing date the 29th day of September, 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ciné-Parc de Lanaudière inc.", 1. changing 28,500 preferred shares of \$1 each into 14,250 preferred shares class "A" of \$1 each and 14,250 preferred shares class "B" of \$1 each; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$45,000 by the creation of 5,000 common shares of \$1 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 850-70

Club de Ski Gallix Ski Club inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Club de Ski Gallix Ski Club inc.", increasing the amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess from \$100,000 to \$350,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 17021-59

Corporation B. C. R. Itée B. C. R. Corporation Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Corporation B. C. R. Itée — B. C. R. Corporation Ltd.", converting 4,000 common shares of \$10 each into 4,000 shares category "A" of \$10 each, 2,000 common shares of \$10 each into 2,000 shares category "B" of \$10 each, 4,000 common shares of \$10 each into 4,000 preferred shares of \$10 each, 1,500 preferred shares of \$100 each into 15,000 preferred shares of \$10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 3903-68

Derko Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Derko Itée", modifying certain provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 4468-66

Les Entreprises Robert Stock Itée Robert Stock Enterprises Ltd.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Roquoise inc.", incorporated by letters patent dated May 23, 1969, 1. changing its name to that

geant son nom en celui de « Les Entreprises Robert Stock Itée — Robert Stock Enterprises Ltd. », 2° modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37529-o 2475-69

**Équipement de Bureau Sherart Itée
Sherart Office Equipment Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'octobre 1970, à la compagnie « Martin Maltais Inc. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de novembre 1969, changeant son nom en celui de « Équipement de Bureau Sherart Itée — Sherart Office Equipment Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 5167-69

**Faroun Films (Canada) Itée
Faroun Films (Canada) Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Faroun Films (Canada) Itée — Faroun Films (Canada) Ltd. », 1° convertissant 40,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° subdivisant 42,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 420,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° augmentant son capital par la création de 80,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 4° réduisant son capital par l'annulation de 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 4812-65

La Fonderie de L'Islet limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de novembre 1970, à la compagnie « La Fonderie de L'Islet limitée », confirmant le compromis ou arrangement intervenu entre la compagnie et ses actionnaires ordinaires et privilégiés, 1° échangeant les actions ordinaires et les actions privilégiées en nouvelles actions privilégiées; 2° réduisant la valeur moyenne d'émission des actions ordinaires soit une réduction globale de \$748,140 pour les actions ordinaires émises; 3° réduisant la valeur nominale des actions privilégiées de \$100 à \$50 l'action, soit une réduction globale de \$45,000 pour les actions privilégiées émises; 4° créant deux nouvelles catégories d'actions: 500 actions classe « A », sans valeur nominale, ne devant pas être émises pour une considération totale supérieure à \$499,990; 50,000 actions privilégiées, 8% non cumulatives, non votantes et non participantes, rachetables à \$10.50, d'une valeur nominale de \$10 chacune. Total du nouveau capital-actions autorisé \$999,990; 5° annulant 1,100 anciennes

of «Les Entreprises Robert Stock Itée — Robert Stock Enterprises Ltd.», 2. amending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 2475-69

**Équipement de Bureau Sherart Itée
Sherart Office Equipment Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to «Martin Maltais Inc.», incorporated by letters patent dated November 5, 1969, changing its name to that of «Équipement de Bureau Sherart Itée — Sherart Office Equipment Ltd.».

Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 5167-69

**Faroun Films (Canada) Itée
Faroun Films (Canada) Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to «Faroun Films (Canada) Itée — Faroun Films (Canada) Ltd.», 1. converting 40,000 class «A» preferred shares of a par value of \$10 each into 40,000 common shares without par value; 2. subdividing 42,000 common shares without par value into 420,000 common shares without par value; 3. increasing its capital by the creation of 80,000 common shares without par value; 4. reducing its capital by the cancellation of 1,000 class «B» preferred shares of a par value of \$10 each.

Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 4812-65

La Fonderie de L'Islet limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to «La Fonderie de L'Islet limitée», confirming the compromise or arrangement which was reached between the company and its holders of common and preferred shares: 1. changing common and preferred shares for new preferred shares; 2. reducing the average value of issue of the common shares, that is a total reduction of \$748,140 for the common shares issued; 3. reducing the nominal value of the preferred shares from \$100 to \$50 per share, that is a total reduction of \$45,000 for the preferred shares already issued; 4. creating two new categories of shares: 500 class «A» shares without nominal value, which should not be issued for a total value greater than \$499,990; 50,000 preferred shares, 8% non-cumulative, non-voting and non-participating, redeemable at \$10.50, of a nominal value of \$10 each. The sum total of the new authorized share-capital is \$999,990; 5. cancelling 1,100 old, unissued preferred; shares; 6. cancelling 148,170 of

actions privilégiées non émises; 6° annulant 148,170 actions ordinaires sans valeur nominale non émises; 7° subdivisant chacune des 900 anciennes actions privilégiées émises d'une valeur nominale réduites à \$50 en 5 actions de même catégorie d'une valeur nominale de \$10 chacune; 8° convertissant 4,500 anciennes actions privilégiées de \$10 chacune, émises, en de nouvelles actions privilégiées sur une base d'une action privilégiée nouvelle pour chaque ancienne action privilégiée; 9° refondant 351,325 actions ordinaires sans valeur nominale, émises, d'une valeur moyenne d'émission réduite à \$0.50 en 17,617 actions ordinaires sans valeur nominale d'une valeur d'émission de \$10 chacune; 10° convertissant les 17,617 actions ordinaires sans valeur nominale d'une valeur d'émission de \$10 chacune en 17,617 nouvelles actions privilégiées de \$10 chacune sur une base d'une action privilégiée pour chaque action ordinaire sans valeur nominale.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

1881-16

La Fonderie de L'Islet limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de novembre 1970, à la compagnie « La Fonderie de L'Islet limitée », 1° créant 300,000 actions classe « A » sans valeur nominale; 2° convertissant 5 actions ordinaires sans valeur nominale, déjà émises, en une action privilégiée d'une valeur nominale de \$10 chacune et annulant ces 5 actions ordinaires sans valeur nominale; 3° désignant les 500,000 actions classe « A » sans valeur nominale comme étant 500,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

1881-16

Immeubles Bourgeois Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Immeubles Bourgeois Itée », réduisant son capital de \$1,200,000 à \$1,147,860 par l'annulation de 5,214 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

3384-67

Les Journaux Trans-Canada Itée Trans-Canada Newspapers Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Les Journaux Trans-Canada Itée — Trans-Canada Newspapers Ltd. », modifiant les conditions des actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o

1181-67

the common unissued shares without nominal value; 7. subdividing each of the 900 old preferred shares issued of a nominal value reduced to \$50 into 5 shares in the same category of a nominal value of \$10 each; 8. converting 4,500 old preferred shares of \$10 each, issued, into new preferred shares on the basis of one new preferred share for each old preferred share; 9. changing 351,325 common shares without nominal value, issued, of an average value of issue reduced to \$0.50 into 17,617 common shares without nominal value of a value of issue of \$10 each; 10. converting the 17,617 common shares without nominal value of a value of issue of \$10 each into 17,617 new preferred shares of \$10 each on a basis of a preferred share for each common share without nominal value.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

1881-16

La Fonderie de L'Islet limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Fonderie de L'Islet limitée", 1. creating 300,000 class "A" shares without nominal value; 2. converting 5 common shares without nominal value and already issued into one preferred share of a nominal value of \$10 each and cancelling the said 5 common shares without nominal value; 3. redesignating the 500,000 class "A" shares without nominal value as being 500,000 common shares without nominal value.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o

1881-16

Immeubles Bourgeois Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Immeubles Bourgeois Itée", reducing its capital from \$1,200,000 to \$1,147,860 by the annulment of 5,214 preferred shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

3384-67

Les Journaux Trans-Canada Itée Trans-Canada Newspapers Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Journaux Trans-Canada Itée — Trans-Canada Newspapers Ltd.", amending the conditions of the preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529

1181-67

**Lalonde, Girouard, Letendre
& Associés inc.
Lalonde, Girouard, Letendre
& Associates Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de septembre 1970, à la compagnie « Lalonde, Girouard, Letendre & Associés inc. — Lalonde, Girouard, Letendre & Associates Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$1,000,000 par la création de 960,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37529-o 686-70

Camille Lavallée inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de septembre 1970, à la compagnie « Camille Lavallée inc. », augmentant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 3862-69

Lemoyne (Trans-Québec) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Augusta Construction inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de juin 1957, changeant son nom en celui de « Lemoyne (Trans-Québec) inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 11970-57

A. & S. Maislin Holdings Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de septembre 1970 à la compagnie « A. & S. Maislin Holdings Inc. », 1^o diminuant son capital de \$5,000 à \$240 par l'annulation de 2,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,160 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2^o subdivisant 240 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 600,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37529 15969-61

B. & A. — P. & N. Maislin Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de septembre 1970 à la compagnie « B. & A. — P. & N. Maislin Invest-

**Lalonde, Girouard, Letendre
& Associés inc.
Lalonde, Girouard, Letendre
& Associates Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Lalonde, Girouard, Letendre & Associés inc. — Lalonde, Girouard, Letendre & Associates Inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$1,000,000 by the creation of 960,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37529 686-70

Camille Lavallée inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Camille Lavallée inc.", increasing its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 3862-69

Lemoyne (Trans-Québec) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Augusta Construction inc.", incorporated by letters patent dated June 18, 1957, changing its name to that of "Lemoyne (Trans-Québec) inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 11970-57

A. & S. Maislin Holdings Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "A. & S. Maislin Holdings Inc.", 1. reducing its capital from \$5,000 to \$240 by the cancellation of 2,600 preferred shares of the par value of \$1 each and 2,160 common shares of the par value of \$1 each; 2. subdividing 240 common shares of the par value of \$1 each into 600,000 common shares without par value.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37529-o 15969-61

B. & A. — P. & N. Maislin Investments Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "B. & A. — P. & N. Maislin Investments Inc.",

ments Inc. », 1^o diminuant son capital de \$6,000 à \$300 en annulant 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,700 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2^o subdivisant 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 602,100 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37529 15966-61

C. & J. — M. & S. Maislin Holdings Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24^e jour de septembre 1970 à la compagnie « C. & J. — M. & S. Maislin Holdings Corp. », 1^o diminuant son capital de \$6,000 à \$300 en annulant 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,700 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2^o subdivisant 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 138,300 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37529 15967-61

Marché aux Vraies Aubaines inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14^e jour de septembre 1970, à la compagnie « Super Marché Pinard ltée », constituée par lettres patentes en date du 15^e jour de juin 1961, changeant son nom en celui de « Marché aux Vraies Aubaines inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 12793-61

Meunerie Dixville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5^e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Meunerie Dixville inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000 par la création de 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 307-63

**Montreal Answering Service Ltd.
Service d'Appels de Montréal ltée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29^e jour de septembre 1970, à la compagnie « Montreal Answering Service Ltd.—Service d'Appels de Montréal ltée », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37529 1012-67

1^o reducing its capital from \$6,000 to \$300 by the cancellation of 3,000 preferred shares of the par value of \$1 each and 2,700 common shares of the par value of \$1 each; 2. subdividing 300 common shares of the par value of \$1 each into 602,100 common shares without par value.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529-o 15966-61

C. & J. — M. & S. Maislin Holdings Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "C. & J. — M. & S. Maislin Holdings Corp.", 1. reducing its capital from \$6,000 to \$300 by the cancellation of 3,000 preferred shares of the par value of \$1 each and 2,700 common shares of the par value of \$1 each; 2. subdividing 300 common shares of the par value of \$1 each into 138,300 common shares without par value.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529-o 15967-61

Marché aux Vraies Aubaines inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Super Marché Pinard ltée", incorporated by letters patent on the 15th day of June, 1961, changing its name to that of "Marché aux Vraies Aubaines inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 12793-61

Meunerie Dixville inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Meunerie Dixville inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$80,000 by the creation of 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 307-63

**Montreal Answering Service Ltd.
Service d'Appels de Montréal ltée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Montreal Answering Service Ltd.—Service d'Appels de Montréal ltée", modifying the provisions of its letters patent.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529-o 1012-67

Morno Métal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de septembre 1970, à la compagnie « Morno Métal inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$240,000 par la création de 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37529-o 5892-69

Place de Ville Ste-Foy inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Place de Ville Ste-Foy inc. », 1° subdivisant 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 2° subdivisant 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3° réduisant son capital de \$50,000 à \$40,300 par l'annulation de 9,700 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 4° modifiant les dispositions des lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 385-69

Polcon Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'octobre 1970 à la compagnie « Polcon Corporation », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° subdivisant et changeant 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 1,200,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair; 3° augmentant son capital par la création de 800,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529 1598-67

**Les Publications
 Cousin-Poupard-Turmel inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Les Publications Cousin-Poupard inc. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de janvier 1970, changeant son nom en celui de « Les Publications Cousin-Poupard-Turmel inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529-o 423-70

Real Estate Investors Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Morno Métal inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Morno Métal inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$240,000 by the creation of 2,000 preferred shares of \$100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 5892-69

Place de Ville Ste-Foy inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Place de Ville Ste-Foy inc.", 1. subdividing 100 common shares of a par value of \$100 each into 10,000 common shares of \$1 each; 2. Subdividing 400 preferred shares of a par value of \$100 each into 40,000 preferred shares of a par value of \$1 each; 3. reducing its capital from \$50,000 to \$40,300 by the cancellation of 9,700 common shares of a par value of \$1 each; 4. amending the provisions of letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 385-69

Polcon Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of October 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Polcon Corporation", 1. modifying the provisions of its letters patent; 2. subdividing and changing 40,000 common shares of the par value of \$1 each into 1,200,000 common shares without nominal or par value; 3. increasing its capital by the creation of 800,000 common shares without nominal or par value.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529-o 1598-67

**Les Publications
 Cousin-Poupard-Turmel inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Publications Cousin-Poupard inc.", incorporated by letters patent on the 28th day of January, 1970, changing its name to that of "Les Publications Cousin-Poupard-Turmel inc."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37529 423-70

Real Estate Investors Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent,

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4^e jour de mai 1970, à la compagnie « Real Estate Investors Corporation », 1^o diminuant son capital de \$600,000 à \$156,130 par l'annulation de 44,387 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2^o augmentant son capital de \$156,130 à \$195,000 par la création de 3,887 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529 10732-56

Jacques Richer inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19^e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Jacques Richer inc. », modifiant ses pouvoirs et les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 4342-64

Select Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16^e jour de juillet 1970, à la compagnie « Select Enterprises Inc. », diminuant son capital de \$250,000 à \$900 par l'annulation de 2,910 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 22,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529 11162-59

Sherbrooke Radio Taxi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20^e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Radio Red Diamond Taxi, inc. », constituée par lettres patentes en date du 8^e jour de juin 1949, changeant son nom en celui de « Sherbrooke Radio Taxi inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 5208-49

La Société Équestre Métropolitaine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13^e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Les Écuries Mascouche inc. », constituée par lettres patentes en date du 11^e jour de mai 1967, changeant son nom en celui de « La Société Équestre Métropolitaine inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37529-o 2122-67

bearing date the 4th day of May 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Real Estate Investors Corporation", 1. reducing its capital from \$600,000 to \$156,130 by the cancellation of 44,387 preferred shares of the par value of \$10 each; 2. increasing its capital from \$156,130 to \$195,000 by the creation of 3,887 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o 10732-56

Jacques Richer inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Jacques Richer inc.", altering its powers and the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 4342-64

Select Enterprises Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of July 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Select Enterprises Inc.", reducing its capital from \$250,000 to \$900 by the cancellation of 2,910 common shares of the par value of \$10 each and 22,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529-o 11162-59

Sherbrooke Radio Taxi inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Radio Red Diamond Taxi, inc.", incorporated by letters patent on the 8th day of June, 1949, changing its name to that of "Sherbrooke Radio Taxi inc.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 5208-49

La Société Équestre Métropolitaine inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Écuries Mascouche inc.", incorporated by letters patent dated May 11, 1967, changing its name to that of "La Société Équestre Métropolitaine inc.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37529 2122-67

Stadacona Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Stadacona Investments Ltd. », diminuant son capital de \$50,100,000 à \$18,180,000 par l'annulation de 319,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529 16193-61

Technical Mould (Qué.) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'octobre 1970, à la compagnie « Technical Mould (Qué.) Ltd. », augmentant son capital de \$50,000 à \$110,000 par la création de 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529 4444-69

Velan International Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Velan's Holding Corp. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de novembre 1960, 1° changeant son nom en celui de « Velan International Limited », 2° subdivisant 39 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1,000 chacune en 117 actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair; 3° créant 83 actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair, et la considération totale pour laquelle lesdites actions ordinaires sans valeur au pair peuvent être émises ne doit pas dépasser en argent ou en valeur la somme de \$129,000.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529 15005-60

Volta inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Volta inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37529-0 1770-66

Stadacona Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of October 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Stadacona Investments Ltd.", reducing its capital from \$50,100,000 to \$18,180,000 by the cancellation of 319,200 preferred shares of the par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529-0 16193-61

Technical Mould (Qué.) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of October 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Technical Mould (Qué.) Ltd.", increasing its capital from \$50,000 to \$110,000 by the creation of 6,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529-0 4444-69

Velan International Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of October 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Velan's Holding Corp.", incorporated by letters patent dated 18th day of November 1970, 1. changing its name to that of "Velan International Limited", 2. subdividing 39 common shares of the par value of \$1,000 each into 117 common shares without nominal or par value; 3. creating 83 common shares without nominal or par value and the aggregate consideration for the issue of said common shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of \$129,000.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529-0 15005-60

Volta inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Volta inc.", extending its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37529 1770-66

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 4356

Québec, le 25 novembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 4356

Québec, November 25, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la cité de Charlesbourg et la Commission des loyers.

ATTENDU QUE dans le but de se prévaloir des dispositions de l'article 33a de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (1950-1951, chapitre 20, et ses amendements), le conseil de la cité de Charlesbourg a adopté le 13 octobre 1970, à la majorité absolue de ses membres, une résolution dont le texte est annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil;

ATTENDU QUE cette résolution est parvenue à la Commission des loyers avant le 1er novembre 1970, ainsi que l'atteste le certificat du président de cette commission dont le texte est aussi annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil;

ATTENDU QUE la Commission des loyers a transmis au ministre de la justice une recommandation dont le texte est également annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre de la justice:

QUE la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires et ses amendements s'appliquent, à compter du 1er décembre 1970, sur la totalité du territoire de la cité de Charlesbourg, pour tout logement construit avant le 30 avril 1968 et dont le loyer légalement exigible n'excédait pas la somme de \$150 par mois le 7 mars 1968.

Le greffier du Conseil exécutif,

37552-o

JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil

Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4357

Québec, le 25 novembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la ville de Québec et la Commission des loyers.

ATTENDU QUE dans le but de se prévaloir des dispositions de l'article 33a de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (1950-1951, chapitre 20, et ses amendements), le conseil de la ville de Québec a adopté le 14 octobre 1970, à la majorité absolue de ses membres, une résolution dont le texte est annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil;

ATTENDU QUE cette résolution est parvenue à la Commission des loyers avant le 1er novembre 1970, ainsi que l'atteste le certificat du président de cette commission dont le texte est aussi annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil;

ATTENDU QUE la Commission des loyers a transmis au ministre de la Justice une recommandation dont le texte est également annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires et ses amendements s'appliquent, à compter du 1er décembre 1970, sur la totalité du territoire de la ville de Québec, pour tout logement construit avant le 30 avril 1968 et dont le loyer légalement exigible n'excédait pas la somme de \$125 par mois le 7 mars 1968.

Le greffier du Conseil exécutif,

37552-o

JULIEN CHOUINARD.

CONCERNING the city of Charlesbourg and the Rental Commission.

WHEREAS in order to take advantage of the provisions of section 33a of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners (1950-1951, Chapter 20 and its amendments), the Council of the city of Charlesbourg adopted on October 13, 1970, by the absolute majority of its members, a resolution the text of which is annexed to the recommendation on which this Order in Council is based;

WHEREAS this resolution reached the Rental Commission before November 1, 1970, as attested by the certificate of the President of this Commission the text of which is also annexed to the recommendation on which the Order in Council is based;

WHEREAS the Rental Commission transmitted to the Minister of Justice a recommendation the text of which is equally annexed to the recommendation on which this Order in Council is based.

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the Act to promote conciliation between lessees and property-owners and its amendments apply from and after December 1, 1970, to the whole of the territory of the City of Charlesbourg, for any apartments built before April 30, 1968 and whose legally exigible rent did not exceed the sum of \$150 per month on March 7, 1968.

JULIEN CHOUINARD,

37552

Clerk of the Executive Council.

Order in Council

Executive Council Chamber

Number 4357

Québec, November 25, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Québec City and the Rental Commission.

WHEREAS in order to take advantage of the provisions of section 33a of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners (1950-1951, chapter 20 and its amendments), the Québec City Council adopted on October 14, 1970, by the absolute majority of its members a resolution the text of which is annexed to the recommendation on which this Order in Council is based;

WHEREAS this resolution reached the Rental Commission before November 1, 1970, as attested by the certificate of the President of this Commission the text of which is also annexed to the recommendation on which this Order in Council is based;

WHEREAS the Rental Commission transmitted to the Minister of Justice a recommendation the text of which is equally annexed to the recommendation on which this Order in Council is based.

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the Act to promote conciliation between lessees and property-owners and its amendments apply, from and after December 1, 1970, to the whole of the territory of Québec City, for any apartments built before April 30, 1968 and whose legally exigible rent did not exceed the sum of \$125 per month on March 7, 1968.

JULIEN CHOUINARD,

37552

Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3691

Québec, 7 octobre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement touchant certaines conditions des contrats pour travaux exécutés pour le gouvernement.

Vu l'article 32 de la Loi des finances (Statuts refondus 1964, chapitre 64):

ATTENDU qu'un grand nombre d'arrêtés en conseil ont été adoptés relativement à la préparation des plans et devis, aux demandes de soumissions et à l'adjudication de contrats pour les travaux dont le gouvernement du Québec entreprend l'exécution, savoir les arrêtés portant les numéros suivants:

	800/29
2372/60	2138/62
1358/61	429/65
1361/61	752/65
2376/61	753/65
2393/61	1132/65
183/62	1419/65

ATTENDU QUE d'autres règles de même nature ont été adoptées par le Conseil de la trésorerie dans les minutes portant les numéros suivants: 52/61, 55/61, 13526/65, 23379-A/66, 35756/68;

ATTENDU qu'un comité interministériel a été formé en vue de travailler à l'unification de ces règles et à leur mise à jour;

ATTENDU QUE ce comité a préconisé que la première étape de ce travail consiste à intégrer dans un seul règlement toutes les dispositions actuellement en vigueur dans les arrêtés en conseil et les minutes du Conseil de la trésorerie précédemment mentionnés;

ATTENDU QUE cette entreprise a été réalisée dans le texte du projet de règlement numéro CE 70-1 joint à la proposition sousdite;

ATTENDU QUE le remplacement des arrêtés en conseil et des minutes précités par le règlement dont le projet est joint, ne change en rien l'application des règles présentement en vigueur quant au fond;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Premier ministre:

QUE le règlement CE 70-1 ci-joint touchant certaines conditions des contrats pour travaux exécutés pour le gouvernement du Québec, notamment en ce qui concerne l'usage des marques de commerce dans la préparation des plans et devis, les demandes de soumissions et l'adjudication des contrats pour ces travaux, soit approuvé et entre en vigueur à compter de ce jour;

QUE le présent arrêté en conseil remplace les arrêtés en conseil portant les numéros suivants:

	800/29
2372/60	2138/62
1358/61	429/65
1361/61	752/65
2376/61	753/65
2393/61	1132/65
183/62	1419/65

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 3691

Québec, October 7, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a regulation respecting certain contract conditions for works to be carried out for the Government.

CONSIDERING section 32 of the Finance Department Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 64);

WHEREAS, a large number of Orders in Council have been adopted respecting the preparation of plans and specifications, calls for tenders and the awarding of contracts for works undertaken by the Government of Québec, namely the orders in council bearing the following numbers:

	2393/32	706/44
1539/65	1439/69	
1645/65	3825/69	
2036/67	1906/69	
3481/67	2646/69	
1399/68	475/70	
3971/68	1971/70	

WHEREAS, other rules of the same nature have been adopted by Treasury Board in Minutes bearing the following numbers: 52/61, 55/61, 13526/65, 23379-A/66, 35756/68;

WHEREAS, an Interdepartmental Committee was formed to work towards unifying such rules and bringing them up to date;

WHEREAS, this Committee has recommended that the first step in implementing their recommendation would be to combine, within a single regulation, all provisions now in force pursuant to the previously mentioned Orders in Council and Treasury Board Minutes;

WHEREAS, this proposal has been implemented within the text of draft regulation number CE 70-1 attached to the recommendation hereunder;

WHEREAS, replacement of the aforesaid Orders in Council and Minutes by the Regulation of which a draft is attached does not, in any way, change fundamentally the application of the rules now in force;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Prime Minister;

THAT the attached Regulation CE 70-1 respecting certain contract conditions for works to be carried out for the Government of Québec, and more especially with respect to the use of trade marks, in the preparation of plans and specifications, calls for tenders and the awarding of contracts for such work, be approved and become effective as of this date;

THAT the present Order in Council replace the Orders in Council bearing the following numbers:

	2393/32	706/44
1539/65	1439/69	
1645/65	3825/69	
2036/67	1906/69	
3481/67	2646/69	
1399/68	475/70	
3971/68	1971/70	

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Règlement CE 70-1 touchant certaines conditions des contrats pour travaux exécutés pour le gouvernement.

Le lieutenant-gouverneur en conseil décrète et ordonne:

DÉFINITIONS:

Article 1. Dans le présent règlement:

a) les mots « coût estimatif » signifient le montant probable du coût des travaux projetés établi par le ministre d'après les estimés des officiers du ministère qu'il dirige;

b) le mot « ministre » désigne le ministre ayant la responsabilité de l'exécution des travaux projetés; et le mot « ministère » indique le ministère que dirige ce ministre.

c) le mot « région » désigne l'une des divisions de la province mentionnées au paragraphe « a » de l'article 7, et le mot « zone » désigne l'une des divisions de la province mentionnées au paragraphe « b » de l'article 7.

d) les mots « principale place d'affaires » désignent:

1) Pour les travaux de revêtement en béton bitumineux du ministère de la voirie, le principal établissement d'où les affaires sont dirigées et où le personnel de maîtrise, l'usine d'asphalte et les matériaux de base, gravier ou pierre, se trouvent ordinairement; ou, le lieu où se trouve installée, au moment de la demande de soumission, une usine de béton bitumineux en opération ou en état d'opérer.

2) Pour les autres travaux, le principal établissement d'où les affaires sont dirigées et où le personnel de maîtrise et le matériel se trouvent ordinairement.

MARQUES DE COMMERCE

Article 2. Aucune marque de commerce ne doit être mentionnée dans les plans et devis pour l'exécution des travaux, sous réserve des dispositions ci-après édictées.

Article 3. Sans restreindre la portée générale de l'article 2, aucune marque de commerce ne doit être mentionnée dans les plans et devis lorsqu'il s'agit de produits et matériaux

a) qui peuvent être décrits brièvement par leur caractéristique propre et leur utilisation générale;

b) qui peuvent être spécifiés par la mention d'une codification ou d'un standard qui s'y rapporte;

c) qui peuvent être décrits au moyen d'une appellation d'usage courant employée par les manufacturiers et les fournisseurs.

Article 4. Lorsqu'il est impossible de décrire efficacement des produits et matériaux sans indiquer une marque de commerce particulière, les plans et devis doivent mentionner une ou deux marques de commerce alternatives, s'il en est, et reconnaître l'acceptation de produits et matériaux équivalents; dans chaque cas où il existe des produits ou matériaux fabriqués dans la province, la priorité doit leur être accordée pour toute mention de marques de commerce.

Article 5. Toutefois, lorsque de l'avis de l'ingénieur ou de l'architecte ou des deux lorsqu'ils agissent ensemble, ou, pour des travaux de voirie, de l'avis de l'ingénieur ou de l'ingénieur-conseil ou des deux lorsqu'ils agissent ensemble, il est essentiel de n'utiliser qu'une seule marque de commerce, l'autorisation préalable du ministre est exigée pour pouvoir mentionner cette unique marque de commerce dans les plans et devis.

Regulation CE 70-1 respecting certain contract conditions for works carried out for the Government.

It has been decreed and ordered by the Lieutenant-Governor in Council:

DEFINITIONS

Article 1. In this Regulation:

(a) the words "estimated cost" mean the probable cost of the proposed works as determined by the Minister in accordance with the estimates prepared by officials of the Department under his direction;

(b) the word "Minister" means the Minister having responsibility for the performance of the proposed works; and the word "Department" means the department under the direction of this Minister.

(c) the word "region" means one of the divisions of the province mentioned in paragraph "6" of article 7.

(d) the words "principal place of business" means:

(1) In the case of concrete asphalt pavement works for the Roads Department, the principal establishment where business is carried out and where the personnel in charge, the asphalt plant and the base materials, gravel or stone, are normally located; or the place where is established, at the time of the calling for tenders, a concrete asphalt plant in operation or in a condition of being operated.

(2) In the case of the other works, the principal establishment where business is carried out or where the personnel in charge and the equipment is normally located.

TRADE MARKS

Article 2. No trade mark shall be mentioned in the plans and specifications for the execution of the works, subject to the provisions hereinafter enacted.

Article 3. Without limiting by restriction the broader application of article 2, no trade mark shall be mentioned in the plans and specifications in the case of products and materials

(a) which may be described briefly through their own characteristics and their general use;

(b) which may be specified by reference to a codification or standard pertaining thereto;

(c) which may be described by means of a term in current use by manufacturers and suppliers.

Article 4. Whenever products and materials cannot be described efficiently without naming a particular trade mark, one or two alternative trade marks, if any, shall be mentioned in the plans and specifications and acceptance of equivalent products and materials shall be acknowledged; trade marks of products or materials manufactured in the Province of Québec shall be given priority when naming such products or materials.

Article 5. However, when the engineer or the architect, or both, should they be working together, or in the case of roads works, when the engineer or the architect, or both, should they be working together, decide it is essential to use but one trade mark, previous authorization from the Minister is required in order to mention this single trade mark in the plans and specifications.

Article 6. a) Lorsqu'il est nécessaire d'employer pour l'exécution des travaux des équipements, accessoires, appareils et aménagement hautement spécialisés, pour lesquels les manufacturiers ne fournissent pas de produits identiques mais plutôt des produits alternatifs remplissant substantiellement les mêmes fins, le ministre doit inviter au moins trois manufacturiers et fournisseurs à soumettre des offres à cet égard.

b) Les offres doivent indiquer les caractéristiques et le fonctionnement des produits concernés et les détails, plans et changements qui seront requis pour intégrer ces produits dans les travaux qui doivent être exécutés, ainsi que le prix de ces produits et le coût de leur installation.

c) Le ministre fait le choix de l'offre qui lui paraît la plus avantageuse et les plans et devis sont préparés en fonction de cette offre. Les formules de soumissions doivent indiquer le produit choisi ainsi que son prix et son coût d'installation. Dans ce cas, la soumission doit être basée sur ce prix et ce coût d'installation du produit.

d) Cependant, comme les améliorations à ces produits sont sujettes à de fréquentes modifications, inventions nouvelles, etc., le ministre, dans l'intérêt du bien public, aura l'autorité en tout temps de changer le produit déjà accepté par un autre offrant des caractéristiques nouvelles, et ceci sans préjudice à l'entrepreneur général à qui le contrat aura été octroyé.

7. ENTREPRENEURS AUTORISÉS À SOUMISSIONNER

Sont seules autorisées à soumissionner pour l'exécution des travaux les personnes, sociétés, compagnies et corporations agissant comme entrepreneurs généraux et

a) ayant leur principale place d'affaires dans la région de la province où les travaux doivent être entrepris s'il s'agit de travaux dont le coût estimatif est inférieur à cent cinquante mille dollars.

Dans le présent paragraphe « a », les mots « régions de la province » désignent l'une des dix-neuf régions du Québec ci-après décrites, à savoir:

Nom des régions:
Name of regions:

1. Alléghanys:
Alleghenies:
2. Bas St-Laurent:
Lower St-Lawrence:
3. Rimouski — Côte Nord:
Rimouski — North Shore:
4. Saguenay — Lac St-Jean:
Saguenay — Lake St-John:
5. Chaudière:
6. Jacques-Cartier:
7. Québec-métropolitain:
Metropolitan Québec:
8. Mauricie:
9. Yamaska, St-François, Bois-Francs:
10. Laurentides-Est:
Laurentide-East:
11. Laurentides-Nord:
Laurentide-North:

Districts électoraux et autres territoires:
Electoral districts and other territories:

- Bellechasse, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Rivière-du-Loup, Témiscouata.
Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Matapédia, Bonaventure, Iles-de-la-Madeleine.
Gaspé-North, Gaspé-South, Matapédia, Bonaventure, Magdalen Islands.
Matane, Rimouski, Saguenay, Duplessis.
- Chicoutimi, Dubuc, Jonquière, Lac St-Jean, Roberval.
Chicoutimi, Dubuc, Jonquière, Lake St-John, Roberval.
Beauce, Dorchester, Frontenac, Mégantic.
Charlevoix, Montmorency, Portneuf.
Lévis, Lotbinière, Jean-Talon, Chauveau, Limoilou, Louis-Hébert, St-Sauveur.
Champlain, Laviolette, Maskinongé, St-Maurice, Trois-Rivières.
Arthabaska, Bagot, Nicolet, Drummond, Richelieu, St-Hyacinthe, Yamaska.
Berthier, Joliette, L'Assomption, Montcalm.
- Deux-Montagnes, Labelle, Terrebonne, Argenteuil, Laval, Fabre.
Two-Mountains, Labelle, Terrebonne, Argenteuil, Laval, Fabre.

Article 6. (a) When the nature of the work to be done requires the use of equipment, apparatus and highly specialized installations for which manufacturers do not supply identical products but use instead alternative products which substantially suit the same purpose, the Minister shall invite at least three manufacturers and suppliers to submit offers in this respect.

(b) Bids shall state the characteristics and the details, plans and changes which will be required functioning of the products concerned and the in order to integrate these products in the work to be done as well as the price of the products involved and the cost of installation.

(c) The Minister chooses the bid which he considers to be the most favourable and plans and specifications are drawn up accordingly. The product chosen shall be cited in the tender, as well as the price of same and the cost of installation. The tender shall, in this case, be based on said price and said cost of installation of the product.

(d) However, as improvements in such products are subject to constant modifications, new inventions, and the like, in the public interest, the Minister will have the authority at any time to change a product previously accepted for another which offers new characteristics and this without prejudice to the general contractor to whom the contract shall have been awarded.

7. CONTRACTORS AUTHORIZED TO SUBMIT TENDERS

Are authorized to submit tenders for the execution of public works only those persons, associations, companies and corporations who are acting in the capacity of general contractors and who have

(a) their principal place of business in the region of the Province where the work is to be undertaken, in the case of work where the estimated cost is less than one hundred and fifty thousand dollars.

In paragraph (a) above, the words "regions of the Province" mean one of the nineteen regions in Québec hereinafter described, namely:

Nom des régions
Name of regions

12. Cantons de l'Est:
Eastern Townships:
13. Nord-Ouest Québécois:
Northwestern Québec:
14. Ouest Québécois:
Western Québec:
15. Salaberry:
16. Montérégienne:
17. Brôme-Missisquoi:
18. Richelieu:
19. Montréal-métropolitain:
Metropolitan Montreal:

Districts électoraux et autres territoires
Electoral districts and other territories

- Compton, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Wolfe.
Abitibi-est, Abitibi-ouest, Rouyn-Noranda, Témiscamingue.
Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda, Témiscamingue.
Gatineau, Hull, Papineau, Pontiac.
Beauharnois, Châteauguay, Huntington, Vaudreuil-Soulanges.
Chambly, Rouville, Verchères, Taillon.
Brôme, Missisquoi, Shefford.
Iberville, Napierville-Laprairie, St-Jean.
Iberville, Napierville-Laprairie, St-John.
Les districts électoraux de l'Île de Montréal.
Montreal Island Electoral Districts.

(Le ministre peut en tout temps et suivant l'évolution économique, démographique et technique ou toute autre raison valable, modifier la formation des régions ci-dessus mentionnées en les augmentant, en les diminuant ou en les changeant de tout autre manière.)

b) (Ne s'applique pas aux travaux de voirie) ayant leur principale place d'affaires dans la zone de la province où les travaux doivent être entrepris, s'il s'agit de travaux publics autres que des édifices publics et dont le coût estimatif est entre cent cinquante mille dollars et cinq cent mille dollars, et s'il s'agit d'édifices publics dont le coût estimatif est entre cent cinquante mille dollars et sept cent cinquante mille dollars.

Dans le présent paragraphe « b », les mots « zone de la province » désignent l'une des quatre zones du Québec ci-après décrites, à savoir:

Nom des zones:
Name of Zones:

1. Zone de l'est:
Eastern Zone:
2. Zone du Centre:
Central Zone:
3. Zone de l'ouest:
Western Zone:
4. Zone de Montréal:
Montreal Zone:

Districts électoraux et autres territoires:
Electoral districts and other territories:

- Les comtés à l'est des comtés d'Abitibi, Laviolette, Champlain, Nicolet, Arthabaska, Wolfe et Compton.
Counties east of the Abitibi, Laviolette, Champlain, Nicolet, Arthabaska, Wolfe and Compton Counties.
Les comtés de Bagot, Drummond, Rouville, St-Hyacinthe, Yamaska, Missisquoi, Verchères, Richelieu, Brôme, Shefford, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé, Champlain et Laviolette.
Counties of Bagot, Drummond, Rouville, St-Hyacinthe, Yamaska, Missisquoi, Verchères, Richelieu, Brôme, Shefford, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé, Champlain and Laviolette.
Les comtés au nord du comté de Laviolette et à l'ouest des comtés de St-Maurice, Trois-Rivières, Verchères, Rouville et Missisquoi à l'exception des comtés de l'Île de Montréal.
Counties north of Laviolette County and west of St-Maurice, Trois-Rivières, Verchères, Rouville and Missisquoi Counties, with the exception of the Island of Montreal Counties.
Les comtés de l'Île de Montréal.
The counties of the Island of Montreal.

(Le ministre peut en tout temps et suivant l'évolution économique et démographique ou toute autre raison valable, modifier la formation des zones ci-dessus mentionnées en les augmentant, en les diminuant ou en les changeant de tout autre manière.)

c) ayant leur principale place d'affaires dans la province de Québec s'il s'agit:

- 1) de travaux de voirie dont le coût estimatif est de cent cinquante mille dollars ou plus;

(The Minister may at all times and in keeping with economic, demographic and technical developments, or for any other valid reason, modify the make-up of the above-mentioned regions by expanding, reducing or changing them in any other way whatsoever.)

(b) (Not applicable to roads work) their principal place of business in the zone of the Province where the work is to be undertaken, in the case of public works other than public buildings, where the estimated cost is between one hundred and fifty thousand dollars and five hundred thousand dollars and, in the case of public buildings with an estimated cost between one hundred and fifty thousand dollars and seven hundred and fifty thousand dollars.

In paragraph (b) above, the words "zone of the Province" mean one of the four zones of the Province of Québec hereinafter described, namely:

(The Minister may at all times and in accordance with economic and demographic developments or for any other valid reason, change the make-up of the above mentioned zones by expanding, reducing or changing them in any other way whatsoever.)

(c) their principal place of business in the Province of Québec in the case of:

- (1) roads work where the estimated cost is five hundred thousand dollars or over;

2) de travaux publics autres que des édifices publics et dont le coût estimatif est *cinq cent mille dollars* ou plus;

3) d'édifices publics dont le coût estimatif est *sept cent cinquante mille dollars* ou plus.

d) disposition spéciale pour des travaux exécutés dans plus d'une région ou d'une zone. (Ne s'applique pas aux travaux de voirie.)

Lorsque des travaux visés au paragraphe « a » et au paragraphe « b » du présent article doivent être exécutés, selon le cas, dans plus d'une région ou plus d'une zone, les entrepreneurs généraux ayant leur principale place d'affaires dans une des régions ou, selon le cas, dans une des zones où une partie de ces travaux seront exécutés sont autorisés à soumissionner pour l'exécution de tels travaux.

8. DEMANDES DE SOUMISSIONS PUBLIQUES

Le ministre devra procéder par demandes de soumissions publiques pour l'adjudication des contrats de travaux, si le coût estimatif dépasse:

a) *vingt-cinq mille dollars* pour les travaux sous le contrôle du ministère des travaux publics. (Conformément à l'article 8 de la Loi des travaux publics S.R.Q. 1964, chap. 138);

b) *vingt-cinq mille dollars* pour les travaux de drainage;

c) *cinq mille dollars* pour les travaux de voirie, à l'exception des travaux d'entretien d'été et d'hiver;

d) *cinquante mille dollars* pour les autres travaux; en ce dernier cas, si le coût estimatif se situe entre *vingt-cinq mille* et *cinquante mille dollars*, le ministre pourra procéder par soumissions en circuit fermé.

9. ANNONCES PUBLIQUES

a) Travaux de voirie

Les demandes de soumissions publiques pour les travaux de voirie doivent être faites par annonces publiques, simultanément en français et en anglais, dans au moins un journal de chaque langue publié dans les villes de Montréal et Québec, ainsi que dans une localité voisine du site des travaux. S'il n'existe qu'un journal dans cette localité ou si tous les journaux sont publiés dans la même langue, les demandes de soumissions devront se faire dans les deux langues, dans au moins un journal de la localité.

b) Autres travaux

Les demandes de soumissions publiques pour les travaux projetés doivent être faites par annonces publiques dans les journaux quotidiens, ou à défaut de journaux quotidiens, dans le journal hebdomadaire.

Ces demandes doivent être faites simultanément en français dans au moins un journal publié dans cette langue dans la région ou la zone concernée, et en anglais dans au moins un journal publié dans cette langue dans cette région ou cette zone. S'il n'existe qu'un journal dans la région ou la zone concernée, ou que tous les journaux publiés dans cette région ou cette zone le sont dans la même langue, les demandes de soumissions doivent être faites dans les deux langues dans au moins un journal publié dans ladite région ou zone.

S'il s'agit de travaux pour des édifices publics dont le coût estimatif est de \$750,000 ou plus, ou s'il s'agit d'autres travaux publics dont le coût estimatif est de \$500,000 ou plus, les demandes de soumissions doivent être faites simultanément en français et en anglais dans au moins un journal de chaque langue publié dans chacune des zones décrites dans le paragraphe « b » de l'article 7.

(2) public works, other than public buildings, where the estimated cost is *five hundred thousand dollars* or over;

(3) public buildings where the estimated cost is *seven hundred and fifty thousand dollars* or over.

(d) special provision in the case of works carried out in more than one region or zone (Not applicable in the case of roads work.)

When works referred to in paragraphs (a) and (b) of this article are to be executed, as the case may be, in more than one region or more than one zone, general contractors having their principal place of business in one of the regions or, as the case may be, in one of the zones where part of these works are to be carried out, shall be authorized to submit tenders for the execution of such works.

8. PUBLIC CALLING OF TENDERS

In awarding contracts for works, the Minister shall proceed by public tender calls if the estimated cost exceeds:

(a) *Twenty-five thousand dollars*, in the case of works to be supervised by the Department of Public Works. (Pursuant to section 8 of the Public Works Act, RSQ 1964 c 138);

(b) *Twenty five thousand dollars* for drainage works;

(c) *five thousand dollars* for roads work, with the exception of summer and winter maintenance work;

(d) *fifty thousand dollars*, in the case of other types of works; in the latter case, the Minister may proceed by closed tender call.

9. PUBLIC NOTICES

(a) Roads works

Public tender calls for roads works shall be made through public notices, appearing in French and English simultaneously, in at least one newspaper of each language published in the Cities of Montreal and Québec, as well as in one locality close to the site of the works. Should there be only one newspaper in such a locality, or should all newspapers there be issued in the same language, calls for tenders shall be published in both languages in at least one newspaper in the locality.

(b) Other works

The public calling of tenders for proposed works shall be made through public notices appearing in the daily newspapers, or in the absence of daily newspapers, in the weekly paper.

Such notices shall appear simultaneously, in French in at least one newspaper published in the language in the region or zone concerned, and in English in at least one newspaper published in that language in that area or zone. Should there exist only one newspaper in the region or zone concerned, or should all newspapers in that region or zone be published in the same language, calls for tenders shall be made in both languages in at least one newspaper in the said region or zone.

In the case of works for public buildings where the estimated cost is \$750,000 or over, or in the case of other works where the estimated cost is \$500,000 or over, calls for tenders shall be made simultaneously, in French and in English, in at least one newspaper of each language published in each of the zones described in paragraph (b) of article 7.

10. CONTENU DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

La demande de soumission doit indiquer ce qui suit:

- 1) La description sommaire des travaux projetés;
- 2) Le lieu où ils seront exécutés;
- 3) L'endroit où le soumissionnaire peut obtenir les documents et les informations nécessaires à la préparation de sa soumission;
- 4) Les conditions requises pour obtenir les documents nécessaires pour soumissionner;
- 5) Le lieu où les soumissions seront reçues;
- 6) La date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions;
- 7) L'indication de la région ou de la zone, suivant le cas, où les travaux projetés seront exécutés et où les soumissionnaires doivent avoir leur principale place d'affaires. (Ce paragraphe ne s'applique pas aux travaux de voirie.)

11. DÉLAI MINIMUM DE RÉCEPTION DES SOUMISSIONS

Le délai pour la réception des soumissions est calculé à compter de la date de la première publication dans les journaux de la demande de soumission, et il ne doit pas être inférieur au délai suivant:

- a) Quatre semaines pour les travaux dont le coût estimatif excède *un million de dollars*;
- b) Trois semaines pour les travaux dont le coût estimatif est entre *trois cent mille dollars et un million de dollars*;
- c) Deux semaines pour les travaux dont le coût estimatif est inférieur à *trois cent mille dollars*.

Toutefois, pour les travaux de voirie, suivant la nature et l'urgence des travaux et sur recommandation du sous-ministre à cet effet, les délais mentionnés aux paragraphes « b » et « c » pourront être réduits par le ministre, pourvu qu'en aucun cas ils ne soient inférieurs à une semaine.

12. DOCUMENTS DEVANT ÊTRE REMIS AUX SOUMISSIONNAIRES

Sur demande faite au ministre, et pour les travaux de voirie moyennant le paiement des frais que le ministre détermine, les documents suivants seront remis aux soumissionnaires:

- 1) La liste des documents requis pour soumissionner;
 - 2) La copie de la demande de soumission publiée dans les journaux;
 - 3) Les instructions aux soumissionnaires;
 - 4) La formule de soumission;
 - 5) Le questionnaire qui doit être complété par le soumissionnaire;
 - 6) La formule de contrat;
 - 7) La formule de cautionnement de soumission;
 - 8) Les formules de cautionnement d'exécution et de cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services.
- Et en plus pour les travaux de voirie:*
- 9) Le devis spécial
 - 10) Les plans
- Et en plus pour les autres travaux:*
- 9) Les conditions générales du contrat;
 - 10) Les conditions spéciales du contrat;
 - 11) Les spécifications techniques;
 - 12) Les dessins.

13. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Le document intitulé « instructions aux soumissionnaires » doit indiquer la manière de remplir la formule de soumission et les documents requis

10. CONTENT OF THE CALL FOR TENDERS

The call for tenders shall include the following:

- (1) A brief description of the proposed works;
- (2) The place where such works are to be carried out;
- (3) The place or office where the tenderer may obtain the documents and information necessary to tender;
- (4) The required conditions for obtaining the documents necessary to tender;
- (5) The place where tenders are to be sent;
- (6) The date and time limit for submitting tenders;
- (7) An indication of the region or zone, as the case may be, where the proposed works are to be executed and where tenderers should have their principal place of business. (This paragraph is not applicable in the case of roads works.)

11. MINIMUM PERIOD FOR SUBMITTING TENDERS

The time allowed for submitting tenders is calculated from the date at which the tender call is first published in the newspapers and shall not be less than the following:

- (a) Four weeks in the case of works with an estimated cost exceeding *one million dollars*;
- (b) Three weeks in the case of works where the estimated cost lies between *three hundred thousand and one million dollars*;
- (c) Two weeks in the case of works where the estimated cost is less than *three hundred thousand dollars*.

However, in the case of roads works, depending on the nature and urgency of the work and on the recommendation of the Deputy Minister to this effect, the time periods mentioned in paragraphs (b) and (c) above may be reduced by the Minister, but in no case shall they be less than one week.

12. DOCUMENTS TO BE GIVEN TENDERERS

Upon request made to the Minister (including road works) after the payment of fees set by him, tenderers shall be given the following documents:

- (1) The list of documents required to tender;
- (2) A copy of the tender call as published in the newspapers;
- (3) A copy of the instructions for tenderers;
- (4) A copy of the tender form;
- (5) A questionnaire to be completed by the tenderer;
- (6) A copy of the contract form;
- (7) A copy of the Bid Bond form;
- (8) Copies of the Performance Bond and Labour, Material and Services Payment Bond Forms.

Additionally, in the case of roads works:

- (9) A copy of the special specifications;
- (10) A copy of the plans;

Additionally, in the case of other works:

- (9) The general contract conditions;
- (10) The special contract conditions;
- (11) The technical specifications;
- (12) A copy of the drawings.

13. INSTRUCTIONS TO TENDERERS

The document entitled "Instructions to Tenderers" shall indicate how to fill out the tender form and the documents required in support of

à l'appui d'icelle, ainsi que la procédure à suivre par les soumissionnaires.

De plus, ce document doit contenir les avis suivants:

a) Un avis à l'effet que le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission soit un chèque visé à l'ordre du ministre des finances de la province pour une somme équivalente ou supérieur à 10% du montant total de la soumission, ou pour un montant forfaitaire fixé à l'avance par le ministre, soit une police de garantie d'une compagnie autorisée à se porter caution judiciaire en vertu de la Loi des compagnies de garanties, ou toute autre forme de garantie déterminée par le ministre et équivalente au montant du chèque visé mentionné plus haut;

b) Un avis à l'effet que le soumissionnaire doit fournir, avant de commencer l'exécution du contrat, un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services, chacun pour 50% du prix du contrat, lesdits cautionnements émis par une compagnie visée au paragraphe « a » précédent, ou une garantie jugée acceptable par le ministre;

c) Un avis à l'effet que toute soumission qui ne sera pas complétée conformément aux instructions au soumissionnaire, ou qui ne sera pas accompagnée des documents requis, ou dont les documents requis ne seront pas dûment complétés, ne sera pas prise en considération;

d) Un avis à l'effet que le ministre n'est pas tenu d'accepter aucune soumissions.

Également, les ministères devront attirer l'attention des futurs soumissionnaires à l'effet qu'un soumissionnaire qui aura obtenu un contrat et qui se désistara de son contrat avant exécution, perdra son dépôt de garantie. (C.T. 23379-A août 1966).

14. GENRE DE CONTRAT

Les soumissions ne seront demandées et les contrats qui peuvent en découler ne seront accordés que suivant l'une ou l'autre des bases ci-après mentionnées:

- a) A prix forfaitaire;
- b) A prix unitaire, lorsque le nombre et l'importance de variations possibles dans l'exécution des travaux empêchent une estimation adéquate du coût des travaux;
- c) A coût plus honoraires, lorsque les travaux sont de très grande envergure et que des prix unitaires ne peuvent être adéquatement déterminés, ou lorsque l'urgence dans l'exécution des travaux est telle qu'il est préférable de commencer ces travaux avant que les plans et devis soient complétés.

Dans les cas prévus au paragraphe « c », le ministre verra à ce que la formule de soumission mentionne son estimation du coût des travaux.

L'emploi de ce genre de soumission est exceptionnel et ne saurait être suivi à moins d'une autorisation préalable du Conseil exécutif qui doit également et préalablement ratifier l'octroi du contrat qui peut en découler.

15. FORMULE DE SOUMISSION

Les formules de soumissions sont préparées par les officiers du ministère.

La formule de soumission doit être rédigée de manière que le soumissionnaire indique, dans sa soumission, les noms, spécialités et prix soumis par les sous-traitants sur lesquels il a basé sa soumission.

Elle doit de plus contenir une liste des prix unitaires pour les item susceptibles de varier.

same, as well as the procedure to be followed by the tenderers.

Moreover, this document should contain the following notices:

(a) A notice to the effect that the bidder shall send, with his tender, a certified cheque made to the order of the Minister of Finance of the Province for an amount equal to or higher than 10% of the total amount of the bid or for a contractual amount fixed in advance by the Minister; or give a guarantee policy from a company authorized to provide judicial surety under the Guarantee Companies Act or any other form of guarantee determined by the Minister and equal to the amount of the above mentioned certified cheque;

(b) A notice to the effect that the tenderer must submit, before beginning to carry out the contract, a Performance Bond and a Labour, Material and Services Payment Bond, each in an amount equal to 50% of the contract price, the said bonds having been issued by a company referred to in the preceding paragraph (a), or a guarantee deemed acceptable by the Minister;

(c) A notice to the effect that any bid which has not been completed in accordance with the Instructions to Tenderers, or any bid not having all documents required attached thereto, or, when the required documents have not been fully completed, such a bid shall not be considered;

(d) A notice to the effect that the Minister is not bound to accept any bid.

Also, the Departments shall draw the attention of future tenderers to the fact that a contractor who, after having been awarded a contract, withdraws from same before carrying it out, loses his security deposit. (T.B. 23379-A August 1966).

14. TYPE OF CONTRACT

Tenders shall be called for and contracts that may ensue therefrom shall be granted only on the basis of one of the following conditions:

- (a) At a lump sum price;
- (b) At a unit price, when the number and extent of the changes that may take place in the execution of the work prevent an adequate estimate of the cost of such work;
- (c) At "cost plus" price, when the work is on a very large scale and unit prices cannot be adequately determined, or when the urgency in carrying out the work is such that it is preferable to start the work before plans and specifications are completed.

In the cases provided for in paragraph (c), the Minister shall see that his estimate of the cost of the work to be done is included in the tender form.

Use of this form of tender is exceptional and should not be followed unless prior authorization has been obtained from the Executive Council which must also and beforehand ratify the contract award that may result.

15. TENDER FORMS

Tender forms are prepared by officers of the Department.

Tender forms shall be drawn up in such a way that a bidder indicates the names, specialties and prices submitted by his subcontractors on which his bid is based.

Tender forms should also include a list of unit prices for items which are liable to change.

16. QUESTIONNAIRE QUE DOIT COMPLÉTER LE SOUMISSIONNAIRE

Le questionnaire doit exiger les informations suivantes:

a) Si l'entrepreneur-soumissionnaire est une personne, son nom, sa résidence et son domicile ou,

b) Si l'entrepreneur-soumissionnaire est une société, les noms, résidences et domiciles et tous les sociétaires ou,

c) Si l'entrepreneur est une compagnie ou une corporation, la loi en vertu de laquelle elle a été constituée ainsi que les noms, résidences et domiciles de ses directeurs. Dans ce cas, la soumission doit être accompagnée d'une résolution de la compagnie ou corporation autorisant une personne désignée à signer, pour et au nom de la compagnie ou corporation, les soumissions et les documents qui y sont annexés;

d) Les références bancaires du soumissionnaire;

e) Un résumé de l'expérience générale du soumissionnaire et, en particulier, de son expérience relativement à des contrats semblables;

f) La description de l'équipement que le soumissionnaire entend utiliser pour l'exécution des travaux;

g) La liste des hommes-clefs que le soumissionnaire entend employer pour l'exécution des travaux, ainsi que leur expérience et leur compétence en cette matière;

h) La liste des travaux en voie d'exécution par le soumissionnaire au moment de la présentation de la soumission.

17. SOUS-TRAITANTS

Il n'est pas permis à l'entrepreneur général de changer de sous-traitants ou de modifier les prix, termes et conditions que les sous-traitants lui ont soumis sauf s'il en est requis par le ministre.

Si le ministre requiert un changement du sous-traitant et que le prix de la soumission du sous-traitant qui doit remplacer le premier excède le prix de sa soumission du sous-traitant remplacé, le prix global de la soumission de l'entrepreneur général sera majoré de la différence.

Lorsqu'il y a un changement de sous-traitant, le remplaçant doit être le sous-traitant qui a soumis le plus bas prix parmi ceux dont les noms et les prix apparaissent dans les soumissions qui doivent être considérées pour l'adjudication des travaux.

18. DÉPÔT DES SOUMISSIONS DES SOUS-TRAITANTS (Ne s'applique pas aux travaux de voirie.)

Les dispositions du présent article s'appliquent aux travaux publics visés aux paragraphes b) et c) de l'article 7 pour les sous-traitants des spécialités suivantes:

a) plomberie

b) chauffage

c) ventilation

d) tuyauterie industrielle

e) électricité

f) charpente métallique

g) acier d'armature, sauf dans le cas où l'acier d'armature est installé par l'entrepreneur-général lui-même;

h) tous autres sous-traitants dont les corps de métier ne sont pas mentionnés ci-haut.

Les soumissions de ces sous-traitants sont régies par le système de dépôts de soumissions similaire à celui qu'applique présentement le « Bureau dépositaire des soumissions » organisé par les associations de constructeurs des grandes villes canadiennes.

16. QUESTIONNAIRE TO BE COMPLETED BY THE TENDERER

The questionnaire shall call for the following information:

(a) If the contractor submitting the tender is one individual: his name, place of residence and domicile, or,

(b) If the contractor submitting the tender is an association: the name, place of residence and domicile of all its members, or,

(c) If the contractor is a company or a corporation: the act under which it was incorporated as well as the name, place of residence and domicile of its directors. In such a case, tenders shall be accompanied by a resolution from the company or corporation authorizing a designated person to sign, for and on behalf of the company or corporation, the bids and documents attached thereto;

(d) The bidder's banking references;

(e) A summary of the bidder's general experience and, more especially, his experience related to similar contracts;

(f) A description of the equipment that the bidder intends to use in carrying out the work;

(g) A list of the key-men whom the bidder intends to hire in order to execute the work, including their experience and competence in the field;

(h) A list of the works being executed by the bidder at the time of tendering.

17. SUBCONTRACTORS

A general contractor shall not be allowed to change subcontractors or modify the prices, terms and conditions submitted by them unless required to do so by the Minister.

Should the Minister require a change in subcontractor, and should the new subcontractor's bid exceed that submitted by the subcontractor being replaced, the aggregate bid of the general contractor shall be raised to cover the difference.

When there is a change in subcontractor, the replacement shall be the subcontractor who has submitted the lowest bid among those whose names and prices appear in the tenders which should be considered in awarding the work.

18. DEPOSIT OF BIDS BY SUBCONTRACTORS (Not applicable in the case of roads works.)

The provisions of this article shall apply to the public works referred to in paragraphs (b) and (c) of article 3 for subcontractors in the following specialties:

(a) plumbing;

(b) heating;

(c) ventilation;

(d) industrial pipe-fitting;

(e) electricity;

(f) structural metalwork;

(g) reinforcing steel, except in the case where the reinforcing steel is installed by the general contractor himself;

(h) all other subcontractors whose trades are not mentioned above.

The subcontractors' bids shall be governed by a deposit system similar to that now being applied by the Bid Depository Office set up by Builders' Associations in large Canadian cities.

Les sous-traitants doivent faire parvenir leur soumission en au moins double exemplaire au dépositaire qui agit à ces fins comme bureau dépositaire au moins quarante-huit heures avant le temps fixé pour l'ouverture des soumissions. L'un des exemplaires des soumissions est destiné au ministre et un autre peut être remis à l'entrepreneur général à qui il est destiné.

Les entrepreneurs généraux peuvent se procurer au ministre les soumissions qui leur sont destinées, dans les quarante-huit heures précédant immédiatement le temps fixé pour l'ouverture des soumissions des entrepreneurs généraux, aux heures normales de bureau du ministre.

Les règlements et procédures présentement adoptés par le « Bureau dépositaire des soumissions » de Montréal sont applicables *mutatis mutandis* aux sous-traitants et entrepreneurs généraux visés par le présent article.

19. OUVERTURE DES SOUMISSIONS ET ADJUDICATION DU CONTRAT

a) Toutes les soumissions relatives à un même contrat doivent être ouvertes par le ministre, ou officier du ministre délégué à cette fin par le ministre, en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande de soumissions pour le retour de ces dernières.

b) Tous les entrepreneurs généraux qui ont soumissionné peuvent assister à l'ouverture des soumissions.

c) 1) (Pour les travaux de voirie.)

Les noms des soumissionnaires et leur prix respectif doivent être déclarés à haute voix, lors de l'ouverture des soumissions.

2) (Pour les autres travaux.)

Une liste des noms des soumissionnaires et de leur prix respectif est à la disposition des intéressés.

d) Sous réserve des dispositions du paragraphe e) suivant, le ministre doit étudier et considérer, pour fins d'adjudication, toutes les soumissions présentées.

e) Toute soumission qui n'est pas complétée conformément aux instructions aux soumissionnaires, ou qui n'est pas accompagnée des documents requis, ou dont les documents requis ne sont pas régulièrement complétés, ne doit pas être considérée pour les fins de l'adjudication du contrat.

f) Dès la date du choix du soumissionnaire par le ministre, le dépôt de garantie ou la police de garantie de soumission (bid bond), suivant le cas, doit être retourné à tous les autres soumissionnaires.

g) Le soumissionnaire dont la soumission a été acceptée par le ministre doit en être informé dans les deux semaines qui suivent l'acceptation de sa soumission.

20. PROCÉDURE DE REVISION DES PRIX SOUMIS. (C.T. 35756, juin 1968.)

Après réception des soumissions, s'il est jugé nécessaire de modifier les plans et devis et que l'écart entre l'estimation révisée par le ministre et le prix de la plus basse soumission conforme est supérieure à 10%, de nouvelles soumissions en circuit fermé devront être demandées suivant les plans révisés au moins aux trois (3) plus bas soumissionnaires conformes.

Dans des circonstances analogues mais lorsque l'écart entre l'estimation du coût des travaux révisée par le ministre et le prix de la plus basse soumission conforme est inférieur à 10%, l'entre-

preneurs shall submit their bids, at least in duplicate copies, to the Department, acting, for this purpose, as depository office, at least forty-eight hours before the time set for the opening of tenders. One copy goes to the Department, and the other may be given to the general contractor concerned.

Bids intended for general contractors may be obtained from the Department within the forty-eight hours immediately preceding the time set for the opening of general contractors' tenders, during the Department's regular working hours.

The regulations and procedures now being enforced by the Montreal Bid Depository Office shall be applied *mutatis mutandis* to the subcontractors and contractors concerned by this article.

19. OPENING OF TENDERS AND AWARING OF CONTRACTS

(a) All tenders pertaining to the same contract shall be opened by the Minister, or the officer of the Department appointed for that purpose by the Minister, in the presence of at least two witnesses, at the time, date and place indicated in the tender call for returning same.

(b) All general contractors who have submitted bids may attend the opening of tenders.

(c) 1) (In the case of roads works.)

The names of tenderers and their respective prices shall be stated out loud at the opening of tenders.

2) (In the case of other works.)

A list of bidders' names and their respective prices shall be made available to those interested.

(d) Subject to the provisions of paragraph (e) which follows, the Minister shall examine and consider, for the purposes of the contract award, all tenders submitted.

(e) Any tender which has not been completed in accordance with Instructions to Tenderers, or which is not accompanied by the required documents, or when the required documents have not been completed in the regular manner, shall not be considered for the purposes of the contract award.

(f) On the date when the successful tenderer is selected by the Minister, security deposits or bid bonds, as the case may be, shall be returned to all other tenderers.

(g) The tenderer whose bid is accepted by the Minister shall be informed within the fortnight following acceptance of his bid.

20. TENDERED PRICE REVISION PROCEDURE (T.B. 35756, June 1968)

If, after tenders have been received, it is judged necessary to change the plans and specifications and the difference between the estimated price, as revised by the Department, and the price of the lowest acceptable bid is higher than 10%, new bids shall be requested, in a closed tender call and in accordance with the revised plans, from at least the three (3) lowest acceptable bidders.

In similar circumstances, but when the difference between the estimated price of the works, as revised by the Department, and the price of the lowest acceptable bid is less than 10%, a new

preneur ayant offert la plus basse soumission conforme se verra proposer le prix révisé par le ministère.

Advenant le refus de l'entrepreneur ayant offert la plus basse soumission conforme de ramener son prix à celui qui sera proposé, les autres soumissionnaires conformes qui suivaient dans l'ordre à l'ouverture des soumissions et dont les prix ne dépassent pas de 10% l'estimation révisée par le ministère, se verront tour à tour proposer le prix révisé du ministère. Si aucun de ces soumissionnaires conformes n'accepte la proposition du ministère, de nouvelles soumissions publiques devront être demandées.

Le refus des soumissionnaires conformes d'accéder à la proposition du ministère implique n'entraînera aucune pénalité à leur endroit.

21. RETRAIT EN CERTAINS CAS D'UNE SOUMISSION

a) Dans un délai de trois mois de la date du choix du soumissionnaire par le ministre, celui-ci, ou, pour les travaux autres que de voirie, son sous-ministre ou tout officier du ministère délégué à cette fin par le ministre, doit donner avis au soumissionnaire concerné de signer le contrat pour l'exécution des travaux projetés en indiquant dans l'avis les date, heure et lieu déterminés pour la signature de ce contrat.

Si un tel avis n'est pas donné au soumissionnaire dans ce délai, le soumissionnaire peut, à l'expiration de ce délai, donner un avis au ministre qu'il retire sa soumission et celle-ci dans ce cas est considérée nulle et de nul effet « *ab initio* ».

b) Après l'expiration du délai de trois mois visé au paragraphe a) précédent et en tout temps avant la réception par le ministre d'un avis donné par le soumissionnaire, conformément au second alinéa du paragraphe a) précédent, le ministre, ou, pour les travaux autres que de voirie son sous-ministre ou tout officier du ministère délégué à cette fin par le ministre, peut inviter ce soumissionnaire à signer le contrat dont il lui transmet le projet et à le lui retourner dans les dix jours de la mise à la poste de telle demande. À défaut par le soumissionnaire concerné de se rendre à cette demande dans le délai de dix jours ci-dessus prévu, la soumission de ce soumissionnaire est considérée nulle et de nul effet « *ab initio* ».

22. CAUTIONNEMENT

a) Pour les entrepreneurs, les formules des cautionnements de soumissions, d'exécution, d'obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services, intitulées Formules C E 70-1-A, B, C, D, E et F et annexées au présent règlement sont les formules de cautionnement visées aux paragraphes 7 et 8 de l'article 12 du présent règlement.

b) Pour les sous-traitants, lorsqu'il s'agit d'une demande de soumission pour laquelle des cautionnements sont exigés, les formules des cautionnements de soumission, d'exécution, d'obligations d'un sous-traitant pour gages, matériaux et services sont les formules de cautionnement, en français et en anglais, intitulées Formules C E 70-1-G, H, I, J, K et L et annexées au présent règlement.

c) Tout cahier des charges ou tous devis généraux ou spéciaux s'appliquant aux contrats de construction pour tout ministère et organisme gouvernemental sont amendés pour y inclure la condition suivante: « l'entrepreneur avisera la caution avant l'acceptation de modifications ou extensions de contrat qui auraient pour effet soit de changer radicalement la nature des travaux ou d'augmenter le coût des travaux de plus de 15% du coût original. »

revised price shall be offered by the Department to the contractor having submitted the low bid.

Should the contractor having submitted the lowest acceptable bid refuse to adjust his price to the new one being proposed, the other bidders who followed, in order, at the opening of tenders and whose prices do not exceed the revised estimate by more than 10%, will, in turn, be offered the price revised by the Department. Should none of the acceptable tenderers accept the new proposal, new public tenders shall be called by the Department.

Refusal by the acceptable tenderers to comply with the proposal made by the Department shall in no way cause them to be penalized.

21. CASES OF WITHDRAWAL OF A TENDER

(a) Within a three month period, from the date of selection of the successful tenderer by the Minister, the latter, or, in other than roads works, his Deputy Minister or any official of the Department appointed by the Minister for that purpose, shall give notice to the tenderer concerned that a contract for the execution of the proposed works is to be signed, and indicate the date, time and place set for the signing.

If such a notice is not given within the specified period, the bidder may, when the period has expired, notify the Minister that he is withdrawing his tender; the latter shall, in such a case, be considered null and void "*ab initio*".

(b) After the three month period referred to in paragraph (a) above has expired, and at any time before receiving a notice from the bidder pursuant to the second sub-paragraph of paragraph (a) above, the Minister or, in cases other than roads works his Deputy Minister or any official of the Department appointed for that purpose by the Minister, may invite this bidder to sign the contract, for which a draft is submitted, and to return same within the ten days following the date of mailing of such a request. Failure by the bidder concerned to comply with this request within the period of ten days provided for above would cause his tender to be considered null and void "*ab initio*".

22. BONDS

(a) In the case of contractors, the forms for Bid, Performance and Labour, Material and Services Payment Bonds entitled Forms C E 70-1-A, B, C, D, E and F, and attached to this Regulation, shall be the bond forms referred to in paragraphs 7 and 8, article 12, of this Regulation.

(b) In the case of sub-contractors, when a call for tenders is made for which bonds are required, the forms for Bid, Performance, Labour, Material and Services Payment Bonds shall be the French and English bond forms entitled Forms C E 70-1-G, H, I, J, K and L and attached to this Regulation.

(c) All articles and conditions, or all general or special specifications applicable to construction contracts for any department or government organization are amended so as to include the following conditions: "the contractor shall notify the Surety before accepting modifications or extensions to the contract when these would have the effect of either changing radically the nature of the works or of increasing the cost of the works by more than 15% of the original cost."

Aussi, le ministère ou l'organisme concerné envoie à la caution une copie de toute modification de contrat en même temps qu'il l'envoie à l'entrepreneur.

23. RETENUE SUR CONTRAT DE TRAVAUX DE VOIRIE
(C.T. 13526, janvier 1965)

Dans le devis spécial qui doit être remis aux soumissionnaires, il est stipulé qu'une retenue sera faite lors des paiements à l'entrepreneur. Cette retenue, basée sur la valeur des travaux exécutés, sera de dix pour cent sur les premiers cinquante mille, et de cinq pour cent sur le montant excédentaire. Cette retenue sera payée à l'entrepreneur un an après l'évaluation ainsi faite, pourvu qu'à ce moment aucune défectuosité, omission ou malfaçon n'apparaisse sur les ouvrages exécutés en vertu du contrat.

24. RÔLE SPÉCIAL DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
(C.T. 55, novembre 1961)

a) Tous les ministères devront confier au ministère des travaux publics *l'engagement des architectes et ingénieurs, la préparation des plans et devis pour travaux de construction, réparation et transformation de leurs édifices, ainsi que l'acquisition ou le remplacement des meubles et garnitures de leurs bureaux;*

b) Quant à la construction des édifices, tous les ministères devront se conformer à la procédure suivante:

1) Demande au ministère des travaux publics de plans et devis, basée sur les documents et renseignements qu'ils lui fourniront;

2) Les plans et devis ayant été mis au point et acceptés de part et d'autre, demande publique de soumissions par le ministère des travaux publics, qui accordera le contrat d'entreprise suivant les normes établies pour ses propres travaux;

3) Surveillance des travaux par le ministère des travaux publics exclusivement, sans intervention du ministère concerné auprès des architectes, ingénieurs et entrepreneurs;

4) Recommandations de paiement aux entrepreneurs, architectes et ingénieurs transmises périodiquement par le ministère des travaux publics au ministère concerné;

5) Les travaux terminés, avis dressé par le ministère des travaux publics au ministère concerné de prendre possession du nouvel édifice;

25. EMBELLISSEMENT DES ÉDIFICES PUBLICS

Dans l'exécution de tout projet de construction d'un édifice public au coût estimatif d'au-delà de \$250,000, le ministre chargé de l'exécution du projet peut affecter à l'embellissement intérieur ou extérieur de cet édifice, par des artistes de la province, une somme jusqu'à concurrence de 1½% du coût estimatif de la construction mais ne devant pas dépasser \$50,000.

Si le coût du projet d'embellissement excède 1½% du coût estimatif de la construction ou le montant de \$50,000, la dépense doit préalablement être approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

26. OBSERVATION DE LA « CÉDULE DES JUSTES SALAIRES »

a) Aucun contrat pour l'exécution de travaux de construction ou de voirie ne doit être accordé au nom du gouvernement du Québec ou de l'Office

Moreover, the department or government organization concerned shall send to the Surety at the same time as it does to the Contractor, a copy of any contract modification.

23. WITHHOLDINGS ON ROADS WORKS CONTRACTS
(T.B. 13526, January 1965)

In the special specifications to be given bidders, it is provided that a withholding shall be made at the time of payments to the Contractor. Such a withholding, based on the value of the work carried out, shall be of ten percent for the first fifty thousand, and of five percent for the exceeding amount, and shall be paid back to the Contractor one year after the evaluation has been made, provided that no defect, omission or bad workmanship appears at that time in the works carried out under the contract.

24. SPECIAL ROLE OF THE DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS
(T.B. 55, November 1961)

(a) All departments shall entrust, to the Department of Public Works, *the hiring of architects and engineers, the preparation of plans and specifications for construction works, repairs and alterations to their buildings, as well as the purchasing or replacement of furniture and furnishings for their offices;*

(b) In the case of building construction, all departments shall conform to the following procedure:

(1) Ask the Department of Public Works for plans and specifications based on the documents and information to be provided;

(2) Plans and specifications having been prepared to the satisfaction of both parties, a public calling of tenders shall be made by the Department of Public Works, which will award the contract for the project in accordance with the standards set for its own works;

(3) The Department of Public Works shall have the exclusive responsibility of supervision of the work, without any interference by the department concerned with the architects, engineers or contractors;

(4) Recommendations for payments to the contractors, architects and engineers shall be submitted periodically by the Department of Public Works to the department concerned;

(5) The works having been completed, notice shall be sent by the Department of Public Works to the department concerned to take possession of the new building.

25. PUBLIC BUILDING DECORATING

In the execution of any public building construction project at an estimated cost exceeding \$250,000, the Minister responsible for the execution of the project may allocate, towards the interior or exterior decorating of such a building by artists in the Province, an amount which may be equal to 1½% of the estimated cost of the construction but not exceeding \$50,000.

If the cost of the decorating project is to exceed 1½% of the estimated cost of the construction, or the amount of \$50,000, the expenditure shall be approved beforehand by the Lieutenant-Governor in Council.

26. OBSERVANCE OF THE "FAIR WAGES SCHEDULE"

(a) No contract for the execution of construction or roads works shall be awarded on behalf of the Government of Québec or the Québec

des autoroutes du Québec, sans qu'il y soit stipulé l'obligation pour l'entrepreneur de se conformer à la « cédule des justes salaires » du ministère du travail pour tout ce qui est prévu, tant pour les travaux exécutés par l'entrepreneur lui-même que par un sous-entrepreneur, un sous-traitant ou un fournisseur de matériaux.

b) Aucun contrat visé par le présent article ne doit être accordé à un entrepreneur qui est en défaut de se conformer à la « cédule des justes salaires » ou d'obliger effectivement ses sous-entrepreneurs, sous-traitants ou fournisseurs à s'y conformer même si l'obligation de s'y conformer n'a pas été stipulée dans le contrat accordé à cet entrepreneur.

c) Dans le présent article, « fournisseur de matériaux » désigne un fournisseur de mélange asphaltique, de pierre, de gravier, de sable ou d'autres matériaux de remblai ou de revêtement livrés sur le chantier de construction.

d) Le Conseil de la trésorerie ou le contrôleur de la trésorerie sont chargés de voir à l'observation du présent article.

27. NORMES DU TRAVAIL DANS L'EXÉCUTION DES CONTRATS ET SOUS-CONTRATS DE CONSTRUCTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(A.C. 800, avril 1929; A.C. 2396, octobre 1932; A.C. 706, mars 1944)

1) Définition

Dans le présent article et son application, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est ci-après donné:

a) « Commission »: La Commission du salaire minimum de la province de Québec;

b) « Construction » comprend: réparation et démolition;

c) « Décret »: décret relatif aux métiers de la construction pris en vertu de la Loi des décrets de convention collective;

d) « Ministre »: ministre du Travail de la province de Québec;

e) « Salaire » signifie: la rémunération en monnaie courante et les compensations ou avantages ayant une valeur pécuniaire apparaissant au tableau;

f) « Tableau »: tableau des normes du travail préparé en vertu du sous-article 3a) du présent article et comprenant les taux de salaires, le mode de rémunération, la durée du travail, les heures supplémentaires, les congés payés, les fêtes chômées pour les salariés affectés aux travaux de construction du gouvernement provincial.

2) Champ d'application

Le présent article s'applique à tout entrepreneur ou sous-entrepreneur exécutant pour le compte d'un ou de plusieurs ministères du Gouvernement, ou pour le compte de toute Commission ou Corporation qui relève directement de l'un desdits ministères, des travaux de construction ou de génie de tous genres comprenant entre autres les travaux de construction de ponts, barrages, tunnels, viaducs ainsi que les travaux de voirie et de drainage.

3) Tableau des normes du travail

a) Le tableau des normes du travail est établi de temps à autre par le ministre en tenant compte des différents décrets relatifs aux métiers de la construction en vigueur dans les diverses régions de la province.

b) Le ministre peut prescrire que les normes du travail établies par les décrets sont réputées faire partie du tableau.

Autoroutes Authority without it stipulating that the contractor has to comply with the Department of Labour "fair wages schedule" in all provisions contained therein respecting the work performed either by the contractor himself or by a subcontractor or a supplier of materials.

(b) No contract referred to in this article shall be awarded to a contractor who has failed to comply with the "fair wages schedule" or to require, in actual fact, his subcontractors or suppliers to comply with same even though the obligation to do so may not be stipulated in the contract awarded to such a contractor.

(c) In this article, "supplier of materials" means a supplier of asphalt mix, stone, gravel, sand or other backfill or pavement materials delivered on the construction site.

(d) The Treasury Board or the Controller of Treasury shall be responsible for seeing that this article is observed.

27. LABOUR STANDARDS TO BE OBSERVED WHEN CARRYING OUT QUÉBEC GOVERNMENT CONSTRUCTION CONTRACTS AND SUBCONTRACTS

(O.C. 800, April 1929; O.C. 2396, October 1932; O.C. 706, March 1944)

(1) Definitions

In this regulation and its application, unless the context requires otherwise, the following words have the meaning hereinafter given them:

(a) "Commission" means the Québec Minimum Wage Commission;

(b) "Construction" means and includes repairs and demolition;

(c) "Decree" means any decree respecting construction trades, under the Collective Agreement Decrees Act;

(d) "Minister" means the Québec Minister of Labour;

(e) "Wages" means the remuneration in currency and the compensation or benefits listed in the schedule that have a pecuniary value;

(f) "Schedule" means the Labour standards schedule, prepared under sub-article 3(a) of the present article and listing: wage rates, payment method, hours of work, overtime, vacation with pay and general holidays for employees working on Québec Government construction projects.

(2) Coverage

The present regulation covers every contractor or subcontractor who carries out, on behalf of one or more government departments, or on behalf of any commission or corporation directly authorized by any such department, all types of construction or engineering projects that may include the construction of bridges, dams, tunnels, viaducts, as well as road work and drainage operations.

(3) Labour Standards Schedule

(a) The labour standards schedule is established from time to time by the Minister while taking into account the various decrees respecting the construction trades in force in the various regions of the Province;

(b) The Minister may ordain that the labour standards laid down in the decrees be considered as part of the schedule;

c) Dans les régions ou dans les secteurs de l'industrie où il n'y a pas de décret ou si certains métiers ne sont pas prévus dans un décret, le ministre établit, après enquête, les normes du travail en tenant compte des régions économiques.

d) Le tableau peut prévoir une rémunération à la tonne-mille, à la verge-cube-mille ou à l'heure pour le camionneur artisan propriétaire d'un seul véhicule qu'il conduit lui-même.

Le chauffeur d'un camion appartenant à un autre est rémunéré selon le tarif prévu pour le « chauffeur du camion ».

4) *L'entrepreneur*

a) Tout entrepreneur qui contracte avec un sous-entrepreneur directement ou par intermédiaire, est solidairement responsable avec ce sous-entrepreneur du paiement du salaire fixé;

b) Il est interdit de stipuler un salaire inférieur à celui du tableau. Nonobstant toute telle stipulation, l'employé a droit de recevoir le salaire et les autres avantages prévues au tableau;

c) L'entrepreneur doit tenir des registres contenant les nom, métier et adresse de ses employés, le taux de salaire payé, la durée quotidienne et hebdomadaire du travail;

d) L'entrepreneur ou le sous-entrepreneur remettra au camionneur le double d'une fiche indiquant le poids, du camion, le chargement en tonnes ou en verges-cubes, le nombre d'heures pour chaque jour de travail. Pour le camionneur artisan il indiquera de plus, au moins chaque quinzaine, le prix unitaire et le montant total payé.

e) Avant la fin des travaux, l'entrepreneur doit fournir à la Commission du salaire minimum un état appuyé par une *déclaration statutaire* attestant que les normes du travail prévues au tableau ont été observées;

f) L'entrepreneur devra afficher le tableau dans un endroit en vue et fréquenté par les salariés.

5) *Commission du salaire minimum*

a) La Commission du salaire minimum est chargée d'assurer l'observance des normes du travail.

Ses agents-vérificateurs peuvent, de droit et en tout temps, inspecter les travaux, examiner le registre obligatoire et la liste de paye de tout entrepreneur, en prendre des copies ou extraits, vérifier auprès de tout entrepreneur et de tout employé le taux de salaire, la durée de travail et l'observance de toutes autres dispositions, requérir même sous serment et par écrit de tout entrepreneur et de tout employé, et même au lieu du travail, les renseignements jugés nécessaires, et exiger la signature de l'intéressé.

b) Dans le cas des travaux de voirie et de drainage, la Commission du salaire minimum peut accorder un permis autorisant la prolongation de la semaine de travail jusqu'à 60 heures.

c) Le secrétaire de tout comité paritaire qui administre un décret s'appliquant à des travaux de construction du Gouvernement doit sans délai, à la fin des travaux, faire parvenir à la Commission une déclaration attestant que l'entrepreneur ou le sous-entrepreneur s'est conformé aux exigences du décret. À défaut, la Commission pourra faire auprès du comité paritaire de l'employeur et de ses salariés, toute vérification nécessaire.

6) *L'adjudicateur de contrats*

a) Aucun ministère ou aucune commission ou corporation n'effectuera de paiement final ou ne remboursera la garantie déposée tant que la

(c) When certain regions or industrial sectors are not covered by decree, or when specific trades are not stipulated in a decree, the Minister may establish labour standards, after inquiry, while taking into account economic regions;

(d) The schedule may stipulate hourly, ton-mile and cubic-yard-mile rates for any artisan-trucker who owns and drives a single vehicle.

The driver of a truck belonging to someone else shall be paid the rate set forth for truck drivers.

(4) *Contractors*

(a) Every contractor who enters into a contract with a subcontractor, either directly or through someone, is jointly responsible for paying the set wages.

(b) Stipulating wages lower than those of the schedule is forbidden. Notwithstanding such stipulation, the employee is entitled to the wage rate and other benefits set forth in the schedule.

(c) The contractor shall keep a record of: the name, trade and address of his employees; the wage rate paid; the weekly and daily hours of work.

(d) The contractor or subcontractor shall remit to the trucker a copy of the slip indicating: the weight of the truck, the weight of the load (in tons or in cubic yards) and the number of hours of each working day. The unit price and the total amount paid shall also be indicated on artisan-truckers' slips, at least every two weeks.

(e) Before work ends, the contractor shall provide the Minimum Wage Commission with a statement supported by a statutory declaration certifying that the labour standards set forth in the schedule were complied with.

(f) The contractor shall post the schedule in a conspicuous place where employees may see it.

(5) *Minimum Wage Commission*

(a) The Minimum Wage Commission is responsible for having such labour standards observed.

At any time, its inspectors are authorized to inspect the work project; examine any contractor's compulsory records and payroll and obtain copies thereof or extracts therefrom; check with any employer and any employee as to the wage rate, hours of work and the observance of all other provisions; call upon any contractor or employee, even on the work premises, to supply all necessary information even under oath and in writing; demand the signature of the person involved.

(b) In the case of road work and drainage operations, the Minimum Wage Commission may grant a permit for extending the work week up to 60 hours.

(c) Once work is completed, the secretary of any parity committee that administers a decree covering government construction projects shall immediately forward a statement to the Commission certifying that the contractor or subcontractor has complied with the provisions of the decree. Failing this, the Commission may obtain the required information from the parity committee, the employer and his employees.

(6) *Awarder of Contracts*

(a) No department, commission or corporation shall make the final payment or re-imburse the deposited guarantee until the Minimum Wage

Commission du salaire minimum n'aura pas fourni un certificat attestant que les normes du travail ont été observées.

b) L'entrepreneur doit se conformer à tout avis ou décision de la Commission touchant les normes du travail. S'il néglige de ce faire ou de payer à un employé le salaire inscrit au tableau, les ministères, les commissions ou corporations relevant de l'un ou de l'autre des ministères doivent, sur la recommandation de la Commission, payer le salaire ainsi fixé, en déduire le montant sur le solde dû à l'entrepreneur, et tout tel paiement est réputé fait à l'entrepreneur.

e) Est nulle de plein droit, toute convention ou transaction contraire au présent article.

d) Les normes du travail en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1967 (Cédule des justes salaires) continuent de valoir comme si elles avaient été adoptées en vertu du présent article.

e) Le présent article et un exemplaire du tableau doivent être annexés à tout contrat et sous-contrat et en font partie intégrante.

Article 28 a) À moins de prescription expresse au contraire, le présent règlement s'applique aux travaux dont le gouvernement du Québec entreprend l'exécution et que l'on désigne comme « travaux publics », cette expression incluant les travaux de voirie, sauf lorsque ces derniers sont exclus expressément.

b) Il s'applique sans exception aux commissions, régies, offices, comités, ou tout autre organisme gouvernemental institué en vertu d'une loi de la province et dont les membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

c) Toutefois, lorsqu'il s'agit de travaux qui doivent être exécutés en vertu d'une entente fédérale-provinciale, ou d'une entente pour l'exécution de travaux conjoints avec des compagnies de chemins de fer ou des organismes d'utilité publique, les clauses de l'entente concernée qui ne sont pas conciliables avec les dispositions du présent règlement, prévaudront sur ces dernières;

Article 29. Le présent règlement entre en vigueur à compter de son adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Commission has issued a certificate to the effect that the labour standards have been observed.

(b) The contractor shall comply with any notice or decision from the Commission with regards to the labour standards. Should he fail to do so, or should he fail to pay an employee the wages listed in the schedule, the departments, commissions or corporations under the authority of any of the said departments shall, upon the Commission's recommendation, pay the stipulated wages and deduct the amount from the balance owing to the contractor. Any such payment shall be considered as having been made to the contractor;

(c) Any agreement or transaction contrary to this Regulation is null and void;

(d) The labour standards in force since September 1, 1967 (Fair Wages Schedule) remain in force just as though they had been adopted in pursuance of this Regulation;

(e) This Regulation and a copy of the schedule shall be appended to every contract and sub-contract and shall form an integral part thereof.

Article 28 (a) Unless there is an explicit prescription to the contrary, this Regulation shall apply to works undertaken by the Government of Québec and designated as "public works", this expression including roads works, except when these are explicitly excluded;

(b) It shall apply without exception to commissions, boards, offices, committees, or any other government body instituted under provincial legislation and whose members are appointed by the Lieutenant-Governor in Council;

(c) However, when the work involved is to be executed under a federal-provincial agreement or an agreement pertaining to works which are to be carried out jointly with railroad companies or public utility bodies, the clauses of the agreement concerned which are not reconcilable with the provisions of this Regulation shall prevail over the latter.

Article 29 This Regulation shall come into effect on the date of its adoption by the Lieutenant-Governor in Council.

Formule C E 70-1-A

PROVINCE DE QUÉBEC

Cautionnement de soumission

1. La dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à
 ici représentée par M. dûment autorisé, ci-après appelée la CAUTION,
 après avoir pris connaissance de la soumission devant être présentée le jour de
 19. au ministre de
 de la province de Québec, ci-après appelé le MINISTRE,
 par dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à
 ici représenté par M. dûment autorisé, ci-après appelé l'ENTREPRENEUR,
 pour

(description de l'ouvrage et endroit)

se porte caution dudit entrepreneur, envers le ministre, aux conditions suivantes:

La Caution, au cas de défaut du soumissionnaire de signer un contrat conforme à sa soumission ou de son défaut de fournir les garanties requises dans les quinze (15) jours de la date d'acceptation s'oblige à payer au ministre une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquentement acceptée par le ministre, sa responsabilité étant limitée à dollars (\$)

2. L'entrepreneur dont la soumission a été acceptée, devra être avisé de l'acceptation de sa soumission dans les soixante (60) jours qui suivent la date limite de l'entrée des soumissions, autrement la présente obligation est nulle et de nul effet.

3. Toute procédure judiciaire basée sur le présent cautionnement doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes et peut être intentée dans le district judiciaire de Québec.
4. La Caution renonce au bénéfice de discussion.
5. L'Entrepreneur intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, la Caution et l'Entrepreneur, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé les présentes à le jour de 19

.....
Témoïn

LA CAUTION

Signature

Nom du signataire
en lettres moulées
Titre

.....
Témoïn

L'ENTREPRENEUR

Signature

Nom du signataire
en lettres moulées
Titre

22-1-69

Contrôleur des Assurances
Province de Québec

Formule C E 70-1-B

PROVINCE DE QUÉBEC

Cautionnement d'exécution

1. La dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à ici représentée par M. dûment autorisé, ci-après appelée la CAUTION, après avoir pris connaissance de la soumission dûment acceptée par le ministre, le , pour

(description de l'ouvrage et endroit)

en vue d'un contrat entre Sa Majesté du chef de la province de Québec y représentée par le ministre de ou son représentant dûment autorisé, ci-après appelé le MINISTRE, et

(nom de l'entrepreneur)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à ici représenté par M. dûment autorisé, ci-après appelé l'ENTREPRENEUR, s'oblige conjointement et solidairement avec l'Entrepreneur envers le Ministre, à exécuter l'ouvrage ci-haut décrit conformément au contrat, la Caution ne pouvant en aucun cas être appelée à payer plus que dollars (\$.....).

2. La Caution consent à ce que le Ministre et l'Entrepreneur puissent en tout temps faire des modifications au contrat, la Caution renonçant à tout avis de telles modifications et elle consent également à ce que le Ministre accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.
3. Au cas d'inexécution du contrat par l'Entrepreneur, y compris les travaux relevant des garanties, la Caution entreprendra et poursuivra les travaux requis dans les quinze (15) jours de l'avis à cet effet qui lui sera donné par le ministre, ou son représentant, à défaut de quoi le Ministre pourra faire compléter ces travaux et la Caution devra lui payer tout excédent du prix arrêté avec l'Entrepreneur pour l'exécution du contrat.
4. Toute poursuite en exécution du présent cautionnement peut être intentée dans le district de Québec. Telle poursuite devra être intentée avant l'expiration de l'année qui suit la date de l'estimation finale des travaux faits en exécution du contrat ou la date de la fin des travaux relevant des garanties.
5. L'entrepreneur intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.
EN FOI DE QUOI, la Caution et l'Entrepreneur, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé les présentes à le jour de 19

.....
Témoïn

LA CAUTION

Signature

Nom du signataire
en lettres moulées
Titre

Témoïn	L'ENTREPRENEUR Signature
	Nom du signataire en lettres moulées
	Titre

22-1-69

Contrôleur des Assurances
Province de Québec

Formule C E 70-1-C

PROVINCE DE QUÉBEC

Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services

1. La
dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à
ici représentée par M. dument autorisé, ci-après appelée la CAUTION,
après avoir pris connaissance de la soumission dûment acceptée par le ministre, le
pour
.....
(description de l'ouvrage et endroit)
en vue d'un contrat entre Sa Majesté du chef de la province de Québec y représentée par le ministre
de
ou son représentant dûment autorisé, ci-après appelé le MINISTRE,
et
(nom de l'entrepreneur)
dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à
ici représenté par M. dûment autorisé, ci-après appelé l'ENTREPRENEUR,
s'engage envers le Ministre, conjointement et solidairement avec l'Entrepreneur, à payer directement
les créanciers définis ci-après, la Caution ne pouvant être appelée à payer plus qu'un montant total
de dollars (\$)
2. Par créancier, on entend:
 - a) tout sous-traitant de l'entrepreneur;
 - b) toute personne, société ou corporation, qui aura vendu ou loué à l'entrepreneur ou à ses sous-traitants des services, des matériaux ou du matériel destinés exclusivement à l'ouvrage. Le prix de location de matériel sera déterminé uniquement selon les normes courantes de l'industrie de la construction;
 - c) tout fournisseur de matériaux spécialement préparés pour cet ouvrage;
 - d) la Commission des Accidents du Travail, en ce qui concerne ses cotisations.
3. La Caution consent à ce que le Ministre et l'Entrepreneur puissent en tout temps faire des modifications au contrat, la Caution renonçant à tout avis de telles modifications et elle consent également à ce que le Ministre accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.
4. a) Sous réserve du paragraphe c ci-dessous, aucun créancier n'a de recours direct contre la Caution que s'il lui a adressé, ainsi qu'à l'Entrepreneur, une demande de paiement dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle il a terminé ses travaux ou fourni les derniers services, matériaux ou matériel.
b) Tout créancier qui n'a pas un contrat directement avec l'Entrepreneur n'a de recours direct contre la Caution que s'il a donné avis par écrit, de son contrat à l'Entrepreneur, dans un délai de soixante (60) jours du commencement de la location ou de la livraison des services, des matériaux ou du matériel, tel avis devant indiquer l'ouvrage concerné, la nature du contrat, le nom du sous-traitant, et le ministère concerné.
c) Aucun sous-traitant n'a de recours direct contre la Caution pour les retenues qui lui sont imposées par l'Entrepreneur, que s'il a adressé une demande de paiement à la Caution et à l'Entrepreneur, dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle lesdites retenues étaient exigibles.
5. Tout créancier peut poursuivre la Caution après l'expiration des trente (30) jours qui suivent l'avis prévu à l'article 4, ci-dessus, pourvu que:
 - a) la poursuite ne soit pas intentée avant les quatre-vingt-dix (90) jours de la date à laquelle les travaux ont été exécutés ou de la date à laquelle les derniers services, matériaux ou matériel ont été fournis;
 - b) la poursuite soit signifiée avant l'expiration d'un an à compter de la date à laquelle l'Entrepreneur a cessé ses travaux en exécution dudit contrat, y compris les travaux exécutés en vertu des garanties applicables au contrat.
6. Tout paiement effectué de bonne foi en vertu des présentes aura pour effet de réduire d'autant le montant du présent Cautionnement.
7. L'Entrepreneur intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, la Caution et l'Entrepreneur, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé les présentes à..... le..... jour de..... 19....

.....
Témoïn

LA CAUTION
Signature.....
Nom du signataire
en lettres moulées.....
Titre.....

.....
Témoïn

L'ENTREPRENEUR
Signature.....
Nom du signataire
en lettres moulées.....
Titre.....

22-1-69
Contrôleur des Assurances
Province de Québec

Formule C E 70-1-G

PROVINCE DE QUÉBEC

Cautionnement de soumission d'un Sous-Traitant

1. La dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à ici représentée par M. dûment autorisé, ci-après appelée la CAUTION; après avoir pris connaissance de la soumission devant être présentée le jour de 19.... au ministre de de la province de Québec, ci-après appelé le MINISTRE, par, dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à ici représenté par M. dûment autorisé, ci-après appelé le SOUS-TRAITANT, pour

(description de l'ouvrage et endroit)

se porte caution dudit sous-traitant, envers le ministre ou envers l'entrepreneur général qui sera chargé par le ministre de l'exécution des travaux de l'oeuvre principale, selon leurs intérêts, aux conditions suivantes:

2. La Caution, au cas de défaut du soumissionnaire de signer un contrat conforme à sa soumission ou de son défaut de fournir les garanties requises dans les quinze (15) jours de la date d'acceptation s'oblige à payer au ministre ou à l'entrepreneur général, selon le cas, une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui du contrat subséquent octroyé, sa responsabilité étant limitée à dollars (\$.....)

Le sous-traitant dont la soumission a été acceptée, devra être avisé de l'acceptation de sa soumission dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la date limite de l'entrée des soumissions, autrement la présente obligation est nulle et de nul effet.

3. Toute procédure judiciaire basée sur le présent cautionnement doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes et peut être intentée dans le district judiciaire de Québec.

4. La Caution renonce au bénéfice de discussion.

5. Le sous-traitant intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, la Caution et le sous-traitant, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé les présentes à..... le..... jour de..... 19....

.....
Témoïn

LA CAUTION
Signature.....
Nom du signataire
en lettres moulées.....
Titre.....

.....
Témoïn

LE SOUS-TRAITANT
Signature.....
Nom du signataire
en lettres moulées.....
Titre.....

19-3-70
Re: Sous-Traitant
Contrôleur des Assurances
Province de Québec

PROVINCE DE QUÉBEC

Cautionnement d'exécution pour un Sous-Traitant

1. La
 dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à
 ici représentée par M. dûment autorisé, ci-après appelée la CAUTION,
 après avoir pris connaissance de la soumission dûment acceptée le
 pour

 (description de l'ouvrage et endroit)
 en vue d'un contrat entre
 l'entrepreneur général chargé de l'exécution des travaux de l'oeuvre principale, ci-après appelé
 l'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL,
 et dont le

 (nom du Sous-traitant)
 bureau principal dans la province de Québec est situé à
 ici représenté par M. dûment autorisé, ci-après appelé le SOUS-TRAITANT,
 s'oblige conjointement et solidairement avec le sous-traitant envers l'entrepreneur général, à exécuter
 l'ouvrage ci-haut décrit conformément au contrat, la Caution ne pouvant en aucun cas être appelée
 à payer plus que dollars (\$.....)
2. La Caution consent à ce que l'entrepreneur général et le sous-traitant puissent en tout temps
 faire des modifications au contrat, la Caution renonçant à tout avis de telles modifications et elle
 consent également à ce que l'entrepreneur général accorde tout délai nécessaire au parachèvement
 des travaux.
3. Au cas d'inexécution du contrat par le sous-traitant y compris les travaux relevant des garanties,
 la Caution entreprendra et poursuivra les travaux requis dans les quinze (15) jours de l'avis à cet
 effet qui lui sera donné par l'entrepreneur général ou son représentant, à défaut de quoi l'entrepreneur
 général pourra faire compléter ces travaux et la Caution devra lui payer tout excédent du prix
 arrêté avec le Sous-traitant pour l'exécution du contrat.
4. Toute poursuite en exécution du présent cautionnement peut être intentée dans le district de
 Québec. Toute poursuite devra être intentée avant l'expiration de l'année qui suit la date de l'esti-
 mation finale des travaux faits en exécution du contrat ou la date de la fin des travaux relevant des
 garanties.
5. Le sous-traitant intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la
 présente obligation est nulle et de nul effet.
 EN FOI DE QUOI, la Caution et le sous-traitant, par leurs représentants dûment autorisés,
 ont signé les présentes à le jour de 19.....

.....
 Témoin

LA CAUTION
 Signature
 Nom du signataire
 en lettres moulées
 Titre

.....
 Témoin

LE SOUS-TRAITANT
 Signature
 Nom du signataire
 en lettres moulées
 Titre

Re: Sous-Traitant
 19-3-70
 Contrôleur des Assurances
 Province de Québec

PROVINCE DE QUÉBEC

Cautionnement des obligations d'un Sous-Traitant pour gages, matériaux et services

1. La
 dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à
 ici représentée par M. dûment autorisé, ci-après appelée LA CAUTION,
 après avoir pris connaissance de la soumission, dûment accepté, le
 pour

 (description de l'ouvrage du sous-traitant et endroit)
 en vue d'un contrat, entre,
 l'entrepreneur général chargé de l'exécution des travaux de l'oeuvre principale, ci-après appelé
 l'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL
 et

 (nom du sous-traitant)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à.....
 ici représenté par M..... dûment autorisé, ci-après appelé le SOUS-TRAITANT,
 s'engage envers l'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL, conjointement et solidairement avec le SOUS-TRAITANT,
 a) à payer directement les créanciers définis ci-après,
 et
 b) à rembourser l'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL ou sa caution de tout montant déboursé en vertu d'un
 cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services émis pour le compte dudit
 ENTREPRENEUR GÉNÉRAL, relativement à toute réclamation qui serait aussi payable en vertu
 du présent cautionnement,

la CAUTION ne pouvant être appelée à payer plus qu'un montant total de.....
 (S.....)

2. En ce qui concerne les réclamations en vertu de l'article 1 a) ci-dessus,

A. par l'expression « créanciers », on entend:

- a) tout sous-traitant du SOUS-TRAITANT;
- b) toute personne, société ou corporation, qui aura vendu ou loué au SOUS-TRAITANT des services, des matériaux ou du matériel destinés exclusivement à l'ouvrage. Le prix de location de matériel sera déterminé uniquement selon les normes courantes de l'industrie de la construction;
- c) tout fournisseur de matériaux spécialement préparés pour ledit contrat;
- d) la Commission des Accidents du Travail, en ce qui concerne ses cotisations découlant dudit contrat.

B. Sous réserve du paragraphe D. ci-dessous, aucun créancier n'a de recours direct contre la CAUTION que s'il lui a adressé, ainsi qu'au SOUS-TRAITANT, une demande de paiement dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle il a terminé ses travaux ou fourni les derniers services, matériaux ou matériel.

C. Tout créancier qui n'a pas un contrat directement avec le SOUS-TRAITANT n'a de recours direct contre la CAUTION que s'il a donné avis par écrit de son contrat au SOUS-TRAITANT, dans un délai de soixante (60) jours du commencement de la fourniture de services ou du matériel ou de la livraison des matériaux, tel avis devant indiquer l'ouvrage concerné, la nature du contrat, le nom du débiteur et le nom du SOUS-TRAITANT.

D. Aucun sous-traitant du SOUS-TRAITANT n'a de recours direct contre la CAUTION pour les retenues qui lui sont imposées par ce dernier, que s'il a adressé une demande de paiement à la CAUTION et au SOUS-TRAITANT, dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle lesdites retenues étaient exigibles.

19-3-70

3. Tout créancier peut poursuivre la CAUTION dans un district judiciaire du Québec après l'expiration des trente (30) jours qui suivent la demande de paiement prévue à l'article 2.D., ci-dessus, pourvu que:

- a) la poursuite ne soit pas intentée avant les quatre-vingt-dix (90) jours de la date à laquelle les travaux ont été exécutés ou de la date à laquelle les derniers services, matériaux ou matériel ont été fournis;
- b) la poursuite soit signifiée avant l'expiration d'un an à compter de la date à laquelle le SOUS-TRAITANT a cessé ses travaux en exécution dudit contrat, y compris les travaux exécutés en vertu des garanties applicables au contrat.

4. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL ou sa caution n'aura de recours contre la CAUTION en vertu de ce cautionnement, à l'égard des réclamations visées par l'article 1.b ci-dessus, que:

- a) si un avis de la réclamation a été donné à la CAUTION et au SOUS-TRAITANT dans les trente (30) jours de la réception d'un avis de réclamation en vertu d'un cautionnement pour gages, matériaux et services émis pour le compte dudit ENTREPRENEUR GÉNÉRAL;
- b) si une demande de paiement est faite à la CAUTION et au SOUS-TRAITANT par courrier recommandé dans les soixante (60) jours de la date du déboursé en vertu d'un cautionnement pour gages, matériaux et services émis pour le compte dudit ENTREPRENEUR GÉNÉRAL.

5. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL ou sa caution peut poursuivre la CAUTION après l'expiration des trente (30) jours qui suivent la demande prévue à l'article 4.b ci-dessus, pourvu que la poursuite soit signifiée avant l'expiration d'un an à compter de la date de cette demande.

6. Tout paiement effectué de bonne foi en vertu des présentes aura pour effet de réduire d'autant le montant du présent Cautionnement.

7. La CAUTION consent à ce que l'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL et le SOUS-TRAITANT puissent en tout temps faire des modifications au contrat, la CAUTION renonçant à tout avis de telles modifications et elle consent également à ce que l'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.

8. Le SOUS-TRAITANT intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, la CAUTION et le SOUS-TRAITANT, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé les présentes à..... le..... jour de..... 19....

.....
 Témoin

LA CAUTION
 Signature

Nom du signataire
 en lettres moulées.....
 Titre

.....
Témoins

LE SOUS-TRAITANT
Signature

Nom du signataire
en lettres moulées

Titre

re: SOUS-TRAITANT
Contrôleur des Assurances
Province de Québec
19-3-70
37602-o

Formule C E 70-1-D

PROVINCE OF QUÉBEC

Bid bond

1.
having its principal office in the Province of Québec at,
herein represented by, duly authorized, hereinafter called the SURETY,
after having taken cognizance of the tender to be submitted on the day of,
19.... to the Minister of,
of the Province of Québec, hereinafter called the MINISTER,
by, whose principal office in the Province of Québec is at,
herein represented by, duly authorized, hereinafter called the CONTRAC-
TOR,
for

.....
(description of work and place)

will act as surety to the Minister for the said Contractor, on the following conditions:

Should the bidder fail to sign a contract in accordance with his tender or should he fail to provide the required guarantees within fifteen (15) days from the date of acceptance, the Surety binds itself to pay the Minister a sum of money equal to the difference between the amount of the tender which had been accepted and that of the tender subsequently accepted by the Minister, the liability of the Surety being limited to.....dollars (\$.....)

- 2. The Contractor whose tender has been accepted must be notified of its acceptance within sixty (60) days following the last day for receipt of tenders, otherwise this obligation shall be null and void.
- 3. Any legal proceedings based on this bond must be instituted within twelve (12) months from the date of these presents and may be instituted in the judicial district of Québec.
- 4. The Surety waives the benefit of discussion.
- 5. The Contractor intervenes in these presents to consent thereto, and should he fail to do so this obligation shall be null and void.

IN WITNESS WHEREOF, the Surety and the Contractor, by their duly authorized representatives, have signed these presents at, this day of, 19....

.....
Witness

THE SURETY
Signature

Name of signatory
in block letters

Title

.....
Witness

THE CONTRACTOR
Signature

Name of signatory
in block letters

Title

22-1-69
Controller of Insurance
Province of Québec

Formule C E 70-1-E

PROVINCE OF QUÉBEC

Performance Bond

1.
having its principal office in the Province of Québec at,
herein represented by,
duly authorized, hereinafter called the SURETY,
after having taken cognizance of the tender duly accepted by the Minister on,
for

.....
(description of work and place)

with a view to a contract between Her Majesty in right of the Province of Québec, therein represented by the Minister of.....
or his duly authorized representative, hereinafter called the MINISTER,
and.....
(name of contractor)

whose principal office in the Province of Québec is at.....
herein represented by.....
duly authorized, hereinafter called the CONTRACTOR,
binds itself jointly and severally with the Contractor, to the Minister, to perform the work described above in accordance with the contract, provided that the Surety shall not in any case be required to pay more thandollars (\$.....)

2. The Surety agrees that the Minister and the Contractor may make modifications to the contract at any time, waives notification of such modifications and also consents to the Minister's granting any delay necessary for completion of the work.

3. In the case of failure by the Contractor to execute the contract, including work covered by the guarantees, the Surety shall undertake and continue the required works within fifteen (15) days after being notified to that effect by the Minister, or his representative, failing which the Minister may have such works completed and the Surety shall pay him any excess over the price agreed upon with the Contractor for the execution of the contract.

4. Any legal proceedings for the enforcement of this bond may be brought in the district of Québec; Such proceedings must be instituted before the expiry of one year following the date of the final estimate of the work done in execution of the contract or the date of completion of works covered by the guarantees.

5. The Contractor intervenes in these presents to consent thereto, and should he fail to do so this obligation shall be null and void.

IN WITNESS WHEREOF, the Surety and the Contractor by their duly authorized representatives, have signed these presents at.....
this.....day of.....19.....

THE SURETY
Signature.....

Name of signatory
in block letters.....
Title.....

THE CONTRACTOR
Signature.....

Name of signatory
in block letters.....
Title.....

Witness

Witness

22-1-69
Controller of Insurance
Province of Québec

Formule C E 70-1-F

PROVINCE OF QUÉBEC
Labour, material and services payment bond

1.
having its principal office in the Province of Québec at.....
herein represented by....., duly authorized, hereinafter called the SURETY,
after having taken cognizance of the tender duly accepted by the Minister on.....
for.....
(description of work and place)

with a view to a contract between Her Majesty in right of the Province of Québec, therein represented by the Minister of.....
or his duly authorized representative, hereinafter called the MINISTER,
and.....
(name of contractor)

having its principal office in the Province of Québec at.....
herein represented by....., duly authorized, hereinafter called the CONTRACTOR,
binds itself jointly and severally with the Contractor, to the Minister, to pay directly the creditors hereinafter defined, provided that the surety shall not, in the aggregate, be required to pay, more than.....dollars (\$.....)

2. "Creditor" means:
(a) any sub-contractor of the Contractor;
(b) any person, partnership or corporation having sold or leased to the Contractor or to his sub-contractors services, material or equipment intended exclusively for the work; equipment rental prices will be determined solely in accordance with current construction industry standards;

- (c) any supplier of materials specially prepared for this project;
 - (d) the Workmen's Compensation Commission, with respect to its assessments.
3. The Surety agrees that the Minister and the Contractor may make modifications to the contract at any time, waives notification of such modifications and also consents to the Minister's granting any delay necessary for completion of the work.
 4. (a) Subject to paragraph c, hereunder, no creditor shall have direct recourse against the Surety unless he has sent a demand for payment to the Surety and to the Contractor within one hundred and twenty (120) days from the date on which he completed his work or supplied the last services, material or equipment.
 (b) A creditor who does not have a direct contract with the Contractor shall have no recourse against the Surety unless he has given notice in writing of his contract to the Contractor within sixty (60) days from the commencement of the leasing or delivery of the services, material or equipment, which notice must indicate the public works concerned, the nature of the contract, the name of the sub-contractor and the Department concerned.
 (c) No sub-contractor shall have direct recourse against the Surety for amounts which the Contractor has withheld from him under the terms of his contract unless he has sent a demand for payment to the Surety and to the Contractor within one hundred and twenty (120) days from the date on which the sub-contractor should have been paid in full.
 5. Any creditor may bring suit against the Surety after thirty (30) days have elapsed since the notice stipulated in article 4 above was given, provided that:
 - (a) the action is not instituted earlier than ninety (90) days after the date on which the work was performed or that on which the last services, material or equipment was or were supplied
 - (b) the action be served before one year has elapsed from the date on which the Contractor ceased work in performance of the said contract, including work performed pursuant to the guarantees applicable to the contract.
 6. Any payment made in good faith by virtue of these presents will effect a corresponding reduction in the amount of this bond.
 7. The Contractor intervenes in these presents to consent thereto, and should he fail to do so this obligation shall be null and void.

IN WITNESS WHEREOF, the Surety and the Contractor by their duly authorized representatives, have signed these presents at this day of 19....

..... Witness	THE SURETY Signature Name of signatory in block letters Title
..... Witness	THE CONTRACTOR Signature Name of signatory in block letters Title

22-1-69
 Controller of Insurance
 Province of Québec

Formule C E 70-1-J

PROVINCE OF QUÉBEC
Bid bond for a Sub-Contractor

1.
 having its principal office in the Province of Québec at
 herein represented by, duly authorized, hereinafter called the SURETY,
 after having taken cognizance of the tender to be submitted on the day of
 19....
 to the Minister of
 of the Province of Québec, hereinafter called the MINISTER, by
 whose principal office in the Province of Québec is at
 herein represented by duly authorized, hereinafter called the SUB-CONTRACTOR,
 for

(description of work and place)

will act as surety for the said Sub-Contractor, to the Minister, or to the general contractor who will be required by the Minister to execute the principal work, as their interest may appear, on the following conditions:

Should the bidder fail to sign a contract in accordance with his tender or should he fail to provide the required guarantees within fifteen (15) days from the date of acceptance, the Surety binds itself to pay the Minister or the general contractor, as the case may be, a sum of money

equal to the difference between the amount of the tender which had been accepted and that of the contract subsequently awarded, the liability of the Surety being limited to..... dollars (\$.....)

- 2. The Sub-Contractor whose tender has been accepted must be notified of its acceptance within ninety (90) days following the last day for receipt of tenders, otherwise this obligation shall be null and void.
3. Any legal proceedings based on this bond must be instituted within twelve (12) months from the date of these presents and may be instituted in the judicial district of Québec.
4. The Surety waives the benefit of discussion.
5. The Sub-Contractor intervenes in these presents to consent thereto, and should he fail to do so this obligation shall be null and void.

IN WITNESS WHEREOF, the Surety and the Sub-Contractor, by their duly authorized representatives, have signed these presents at....., this..... day of 19.....

.....
Witness

THE SURETY
Signature.....

Name of signatory
in block letters.....
Title.....

.....
Witness

THE SUB-CONTRACTOR
Signature.....

Name of signatory
in block letters.....
Title.....

19-3-70
re: Sub-Contractor
Controller of Insurance
Province of Québec

Formule CE 70-1-K

PROVINCE OF QUÉBEC

Performance bond for a Sub-Contractor

1.
having its principal office in the Province of Québec at.....,
herein represented by....., duly authorized, hereinafter called the SURETY,
after having taken cognizance of the tender duly accepted on.....
for.....
(description of work and place)

with a view to a contract between.....
the general contractor who has been chosen to execute the principal work, hereinafter called the
GENERAL CONTRACTOR,
and.....
(name of Sub-Contractor)

whose principal office in the Province of Québec is at.....,
herein represented by....., duly authorized, hereinafter called the SUB-
CONTRACTOR,
binds itself jointly and severally with the Sub-Contractor, to the General Contractor, to perform the
work described above in accordance with the contract, provided that the Surety shall not in any
case be required to pay more than.....dollars (\$.....)

2. The surety agrees that the General Contractor and the Sub-Contractor may make modifications
to the contract at any time, waives notification of such modifications and also consents to the granting
by the General Contractor of any delay necessary for completion of the work.

3. In the case of failure by the Sub-Contractor to execute the contract, including work covered by
the guarantees, the Surety shall undertake and continue the required works within fifteen (15) days
after being notified to that effect by the General Contractor, or his representative, failing which
the General Contractor may have such works completed and the Surety shall pay him any excess
over the price agreed upon with the Sub-Contractor for the execution of the contract.
19-3-70

4. Any legal proceedings for the enforcement of this bond may be brought in the district of Québec.
Such proceedings must be instituted before the expiry of one year following the date of the final
estimate of the work done in execution of the contract or the date of completion of works covered
by the guarantees.

5. The Sub-Contractor intervenes in these presents to consent thereto, and should he fail to do so
this obligation shall be null and void.

IN WITNESS WHEREOF, the Surety and the Sub-Contractor by their duly authorized representatives, have signed these presents at..... this..... day of..... 19.....

.....
Witness

THE SURETY
Signature.....

.....
Witness

Name of signatory
in block letters.....
Title.....

THE SUB-CONTRACTOR
Signature.....

Name of signatory
in block letters.....
Title.....

19-3-70
re: Sub-Contractor
Controller of Insurance
Province of Québec

Formule C E 70-1-L

PROVINCE OF QUÉBEC

Labour, material and services payment bond for a Sub-Contractor

1.
having its principal office in the Province of Québec at.....
herein represented by....., duly authorized, hereinafter called the SURETY,

after having taken cognizance of the tender duly accepted on.....
for.....

(description of work of sub-contractor and location)

with a view to a contract between the general contractor who has been chosen to execute the principal work,.....
hereinafter called the GENERAL CONTRACTOR,
and.....

(name of sub-contractor)

whose principal office in the Province of Québec is at.....
herein represented by.....duly authorized, hereinafter called the SUB-CONTRACTOR,

binds itself jointly and severally with the SUB-CONTRACTOR, to the GENERAL CONTRACTOR,

(a) to pay directly the creditors hereafter defined,
and

(b) to reimburse the GENERAL CONTRACTOR or its surety for any amount disbursed under a labour, material and services payment bond issued on behalf of the said GENERAL CONTRACTOR with respect to any claim which would also be payable under this bond,

provided that the SURETY shall not, in the aggregate, be required to pay more than..... dollars (\$.....)

2. With regard to claims under item 1 (a) above,

A. The expression "creditors" means:

(a) any sub-contractor of the SUB-CONTRACTOR;

(b) any person, partnership or corporation having sold or leased to the SUB-CONTRACTOR, services, material or equipment intended exclusively for the work; equipment rental prices will be determined solely in accordance with current construction industry standards;

(c) any supplier of materials specially prepared for the said contract;

(d) the Workmen's Compensation Commission, with respect to its assessments arising out of the said contract.

B. Subject to paragraph D. hereunder, no creditor shall have direct recourse against the SURETY unless he has made a demand for payment to the SURETY, and to the SUB-CONTRACTOR, within one hundred and twenty (120) days from the date on which he completed his work or supplied the last services, material or equipment.

C. A creditor who does not have a direct contract with the SUB-CONTRACTOR shall have no recourse against the SURETY unless he has given notice in writing of his contract to the SUB-CONTRACTOR within sixty (60) days from the commencement of the supplying of the services, or equipment, or the delivery of material, which notice must indicate the public works concerned, the nature of the contract, the name of the debtor and the name of the Sub-contractor.

D. No sub-contractor of the SUB-CONTRACTOR shall have direct recourse against the SURETY for amounts which the SUB-CONTRACTOR has withheld from him under the terms of his contract unless he has made a demand for payment to the SURETY and to the SUB-CONTRACTOR within one hundred and twenty (120) days from the date on which the said amounts were payable.

3. Any creditor may bring suit against the SURETY in a judicial district of Québec after thirty (30) days have elapsed since the demand for payment stipulated in article 2 B. above was made, provided that:

- (a) the action is not instituted earlier than ninety (90) days after the date on which the work was performed or that on which the last services, material or equipment was or were supplied;
 - (b) the action be served before one year has elapsed from the date on which the SUB-CONTRACTOR ceased work in performance of the said contract, including work performed pursuant to the guarantees applicable to the contract.
4. The GENERAL CONTRACTOR or its surety shall have no recourse under this bond, with regard to claims under item 1. b above, unless
- (a) notice of claim has been given to the SURETY and to the SUB-CONTRACTOR within thirty (30) days of receipt of a notice of claim under the labor, material and services payment bond issued on behalf of the said GENERAL CONTRACTOR
 - (b) demand for payment to the SURETY and to the SUB-CONTRACTOR has been made to each of them by registered mail within sixty (60) days from the date of disbursement under the labor, material and services payment bond issued on behalf of the GENERAL CONTRACTOR.
5. The GENERAL CONTRACTOR or its surety may bring suit against the SURETY after thirty (30) days have elapsed from the date of the demand stipulated in article 4 b above, provided that such suit is instituted within one year from the date of such demand.
6. Any payment made in good faith by virtue of these presents will effect a corresponding reduction in the amount of this bond.
7. The SURETY agrees that the GENERAL CONTRACTOR and the SUB-CONTRACTOR may make modifications to the contract at any time, waives notification of such modifications and also consents to the granting by the GENERAL CONTRACTOR of any delay necessary for completion of the work.
8. The SUB-CONTRACTOR intervenes in these presents to consent thereto, and should he fail to do so this obligation shall be null and void.

IN WITNESS WHEREOF, the SURETY and the SUB-CONTRACTOR by their duly authorized representatives, have signed these presents at.....this.....day of19.....

.....
Witness

THE SURETY
Signature
Name of signatory
in block letters
Title

.....
Witness

THE SUB-CONTRACTOR
Signature
Name of signatory
in block letters
Title

19-3-70
re: SUB-CONTRACTOR
Controller of Insurance
Province of Québec
37602-o

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

Caisse d'entraide économique de Chicoutimi

Caisse d'entraide économique de Chicoutimi

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

(Savings and Credit Unions Act)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le 21 octobre 1970 par « La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Chicoutimi », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de Chicoutimi ». Québec, le 25 novembre 1970.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on October 21, 1970 by "La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Chicoutimi", changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de Chicoutimi". Québec, November 25, 1970.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
37571-o
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
37571
Companies and Cooperatives.

Caisse d'entraide économique de Dolbeau-Mistassini

Caisse d'entraide économique de Dolbeau-Mistassini

(Loi des caisses d'épargnes et de crédit)

(Savings and Credit Unions Act)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le seize novembre 1960 par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Dolbeau-Mistassini », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de Dolbeau-Mistassini ». Québec, le 23 novembre 1970.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on November 16, 1960 by the "Caisse d'épargne et d'entraide économique de Dolbeau-Mistassini", changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de Dolbeau-Mistassini". Québec, November 23, 1970.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
37572-o
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
37572
Companies and Cooperatives.

**Caisse d'entraide économique
de Jonquière Arvida Kénogami**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le 12 novembre 1970 par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Jonquière, Arvida, Kénogami », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de Jonquière Arvida Kénogami ».

Québec, le 25 novembre 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
37573-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

**Caisse d'entraide économique
de Jonquière Arvida Kénogami**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on November 12, 1970 by the "Caisse d'épargne et d'entraide économique de Jonquière, Arvida, Kénogami", changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de Jonquière Arvida Kénogami".

Québec, November 25, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37573

**Caisse d'entraide économique
de Roberval-St-Félicien**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le douze novembre 1970, par « La Caisse d'épargne et d'entraide économique Roberval - St-Félicien », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de Roberval - St-Félicien ».

Québec, le 23 novembre 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*
37574-o **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

**Caisse d'entraide économique
de Roberval-St-Félicien**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on November 12, 1970 by "La Caisse d'épargne et d'entraide économique Roberval - St-Félicien", changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de Roberval - St-Félicien".

Québec, November 23, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37574

**Chartes —
demandes d'abandon de**

Camp de vacances à la belle étoile

Avis est par les présentes donné que la corporation « Camp de vacances à la belle étoile », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 20^e jour de novembre 1970.

(Sceau)

Les procureurs de la compagnie,
37533-o **DESCHÈNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN & LAPOINTE, avocats.**

Centre civique de Victoriaville inc.

Avis est donné que la compagnie « Centre civique de Victoriaville inc. », une compagnie constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Victoriaville, ce 7 juillet 1970.

Le procureur de la requérante,
37534-o **PIERRE LAMBERT.**

Entreprises Restigouche limitée

Avis est donné que la compagnie « Entreprises Restigouche limitée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
37535-o **MARQUIS, MARCEAU, JESSOP,
GAGNON & DEMERS.**

**Charters —
Application for Surrender of**

Camp de vacances à la belle étoile

Notice is given that "Camp de vacances à la belle étoile", incorporated under Part III of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, this 20th day of November, 1970.

(Seal)

**DESCHÈNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN & LAPOINTE, advocates,**
37533-o *Attorneys for the corporation.*

Centre civique de Victoriaville inc.

Notice is given that "Centre civique de Victoriaville inc.", a company incorporated under Part III of the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Victoriaville, July 7, 1970.

PIERRE LAMBERT,
37534-o *Attorney for the company.*

Entreprises Restigouche limitée

Notice is given that "Entreprises Restigouche limitée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

**MARQUIS, MARCEAU, JESSOP,
GAGNON & DEMERS,**
37535 *Attorneys for the company.*

Federal Equipment (Eastern) Limited

Avis est par la présente donné que « Federal Equipment (Eastern) Limited », compagnie incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour demander la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Toronto, Ontario, ce 19e jour de novembre, 1970.

37536-o

Le secrétaire,
F. B. CAMPBELL.

Federal Equipment (Eastern) Limited

Notice is hereby given that "Federal Equipment (Eastern) Limited", a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Toronto, Ontario, this 19th day of November, 1970.

37536-o

F. B. CAMPBELL,
Secretary.

Federal Equipment Québec Limited

Avis est par la présente donné que « Federal Equipment Québec Limited », compagnie incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Toronto, Ontario, ce 19e jour de novembre, 1970.

37537-o

Le secrétaire,
F. B. CAMPBELL.

Federal Equipment Québec Limited

Notice is hereby given that "Federal Equipment Québec Limited", a corporation having its head office in the city of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Toronto, Ontario, this 19th day of November, 1970.

37537-o

F. B. CAMPBELL,
Secretary.

Master Barbers & Hairdressers Association

Avis est par les présentes donné que « Master Barbers & Hairdressers Association », ayant son bureau-chef et principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 23e jour de novembre, 1970.

37538-o

Le procureur de la requérante,
MICHAEL RUBINSTEIN, C.R.

Master Barbers & Hairdressers Association

Notice is hereby given that "Master Barbers & Hairdressers Association", having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 23rd day of November, 1970.

37538-o

MICHAEL RUBINSTEIN, Q.C.,
Attorney for Petitioner.

Panoramic Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Panoramic Construction Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

37539

Le procureur de la compagnie,
SAUL HANDELMAN.

Panoramic Construction Inc.

Notice is given that "Panoramic Construction Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

37539-o

SAUL HANDELMAN,
Attorney for the Company.

La société Saint-Jean-Baptiste féminine de Granby, Section Marguerite d'Youville

Avis est donné que « La société Saint-Jean-Baptiste féminine de Granby, Section Marguerite d'Youville » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

37556-o

Les procureurs de la société,
LIZOTTE & ASSOCIÉS.

La société Saint-Jean-Baptiste féminine de Granby, Section Marguerite d'Youville

Notice is given that "La société Saint-Jean-Baptiste féminine de Granby, Section Marguerite d'Youville" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

37556

LIZOTTE & ASSOCIÉS,
Attorneys for the Society.

A. B. Ostiguy limitée

Prenez avis que la compagnie « A. B. Ostiguy limitée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

37577-o

Le procureur de la compagnie,
Me GÉRALD LACROIX, notaire.

A. B. Ostiguy limitée

Notice is given that "A. B. Ostiguy limitée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

37577

Me. GÉRALD LACROIX, notary,
Attorney for the company.

Cookshire Metal Works Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Cookshire Metal Works Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Cookshire, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté, ce 24^e jour de novembre 1970.

Le président,
37575-o JEAN-MARIE BEAUDOIN.

El Rancho Construction Corp.

Avis est par les présentes donné que « El Rancho Construction Corp. », ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 23^e jour de novembre 1970.

Les procureurs de la requérante,
37576-o STEIN & STEIN.

Pelamen Inc.

Avis est donné que la compagnie « Pelamen Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Vaudreuil, ce 14 novembre 1970.

Le procureur de la compagnie,
37578-o PIERRE-A. LAMARRE, notaire.

Pontiac Construction Co. Inc.

La compagnie « Pontiac Construction Co. Inc. », donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte à une date devant être fixée.

Les procureurs de la compagnie,
37579 LOUIS & BERGER.

Riviera Investment Corp.

Avis est par les présentes donné que « Riviera Investment Corp. », ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 23^e jour de novembre 1970.

Les procureurs de la requérante,
37580-o STEIN & STEIN.

Changement de nom — Loi du Demandes**Eugène, André dit Thompson**

Avis est par les présentes donné que Eugène, André dit Thompson, journalier, demeurant et domicilié au 135 avenue Leduc, Chomedey, ville de Laval, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de Eugène, André dit Thompson à celui de Eugène André Thompson.

Montréal, ce 23 novembre 1970.

Le procureur du requérant,
37555-49-2-o M^{re} ROBERT DESJARDINS.

Cookshire Metal Works Ltd.

Notice is hereby given that "Cookshire Metal Works Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Cookshire, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated, this 24th day of November, 1970.

37575-o JEAN-MARIE BEAUDOIN,
President.

El Rancho Construction Corp.

Notice is hereby given that "El Rancho Construction Corp.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 23rd day of November, 1970.

37576-o STEIN & STEIN,
Attorneys for the petitioner.

Pelamen Inc.

Notice is hereby given that the company "Pelamen Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Given at Vaudreuil, this November 14, 1970.

37578-o PIERRE-A. LAMARRE, notaire.
Attorney for the company.

Pontiac Construction Co. Inc.

Notice is hereby given that "Pontiac Construction Co. Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

37579-o LOUIS & BERGER,
Attorneys for the company.

Riviera Investment Corp.

Notice is hereby given that "Riviera Investment Corp.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 23rd day of November, 1970.

37580-o STEIN & STEIN,
Attorneys for the petitioner.

Change of name — Act Applications**Eugène, André dit Thompson**

Notice is hereby given that Eugène, André dit Thompson, labourer, domiciled and residing at 135 Leduc Avenue, Chomedey, city of Laval, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Eugène, André dit Thompson to Eugène André Thompson.

Montreal, November 23, 1970.

37555-49-2-o M^{re} ROBERT DESJARDINS,
Attorney for Petitioner.

Michael Alexeev Wasilewski

Avis est donné que Michael Alexeev Wasilewski, résidant et domicilié au 5847 de la rue McLean dans les cité et district de Montréal, présentera au ministre de la Justice de la province une requête en vue de changer son nom pour celui de Michael Nikolai Alexeev. Les noms de son épouse, Anita Nadia Wasilewski et de son fils Nicholas Alexeev Wasilewski seront également changés par suite de cette requête.

37532-49-2-o CLAUDE BÉLANGER, avocat.

Michael Alexeev Wasilewski

Notice is given that Michael Alexeev Wasilewski, domiciled at 5847 McLean Avenue in the city and district of Montreal, will present a petition to the Minister of Justice of the Province of Québec to have his name changed to Michael Nikolai Alexeev. The name of his wife, Anita Nadia Wasilewski and his son Nicholas Alexeev Wasilewski will also be changed pursuant to this petition.

37532-49-2-o CLAUDE BÉLANGER, advocate.

Hectorine Leblanc

Avis est par les présentes donné, que Hectorine Leblanc, épouse de Patrick Francoeur, infirmière, domiciliée et résidant à 5945, rue Viau, en les cité et district de Montréal, province de Québec, transmettra au ministre de la Justice, une requête demandant que son nom soit changé de Hectorine Francoeur, en celui de Lyne Francoeur.

Montréal, le 25 novembre 1970.

Les procureurs de la requérante,
DESCHÊNE, DE GRANDPRÉ, COLAS,
37567-49-2-o GODIN & LAPOINTE.

Hectorine Leblanc

Notice is hereby given that Hectorine Leblanc, wife of Patrick Francoeur, nurse, domiciled and residing at 5945, Viau Street, in the city and district of Montreal, Province of Québec, will transmit to the Minister of Justice, an application to modify her name from Hectorine Francoeur to Lyne Francoeur.

Montreal, November 25, 1970.

DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
37567-49-2-o GODIN & LAPOINTE,
Attorneys of the petitioner.

Leslie Hamilton Silvester

Avis est donné que Leslie Hamilton Silvester, adjudant-maître, résidant au 6151 Des Angevins, Ville d'Anjou, district de Montréal, province de Québec, s'adressera conformément à la loi, au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom de Leslie Hamilton Silvester en celui de Leslie Hamilton Lewis, ledit changement devant servir à toutes fins légales. Ledit changement de nom s'appliquera aussi à son épouse, Mildred Irva, ainsi qu'à son fils, Roy Dean.

Daté à Montréal, ce 26e jour de novembre 1970.

Les procureurs du requérant,
SMITH, ANGLIN, LAING,
37568-49-2-o WELDON & COURTOIS.

Leslie Hamilton Silvester

Notice is hereby given that Leslie Hamilton Silvester, master warrant officer, of 6151 Des Angevins, Ville d'Anjou, district of Montreal, province of Québec, will apply, according to law to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name from Leslie Hamilton Silvester to that of Leslie Hamilton Lewis, for all legal purposes. The change of name shall also benefit his wife, Mildred Irva, and his son, Roy Dean.

Dated at Montreal, this 26th day of November, 1970.

SMITH, ANGLIN, LAING,
37568-49-2-o WELDON & COURTOIS,
Attorneys for petitioner.

Triloki Nath Srivastava

Avis est donné que Triloki Nath Srivastava, professeur, résidant à 7400 rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom à Tariq Naseer Srivastava.

Montréal, le 16 novembre 1970.

Le procureur du demandeur,
37569-49-2-o B. ROBERT BENSON.

Triloki Nath Srivastava

Notice is hereby given that Triloki Nath Srivastava, professor, residing at 7400 Sherbrooke Street West, Montreal, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name to Tariq Naseer Srivastava.

Montreal, November 16, 1970.

37569-49-2-o B. ROBERT BENSON,
Attorney for petitioner.

Harold Hyman Rosovitch

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la Loi du changement de nom Harold Hyman Rosovitch, vendeur, du 4855, chemin de la Reine Marie, dans la ville et le district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour lui et son épouse, Claire Chaya Freida Goodman Rosovitch, un décret changeant leurs noms en Harold Hyman Ross et Claire Freida Goodman Ross respectivement.

Montréal, le 12 novembre 1970.

Les procureurs du requérant,
37396-48-2 MOSCOVITCH, HOFFMAN
& MARCHAND.

Harold Hyman Rosovitch

Notice is hereby given pursuant to The Change of Name Act that Harold Hyman Rosovitch, salesman, of 4855 Queen Mary Road, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council on his own behalf and on behalf of his wife, Claire Chaya Freida Goodman Rosovitch for an order changing their names to Harold Hyman Ross and Claire Freida Goodman Ross respectively.

Montreal, November 12, 1970.

37396-48-2 MOSCOVITCH, HOFFMAN
& MARCHAND,
Attorneys for the Applicant.

Kuo Yen Yee

Avis est donné que Kuo Yen Yee, résidant et domicilié au 2391 Côte Vertu, app. 4, en la cité de St-Laurent, district de Montréal, présentera au ministre de la Justice une requête en vue de changer son nom pour celui de Harry Seto.

Montréal, le 19 octobre 1970.

Le procureur du requérant,
37430-48-2-0 JACQUES RICHARD, avocat.

Albert Joseph Bensoussan

Avis est par les présentes donné que Albert Joseph Bensoussan, résidant au 1429, rue Stanley, appartement 103, dans la ville et le district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil d'émettre un décret changeant son nom en celui de Georges Besson, ledit nom devant servir à toutes fins légales.

Le procureur du requérant,
37431-48-2 GORDON ZELMAN.

Kuo Yen Yee

Notice is given that Kuo Yen Yee, domiciled at 2391 Côte Vertu, Apt. 4, in the city of St-Laurent, district of Montreal, will present a petition to the Minister of Justice to have his name changed to Harry Seto.

Montreal, October 19, 1970.

JACQUES RICHARD, *advocate,*
37430-48-2-0 *Attorney for the petitioner.*

Albert Joseph Bensoussan

Notice is hereby given that Albert Joseph Bensoussan, residing at 1429 Stanley Street, Apartment 103, city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of Georges Besson the said name to serve for all legal purposes.

GORDON ZELMAN,
37431-48-2-0 *Attorney for the petitioner.*

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre****Ville de Farnham**

Cadastre officiel de la ville de Farnham, municipalité de la cité de Farnham, division d'enregistrement de Missisquoi.

Avis est par la présente donné que le lot 626 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 octobre 1970.

Le sous-ministre,
37553-0 FERNAND BOUTIN.

Canton Laval

Cadastre officiel du canton Laval, municipalité de St-Luc de Laval*, division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que le lot 17-b du rang XI est annulé et que les lots 21-25 et 21-52 du rang XI sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 novembre 1970.

Le sous-ministre,
37553-0 FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Canut

Cadastre officiel de la paroisse de St-Canut, municipalité de la paroisse de St-Canut, division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que le lot 239-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 octobre 1970.

Le sous-ministre,
37553-0 FERNAND BOUTIN.

Canton de Tremblay

Cadastre officiel du canton de Tremblay, municipalité du canton Tremblay, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que le lot 27-A est annulé et que les lots 27-B et 28-B sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 novembre 1970.

Le sous-ministre,
37553-0 FERNAND BOUTIN.

**Department of Lands and Forests
Cadastre****Town of Farnham**

Official cadastre of the town of Farnham, municipality of the city of Farnham, registration division of Missisquoi.

Notice is hereby given that lot 626 is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 28, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37553-0 *Deputy Minister.*

Township Laval

Official cadastre of township Laval, municipality of St-Luc de Laval*, registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lot 17-b of range XI is cancelled and that lots 21-25 and 21-52 of range XI are corrected in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 10, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37553-0 *Deputy Minister.*

Parish of St-Canut

Official cadastre of the parish of St-Canut, municipality of the parish of St-Canut, registration division of Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that lot 239-1 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 28, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37553-0 *Deputy Minister.*

Township of Tremblay

Official cadastre of township of Tremblay, municipality of township Tremblay, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lot 27-A is cancelled and that lots 27-B and 28-B are corrected in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 12, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37553-0 *Deputy Minister.*

Examen des Agronomes

Agronomists Examination

ASPIRANTS À L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE — CANDIDATES TO THE STUDY OF AGRICULTURE

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie ainsi que le nom de la dernière institution où ils ont étudié
 Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of agriculture and also the name of the last institution where they have studied

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Allaire, Jacques.....	20	Rang 2, St-David de Falardeau, comté de Dubuc.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
April, Gaston.....	39	21, avenue Ste-Geneviève, Québec.	Faculté d'Agriculture Université Montréal.
Blackburn, René.....	21	3855, boul. St-Jean-Baptiste, Bagotville, comté de Dubuc.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Bouchard, Carol.....	21	992, rue Simard, St-Ambroise, comté de Dubuc.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Cauchon, Claude.....	24	81, de Provence, Courville, Québec 5.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Clark, D. Wayne.....	24	Brownbury, Québec.....	Faculté d'Agriculture Université McGill.
Cloutier, Denis.....	21	St-Odilon, comté de Dorchester...	Séminaire St-Georges de Beauce.
Cochaux, Pierre S.A.....	39	St-Gilles, comté de Lotbinière.....	Faculté d'Agriculture Université McGill.
Dallaire, Pierre.....	22	62, boul. Rivière du Moulin, Chicoutimi.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Foisy, Léon.....	23	R.R. 1, Abercorn, comté de Brôme	Séminaire de St-Augustin.
Forget, Jacques.....	24	Saint-Jacques, comté de Montcalm.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Girard, Conrad.....	22	Saint-Vallier, comté de Bellechasse.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Gosselin, Guy.....	20	Boul. Campagna, St-Henri, comté de Lévis.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Gronclin, Julien.....	22	6808, rue Salaberry, Lac Mégantic...	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Landry, Maurice.....	19	Saint-André, comté de Kamouraska	École Normale Notre-Dame de Foy.
Lapointe, Raynald.....	18	153, rang 6, Jonquière.....	CEGEP de Jonquière.
Larouche, Laurent.....	21	2870, boul. St-Anicet, Bagotville, comté de Dubuc.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Leeours, Lise.....	20	795, 3e rue, Iberville.....	CEGEP St-Jean sur Richelieu.
Ly, Hai-Chau.....	24	4465, 1ère avenue, Charlesbourg...	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Mamabachi, Guy.....	25	Université Laval, Ch. 6707, Pavillon Parent.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Moisan, Jean-Pierre.....	20	198, Ste-Famille, Kénogami.....	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Moreau-Postras, Suzanne.....	22	1397, rue Marie-Victorin, St-Nicolas, comté de Lévis	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Pomerleau, Jacques.....	19	St-Méthode de Frontenac.....	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Pichette, Prime.....	20	40, boul. 15, St-Tite des Caps, comté de Montmorency.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Roehon, André.....	20	2565, Des Hospitalières, Québec 6..	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Roy, Mareel.....	24	380, St-Désiré, Black Lake.....	Faculté d'Agriculture Université Laval.
St-Arnaud, Hilaire.....	21	1100, rue Principale, Ste-Anne de la Pérade.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
St-Jacques, Dominique.....	18	2662, Mont-Joli, Ste-Foy.....	CEGEP de Ste-Foy.
Simard, Hélène.....	19	471, rue Victoria, Bagotville.....	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Tremblay, Laval-G.....	19	R.R. No 10, Larouche, comté de Lapointe.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Verge, Robert.....	18	1379, avenue Maguire, Sillery, Québec 6.	Petit Séminaire de Québec.

Montréal 357, le 20 novembre 1970 — Montreal 357, November 20, 1970.

Le secrétaire général de La Corporation des Agronomes de la province de Québec,
 THÉODORE MONGEAU, Agronome,
Secretary General of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.

7481-4S-2-0

**Divers
Compagnies**

**Miscellaneous
Companies**

**L'Association de Hockey Junior
du Québec (1969) inc.**

**L'Association de Hockey Junior
du Québec (1969) inc.**

« L'Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 11 à 10.

Notice is given that "L'Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc.", has changed the number of its directors from 11 to 10.

Le secrétaire,
MARCEL LAVERDURE.

MARCEL LAVERDURE,
Secretary.

37540-0

2790-69 37540

2790-69

Collège Mérici

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 4185, en date du 11 novembre 1970, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de valider le règlement numéro 4 de « École Normale Laval de Mérici », changeant son nom en celui de « Collège Mérici ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37541-o 435-59

**Orchestre Symphonique de Montréal
Montreal Symphony Orchestra**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 novembre 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Orchestre Symphonique de Montréal — Montreal Symphony Orchestra », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.*

37542-o 3485-39

**Agence de Voyages du Club
Automobile Québec Itée
Québec Automobile Club
Travel Agency Ltd.**

La compagnie « Agence de Voyages du Club Automobile Québec Itée — Québec Automobile Club Travel Agency Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

*Le secrétaire,
MARCEL DUMAS.*

37557-o 3246-68

L'Association des Femmes Célibataires

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 2 novembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de « L'Association des Femmes Célibataires », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.*

37558-o 3225-65

**Les Supermarchés Cena inc.
Cena Supermarkets Inc.**

La compagnie « Les Supermarchés Cena inc. — Cena Supermarkets Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

*Le secrétaire,
EMILE BERARDINUCCI.*

37559-o 474-69

Hôpital Sainte-Famille de Ville-Marie

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 novembre 1970, il a approuvé le règlement général numéro 1 de la corporation « Hôpital Sainte-Famille de Ville-Marie », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288, adopté le 31 janvier 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37561-o 5-69

Collège Mérici

Notice is given that, by Order in Council number 4185, dated November 11, 1970, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to validate by-law number 4 of "École Normale Laval de Mérici" changing its name to that of "Collège Mérici".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37541 435-59

**Orchestre Symphonique de Montréal
Montreal Symphony Orchestra**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has on November 18, 1970, approved by-law number 1 (general by-laws) of "Orchestre Symphonique de Montréal — Montreal Symphony Orchestra", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.*

37542 3485-39

**Agence de Voyages du Club
Automobile Québec Itée
Québec Automobile Club
Travel Agency Ltd.**

"Agence de Voyages du Club Automobile Québec Itée — Québec Automobile Club Travel Agency Ltd.", gives notice that it changed the number of its directors from 3 to 7.

*MARCEL DUMAS,
Secretary.*

37557 3246-68

L'Association des Femmes Célibataires

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on November 2, 1970, approved general by-laws of "L'Association des Femmes Célibataires", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.*

37558 3225-65

**Les Supermarchés Cena inc.
Cena Supermarkets Inc.**

Notice is given that "Les Supermarchés Cena inc. — Cena Supermarkets Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

*EMILE BERARDINUCCI,
Secretary.*

37559-o 474-69

Hôpital Sainte-Famille de Ville-Marie

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on November 20, 1970 he approved general by-law No. 1 of the corporation "Hôpital Sainte-Famille de Ville-Marie", and such, pursuant to section 6 of the Order in Council No. 288 adopted January 31, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37561 5-69

Ebena-LaSalle Inc.

La compagnie « Ebena-LaSalle Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
THEODORE PARSONS.
14632-58

37560

Ebena-LaSalle Inc.

Notice is given that "Ebena-LaSalle Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

THEODORE PARSONS,
Secretary.
14632-58

37560-o

Pratte, Houle, Méthot, Proteau - Dozois, Morrissette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 12 de la compagnie « Pratte, Houle, Méthot & Proteau inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de février 1962, changeant son nom en celui de « Pratte, Houle, Méthot, Proteau - Dozois, Morrissette inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
10945-62

37562-o

Pratte, Houle, Méthot, Proteau - Dozois, Morrissette inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 12 of the company "Pratte, Houle, Méthot & Proteau inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of February 1962, changing its name into that of "Pratte, Houle, Méthot, Proteau - Dozois, Morrissette, inc."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
10945-62

37562-o

**Aeterna Construction Limited
Aeterna Construction limitée**

La compagnie « Aeterna Construction Limited — Aeterna Construction limitée », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
PIERRE CARON.
10681-58

37581-o

**Aeterna Construction Limited
Aeterna Construction limitée**

Notice is given that "Aeterna Construction Limited — Aeterna Construction limitée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

PIERRE CARON,
Secretary.
10681-58

37581-o

**Armenian General Benevolent Union
of Montreal Inc.
Union Générale Arménienne de
Bienfaisance de Montréal inc.**

La compagnie « Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc. — Union Générale Arménienne de Bienfaisance de Montréal inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 11.

Le secrétaire,
KEGHAM SIMONIAN.
3625-68

37582

**Armenian General Benevolent Union
of Montreal Inc.
Union Générale Arménienne de
Bienfaisance de Montréal inc.**

Notice is given that "Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc. — Union Générale Arménienne de Bienfaisance de Montréal inc.", has changed the number of its directors from 9 to 11.

KEGHAM SIMONIAN,
Secretary.
3625-68

37582-o

**Le Centre de Consultation Sociale
(Rimouski) inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 11, de la corporation « Le Service Social du Diocèse de Rimouski », constituée par lettres patentes en date du 14e jour d'avril 1950, changeant son nom en celui de « Le Centre de Consultation Sociale (Rimouski) inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
3531-50

37583-o

**Le Centre de Consultation Sociale
(Rimouski) inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 11, of the corporation "Le Service Social du Diocèse de Rimouski", incorporated by letters patent dated the 14th day of April 1950, changing its name into that of "Le Centre de Consultation Sociale (Rimouski) inc."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
3531-50

37583-o

Geekaydee Corp.

La compagnie « Geekaydee Corp. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
FREDA KRAMER.
16166-59

37584

Geekaydee Corp.

Notice is given that "Geekaydee Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

FREDA KRAMER,
Secretary.
16166-59

37584-o

L'Oasis de l'Enfance (St-Cyprien) inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 28, 1970, he approved the general by-law number 1 of the corporation « L'Oasis de l'Enfance (St-Cyprien) inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies.

ROCH RIOUX.

37585-o 1484-66

L'Oasis de l'Enfance (St-Cyprien) inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 28, 1970, he approved the general by-law number 1 of "L'Oasis de l'Enfance (St-Cyprien) inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX.

Director of the Companies Branch.

37585 1484-66

Service de Réadaptation Sociale inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 29, 1970, he approved the amendments to the general by-laws of the corporation « Service de Réadaptation Sociale inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

37586-o 4705-46

Service de Réadaptation Sociale inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 29, 1970, he approved the amendments to the general by-laws of "Service de Réadaptation Sociale inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX.

Director of the Companies Branch.

37586 4705-46

Sogim Itée

The company « Sogim Itée », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire-adjoint,

ROLLAND CASSISTA.

37587-o 1432-64

Sogim Itée

"Sogim Itée", gives notice that it changed the number of its directors from 5 to 7.

ROLLAND CASSISTA,

Assistant Secretary.

37587 1432-64

La Fonderie de L'Islet limitée

The company « La Fonderie de L'Islet limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le secrétaire,

LOUIS TARDIF.

37605-o 1881-16

La Fonderie de L'Islet limitée

"La Fonderie de L'Islet limitée" gives notice that it changed the number of its directors from 5 to 6.

LOUIS TARDIF,

Secretary.

37605 1881-16

**Industries L'Islet inc.
L'Islet Industries Inc.**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that he has approved the regulation number 31, of the company « La Fonderie de L'Islet limitée », constituée par lettres patentes en date du 28^e jour d'octobre 1916, changeant son nom en celui de « Industries L'Islet inc. — L'Islet Industries Inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37605-o 1881-16

**Industries L'Islet inc.
L'Islet Industries Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 31, of the company "La Fonderie de L'Islet limitée", incorporated by letters patent dated the 28th day of October 1916, changing its name into that of "Industries L'Islet inc. — L'Islet Industries Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37605-o 1881-16

**Les grues mobiles inc.
Mobile Cranes Inc.**

The company « Les grues mobiles inc. — Mobile Cranes Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,

RENÉ AMYOT.

37608-o 13529-61

**Les grues mobiles inc.
Mobile Cranes Inc.**

"Les grues mobiles inc. — Mobile Cranes Inc." gives notice that it changed the number of its directors from 4 to 3.

RENÉ AMYOT,

Secretary.

37608 13529-61

Avis divers**Succession Gaston R. Robitaille**

Avis est donné que Monsieur Maurice Boulanger, c.a., ès-qualité du curateur à la personne et aux biens de Mlle Winifred McManamy, suivant jugement de la Cour Supérieure en date

Miscellaneous Notices**Estate of Gaston R. Robitaille**

Notice is hereby given that Mr. Maurice Boulanger, c.a., curator to the person and property to Miss Winifred McManamy, by judgment of the Superior Court on October 29th,

du 29 octobre 1958 (dossier 16,928), et madame Lauretta Robitaille, domiciliée à Québec, au numéro civique 1025, avenue Bégin, veuve en premières noces et non remariée de Wilfrid Poirier, agissant personnellement en qualité de mandataire à Paul Robitaille et à Aline Devlin-Dulay, aux termes de procurations sous seing privé en date du 3 mars 1970 et du 11 avril 1970.

Ont accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de Gaston R. Robitaille, en son vivant prospecteur à sa retraite, domicilié à Ste-Pétronille, Ile d'Orléans, par acte passé devant le notaire soussigné, le 19 novembre 1970 et enregistré à Québec, le 20 novembre 1970, sous le No 680,455.

Signé à Québec, ce vingt-troisième jour du mois de novembre mil neuf cent soixante-dix.

Le notaire,

H.-PAUL MARTIN.

37531-o

Succession Roland O'Brien

Avis est donné que Madame Teresa McKeown, veuve de Roland O'Brien, ès-qualité de tutrice à la personne et aux biens de Pauline et Michael O'Brien, suivant jugement rendu le 3 novembre 1970 (dossier 25,832) et Madame Patricia O'Brien-Tremblay, ont accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de Roland O'Brien, en son vivant domicilié à Beauport, au numéro civique 21, rue Dugas, par acte passé devant le notaire soussigné le 18 novembre 1970 et enregistré à Québec le 19 novembre 1970, sous le No 680,361.

En foi de quoi, j'ai signé à Québec, ce vingt-quatrième jour de novembre mil neuf cent soixante-dix.

Le notaire,

H.-PAUL MARTIN.

37554-o

Succession Napoléon Aubert

Avis est, par les présentes, donné que dame Madeleine Aubert, épouse de Charles Henri Quevillon, domiciliée au 501 Filiatrault, Ste-Dorothée (Laval), P.Q., a accepté, sous bénéfice d'inventaire la succession de Napoléon Aubert, décédé à Ste-Dorothée, le 16 octobre 1970, suivant acte devant le notaire soussigné, le 23 novembre, 1970, enregistré à Laval, sous le No 290 270.

Montréal, ce 27 novembre 1970.

Le procureur,

J. THÉO LEGAULT, JR., notaire.

37565-o

Succession J. C. Philippe Fournier

Avis est donné que Dame Judith Fournier, épouse de Monsieur Philippe Maheux, domiciliée au numéro 10,517 rue de La Roche à Montréal a accepté sous bénéfice d'inventaire, par acte passé devant Me Pierre Lemieux, notaire, 108, Côte du Passage, Lévis, le 18 novembre 1970 et enregistré à Lévis, le 19 novembre 1970, sous le numéro 160,259, la succession de son père, feu J. C. Philippe Fournier, en son vivant commis à l'usine des Chemins de Fer Canadiens Nationaux et domicilié au numéro 781, rue Commerciale à St-David.

Lévis, le vingt-six novembre mil neuf cent soixante-dix.

DEMERS, CORRIVEAU, LEMIEUX,
CROFT, AUGER & ASSOCIÉS,
Par: PIERRE LEMIEUX, notaire.

37566-o

1958 (file 16,928), and Mrs. Lauretta Robitaille, domiciled at Québec, at 1025, Bégin Avenue, widow of Wilfrid Poirier, acting as personally and as mandatory to Paul Robitaille and Mrs. Aline Devlin-Dulay, according to proxys dated on March 3rd, 1970 and April 11th, 1970.

Have accepted under benefit of inventory, the estate of Gaston R. Robitaille, in his life-time domiciled at Ste-Pétronille, Ile d'Orléans, by declaration signed before the undersigned Notary on November 19th, 1970 and registered at Québec, on November 20th, 1970, under number 680,455.

Signed at Québec, this twenty-third day of November in the year nineteen hundred and seventy.

H.-PAUL MARTIN,

Notary.

37531-o

Estate Roland O'Brien

Notice is hereby given that Mrs. Teresa McKeown, widow of Roland O'Brien, tutor to the person and property to Pauline and Michael O'Brien, by judgment of the Superior Court on November 3rd, 1970 (file 25,832) and Mrs. Patricia O'Brien-Tremblay, have accepted under benefit of inventory the estate of Roland O'Brien, in his life-time domiciled at Beauport, at 21 Dugas Street, by declaration signed before the undersigned Notary on November 18, 1970 and registered at Québec on November 19, 1970, under number 680,361.

Signed at Québec, this twenty-fourth day of November in the year nineteen hundred seventy.

H.-PAUL MARTIN,

Notary.

37554-o

Estate of Napoléon Aubert

Notice is hereby given that Dame Madeleine Aubert, wife of Charles Henri Quevillon, domiciled at 501 Filiatrault, Ste-Dorothée (Laval), P.Q., accepted, under benefit of inventory, the estate of Napoléon Aubert, deceased at Ste-Dorothée on October 16, 1970, according to a deed drawn up before the undersigned notary, on November 23, 1970, registered at Laval under number 290 270.

Montreal, November 27, 1970.

J. THÉO. LEGAULT, JR., notary,

Attorney.

37565

Estate of J. C. Philippe Fournier

Notice is given that Dame Judith Fournier, wife of Mr. Philippe Maheux, domiciled at number 10,517 de La Roche Street in Montreal, accepted, under benefit of inventory, and according to a deed drawn up before Me Pierre Lemieux, notary, 108 Côte du Passage, Lévis, on November 18, 1970 and registered at Lévis on November 19, 1970, under number 160,259 the estate of her father, Mr. J. C. Philippe Fournier, deceased, who was formerly a clerk in the factory of the Canadian National Railways and domiciled at 781 Commerciale Street at St-David.

Lévis, November the twenty-sixth one thousand nine hundred and seventy.

DEMERS, CORRIVEAU, LEMIEUX,
CROFT, AUGER & ASSOCIÉS,
By: PIERRE LEMIEUX, Notary.

37566

Succession Peter Cameron Hamilton

Avis public est par les présentes donné que conformément à l'acte d'acceptation sous bénéfice d'inventaire, passé le trente septembre, mil neuf cent soixante-dix, devant Me John P. Rowat, notaire à Montréal, au numéro 630 ouest, boulevard Dorchester et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal sous le numéro 2235285, et suivant l'inventaire des biens de la succession passé devant ledit notaire John P. Rowat, le vingt-six novembre, mil neuf cent soixante-dix, sous le numéro 10357 du greffe dudit notaire, Dame Carman Mabel Curtis, veuve dudit Peter Cameron Hamilton, a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de son dit époux Peter Cameron Hamilton, pilote de ligne, de son vivant de la cité de Dorval, résidant à 770 Lakeshore Drive.

Plus amples informations peuvent être obtenues du notaire soussigné.

Le notaire pour le légataire bénéficiaire,
37611-0 JOHN P. ROWAT.

Succession Lucien Lacroix

Avis est donné que Dame Marie Paule Caty, en sa qualité de tutrice à sa fille mineure Sylvie Lacroix, et telle qu'autorisée par la Cour, a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de Lucien Lacroix, décédé à Montréal, le 11 janvier 1970; cette acceptation a été reçue par acte signé le 21 novembre 1970 devant Me René Leroux, notaire au 215 rue St-Jacques, Montréal, lequel acte a été enregistré à Montréal, le 26 novembre 1970, sous le numéro 2243994.

Montréal, ce 26^e jour de novembre 1970.

Les procureurs,
37612-0 GÉLINAS, BOURQUE, BENOIT,
BÉLANGER & LORTIE.

Estate of Peter Cameron Hamilton

Notice is hereby given that in accordance with the deed of acceptance under benefit of inventory, passed before John P. Rowat, notary, of 630 Dorchester Boulevard, West, Montreal, on the thirtieth day of September, nineteen hundred and seventy, and registered in the Montreal Registry Office under number 2235285, and following the inventory of the assets of the estate executed before the said John P. Rowat, notary, on the twenty-sixth day of November, nineteen hundred and seventy, under the number 10357 of the Minutes of the said Notary, Dame Carman Mabel Curtis, widow of the said Peter Cameron Hamilton, has accepted under benefit of inventory the estate and succession of her late husband, the said Peter Cameron Hamilton, in his lifetime of the city of Dorval, Airline Pilot, residing 770 Lakeshore Drive.

Further information may be obtained from the undersigned notary.

JOHN P. ROWAT,
37611-0 Notary for Beneficiary Legatee.

Estate of Lucien Lacroix

Notice is given that Mrs. Marie Paule Caty, in her capacity as tutor of her minor daughter, Sylvie Lacroix, and as authorized by the Court, accepted under benefit of inventory the estate of Lucien Lacroix, who departed this life in Montreal on January 11, 1970; this acceptance was received by a deed signed on November 21, 1970 before Me René Leroux, notary, at 215 St. James Street, Montreal, the said deed was registered in Montreal on November 26, 1970, under number 2243994.

Montreal, this 26th day of November 1970.

GÉLINAS, BOURQUE, BENOIT,
BÉLANGER & LORTIE,
37612 Attorneys for Mrs. M. P. Caty.

Demandes à la Législature**Cité de Lafèche**

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de Lafèche » s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte sur les matières suivantes:

pour autoriser le conseil de la cité à modifier par règlements les clauses de taxation des règlements nos 59, 65, 84, 112, 115, 129, 130, 137, 167 et 220, tels règlements, avant d'entrer en vigueur et devenir exécutoires, devant être approuvés par les propriétaires d'immeubles concernés, conformément aux dispositions de l'article 593 de la Loi des cités et villes, par le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale de Québec;

pour ratifier la vente intervenue le 14 juin 1968 entre la Cité de Lafèche et M. Lionel Payeur, par contrat passé devant le notaire Marcel Héral, sous le numéro 1760 de ses minutes et enregistré sous le numéro 300026 le 21 juin 1968 au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Chambly;

et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 4 novembre 1970.

Les procureurs de la Cité de Lafèche,
37270-46-4-0 LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD.

Applications to Legislature**City of Lafèche**

Public notice is hereby given that the "City of Lafèche" will apply to the National Assembly of Québec at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

to authorize the council of the City of Lafèche to pass by-laws modifying taxation clauses of by-laws nos. 59, 65, 84, 112, 115, 129, 130, 137, 167 et 220, said by-laws, before coming into force, shall be approved by the owners of taxable immovables concerned, according to article 593 of the Cities and Towns Act, by the Minister of Municipal Affairs and by the Québec Municipal Commission;

to ratify the deed of sale passed between the City of Lafèche and Mr. Lionel Payeur, on the 14th of June 1968, before notary Marcel Héral, under No. 1760 of his minutes and registered under No. 300026 on the 21st of June 1968 at the Registry Office of the Registry Office of Chambly.

and for all other purposes.

Montreal, November 4th, 1970.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
37270-46-4-0 Attorneys for the City of Lafèche.

Succession Benny Sadovnik

Avis est par les présentes donné que Nathan Feifer, homme d'affaires et Hubert Feifer, architecte, s'adresseront à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa présente session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour:

Confirmer, malgré les dernières volontés et testament de feu Benny Sadovnik, le titre de propriétaire transféré à Nathan Feifer et Herbert Feifer en vertu d'un jugement de la Cour supérieure du district de Montréal, no 781 875, daté du 11 décembre 1969 et enregistré dans la division d'enregistrement du district de Montréal sous le numéro 2186933, et rendu contre Dame Sarah Sadovnik Beck, Dame Helen Sadovnik Spungin et Harry Abramovitch, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Benny Sadovnik, lequel jugement déclare Nathan Feifer et Herbert Feifer les propriétaires de cet immeuble à savoir:

Les lots portant les numéros un et deux de la subdivision du lot originaire cent cinquante-trois (153-1-2) et la partie nord-est du lot originaire numéro cent cinquante-quatre (154) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Centre de la Ville de Montréal, avec la bâtisse dessus construite, portant les numéros 53 à 57 ouest, de la rue Saint-Jacques.

Montréal, le 3 novembre 1970.

Les procureur des requérants,
37213-46-4-o AWADA, GAREAU & FEIFER.

Ville de Warwick

Avis est par les présentes donné que la Ville de Warwick, corporation municipale constituée, en vertu de la Loi des cités et villes, dont le siège social est dans le comté et district d'Arthabaska, province de Québec, s'adressera à l'Assemblée nationale de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à vendre une partie d'un terrain acheté pour fins industrielles à « Foyer étoiles d'or inc. », corporation sans but lucratif, ayant son siège social à Warwick, formé pour l'hébergement des vieillards.

Donné à Arthabaska, le 16 novembre 1970.

Vraie copie.

Les procureurs de la requérante,
37604-49-4-o MOISAN, BELLAVANCE,
AUBERT, LEMELIN.

Estate of Benny Sadovnik

Notice is hereby given that Nathan Feifer, Business Executive and Herbert Feifer, Architect, will apply to the National Assembly of Québec, at its present session to obtain the adoption of an act so as:

To confirm, notwithstanding the last will and testament of the late Benny Sadovnik, the title of ownership transferred to Nathan Feifer and Herbert Feifer in virtue of a judgment of the Superior Court, district of Montreal, under number 781 875 dated December 11, 1969 and registered in the registration division of the district of Montreal under number 2186933, and rendered against Dame Sarah Sadovnik Beck, Dame Helen Sadovnik Spungin, and Harry Abramovitch, in their quality of sole testamentary executors of the late Benny Sadovnik, which judgment declared Nathan Feifer and Herbert Feifer absolute owners of that immoveable property namely:

Lots numbers one and two of the subdivision of original lot one hundred and fifty-three (153-1-2) and the northeasterly part of original lot number one hundred and fifty-four (154) of the official plan and book of reference for the Centre Ward of the City of Montreal, with a building thereon erected bearing numbers 53 to 57 St. James Street West.

Montreal, November 3, 1970.

AWADA, GAREAU & FEIFER,
37213-46-4-o Attorneys for petitioners.

Town of Warwick

Notice is hereby given that the Town of Warwick, a municipal corporation incorporated under the Cities and Towns Act, having its head office in the county and district of Arthabaska, will apply to the National Assembly of Québec, at its next session, to obtain the adoption of an act authorizing the sale of a piece of land acquired for industrial purposes, to "Foyer étoiles d'or inc.", a new profit corporation, constituted of the lodging of old people, with head office at Warwick, Province of Québec.

Given at Arthabaska, this November 16, 1970.

Certified copy.

MOISAN, BELLAVANCE,
AUBERT, LEMELIN,
37604-49-4-o Attorneys for petitioner.

Sièges sociaux

**Gloria Construction Ltd.
Construction Gloria Itée**

Avis est donné que la compagnie « Gloria Construction Ltd. — Construction Gloria Itée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 janvier, 1966, et ayant son siège à 5871, avenue Victoria dans la ville de Montréal, district de Montréal, a transporté son bureau au numéro 6338, avenue Victoria.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 22e jour de juin 1970.

Le secrétaire,
37544-o CHAIM SPILBERG. 349-66

Head Offices

**Gloria Construction Ltd.
Construction Gloria Itée**

Notice is given that "Gloria Construction Ltd. — Construction Gloria Itée", incorporated by letters patent on the 26th day of January, 1966, and having its Head Office at 5871 Victoria Avenue in the city of Montreal, district of Montreal, has moved its office to 6338 Victoria Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 22nd day of June, 1970.

CHAIM SPILBERG,
37544-o Secretary. 349-66

**L'Association de Hockey Junior
du Québec (1969) inc.**

« L'Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au Colisée de Québec, Terrain de l'Exposition, Québec.

Le secrétaire,
MARCEL LAVERDURE.

37543-o 2790-69

Millvale Holdings Inc.

La compagnie « Millvale Holdings Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, le 16^e jour de juillet 1970, et ayant son siège social en la ville de Montréal, où son bureau était situé à 1, place Ville Marie, local 3635, donne avis qu'elle l'a transporté à 1350 ouest, rue Sherbrooke, local 1230, Montréal 109, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 18^e jour de novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
JOHN CIACCIA.

37545 3072-70

Orly Investment Corporation

La compagnie "Orly Investment Corporation", constituée en corporation par lettres patentes, le 13^e jour de mai 1959, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé à 1255, rue University, local 1612 donne avis qu'elle l'a transporté à 1260, avenue McGregor, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16^e jour de novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
HERTA HACKER.

37546 12996-59

**Scandia Mining & Exploration Ltd.
(No Personal Liability)**

La compagnie « Scandia Mining & Exploration Ltd. » (No Personal Liability) donne avis qu'elle a transporté son siège social de Beaconsfield au bureau 1005, place Crémazie, 50 ouest, boulevard Crémazie, Montréal.

Le secrétaire,
SIDNEY LEVINE.

37547 11702-58

Tole Victoria inc.

La compagnie « Tole Victoria inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 50, rue St-André, Québec au numéro 400, rue Debigarré, Victoriaville.

Le secrétaire-trésorier,
J.-N. PROVENCHER.

37548-o 7665-45

Entreprises Nomir inc.

La compagnie « Entreprises Nomir inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Saint-Laurent au numéro 11175, boulevard Métropolitain est, Montréal-Est.

Le secrétaire,
GASTON LAURION.

37563-o 1077-68

**L'Association de Hockey Junior
du Québec (1969) inc.**

"L'Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc.", gives notice that it changed its head office from Montreal to the Québec Coliseum, Exhibitions Grounds, Québec.

MARCEL LAVERDURE,
Secretary.

37543 2790-69

Millvale Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Millvale Holdings Inc.", incorporated by letters patent on the 16th day of July, 1970, and having its head office in the City of Montreal, where its office was situated at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, has moved it to 1350 Sherbrooke Street West, Suite 1230, Montreal 109, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of November, 1970.

JOHN CIACCIA,
Secretary-Treasurer.

37545-o 3072-70

Orly Investment Corporation

Notice is hereby given that "Orly Investment Corporation", incorporated by letters patent on the 13th day of May, 1959, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 1255 University Street, Suite 1612, has moved it to 1260 McGregor Avenue, city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of November, 1970.

HERTA HACKER,
Secretary-Treasurer.

37546-o 12996-59

**Scandia Mining & Exploration Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is given that "Scandia Mining & Exploration Ltd." (No personal liability) has transferred its head office from Beaconsfield, to Suite 1005, Place Crémazie, 50 Crémazie Boulevard West, Montreal.

SIDNEY LEVINE,
Secretary.

37547-o 11702-58

Tole Victoria inc.

Notice is given that "Tole Victoria inc." has changed its head office from number 50 St-André Street, Québec to number 400 Debigarré Street, Victoriaville.

J.-N. PROVENCHER,
Secretary-Treasurer.

37548 7665-45

Entreprises Nomir inc.

Notice is hereby given that the company "Entreprises Nomir inc." has changed its head office from St. Lawrence to No. 11175 Metropolitan Boulevard east, Montreal-East.

GASTON LAURION,
Secretary.

37563 1077-68

Turgeon & Associés inc.

Avis est donné que la compagnie « Turgeon & Associés inc. », constituée en corporation en date du 14 août 1970, et ayant son siège social dans la cité d'Outremont, a établi son bureau au numéro 316, de la rue Willowdale.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Outremont, ce 10e jour de novembre 1970.

Le président,
FERNAND TURGEON.
 37549-o 3553-70

Manic Aviation Inc.

Avis est donné que la compagnie « Manic Aviation Inc. », constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, en date du vingt-cinq mai mil neuf cent soixante-dix (1970) et ayant son siège social à Baie Comeau, a établi son bureau au numéro 28, de la rue Vaudreuil.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Baie-Comeau, ce vingt-huitième jour de septembre mil neuf cent soixante-dix.

Le président,
ROGER GAUTHIER.
 37564-o 2259-70

La Boulangerie d'Asbestos inc.

Avis est donné que « La Boulangerie d'Asbestos inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 18e jour d'août 1970 et ayant son siège social à Asbestos, a établi son bureau au 409, de la première Avenue.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Asbestos, ce 19e jour de novembre 1970.

(Sceau)
Le Secrétaire,
RAYMOND DUCHARME.
 37588-o 3578-70

**Les grues mobiles inc.
 Mobile Cranes Inc.**

Avis est donné que « Les grues mobiles inc. — Mobile Cranes Inc. », constituée en corporation en date du 7 juillet 1961 et ayant son siège social dans la ville de Québec a établi son bureau au 109, de la rue Dalhousie, à Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 22 mai 1970.

(Sceau)
L'assistant-secrétaire,
BRUNO BERNARD.
 37590-o 13529-61

Leisure Products Inc.

La compagnie « Leisure Products Inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 100 Summit Circle, Westmount au numéro 5255, rue Ferrier, Montréal.

Le président,
B. A. CONSIGLIO.
 37607-o 1487-69

Turgeon & Associés inc.

Notice is given that "Turgeon & Associés inc.", incorporated on August 14, 1970, and having its head office in the city of Outremont, has established its office at 316 Willowdale Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Outremont, this 10th day of November, 1970.

FERNAND TURGEON,
President.
 37549 3553-70

Manic Aviation Inc.

Notice is hereby given that the company "Manic Aviation Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing date the twenty-fifth day of May nineteen hundred and seventy (1970), issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec and having its head office in Baie Comeau, has established its office at number 28, Vaudreuil Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Baie Comeau, this twenty-eighth day of September nineteen hundred and seventy.

ROGER GAUTHIER,
President.
 37564-o 2259-70

La Boulangerie d'Asbestos inc.

Notice is hereby given that "La Boulangerie d'Asbestos inc.", a company incorporated by letters patent on the 18th day of August 1970 and having its head office in the city of Asbestos has established its office at number 409 First Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Asbestos, this 19th day of November 1970.

(Seal)
RAYMOND DUCHARME,
Secretary.
 37588-o 3578-70

**Les grues mobiles inc.
 Mobile Cranes Inc.**

Notice is hereby given that "Les grues mobiles inc. — Mobile Cranes Inc.", incorporated on the 7th day of July 1961 and having its head office in the city of Québec, has established its office at number 109 Dalhousie Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Québec, this May 22, 1970.

(Seal)
BRUNO BERNARD,
Assistant Secretary.
 37590-o 13529-61

Leisure Products Inc.

Notice is given that "Leisure Products Inc.", has transferred its head office from 100 Summit Circle, Westmount to 5255 Ferrier Street, Montreal.

B. A. CONSIGLIO,
President.
 37607-o 1487-69

Fonds Marguerite Bourgeoys

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Fonds Marguerite Bourgeoys », constituée en corporation en vertu de l'article 22 de la Loi modifiant la charte de Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame, 11-12 Elizabeth II, chapitre 124, par lettres patentes du 28 mai 1970, a établi son bureau et siège social au 3040 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 26^e jour d'octobre 1970.

Le président,
LOUISE F. CÔTÉ, C.N.D.

37589-0

1956-70

Fonds Marguerite Bourgeoys

Notice is hereby given that "Fonds Marguerite Bourgeoys", corporation incorporated under article 22 of the law modifying the chart of Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame, 11-12 Elizabeth II, chapter 124, by letters patent bearing the date of May 28th, 1970, has established its office at 3040 Sherbrooke Street West, Montreal, district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Dated at Montreal, this 26th day of October, 1970.

LOUISE F. CÔTÉ, C.N.D.,
President.

37589-0

1956-70

Hôtel Mont-Shefford (1970) limitée

Avis est donné que la compagnie « Hôtel Mont-Shefford (1970) limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du vingt-neuf octobre mil neuf cent soixante-dix et ayant son siège social dans la cité de Granby, comté de Shefford, P.Q., a établi son bureau au 393 de la rue Principale.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Granby, ce onzième jour de novembre mil neuf cent soixante-dix.

Le président,
ROGER BROCHU.

37591-0

4721-70

Hôtel Mont-Shefford (1970) limitée

Notice is hereby given that the company "Hôtel Mont-Shefford (1970) limitée", incorporated under Part I of the Companies Act on the twenty-ninth day of October, one thousand nine hundred and seventy and having its head office in the city of Granby, county of Shefford, P.Q., has established its office at 393 Principale Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Granby, the eleventh day of November one thousand nine hundred and seventy.

ROGER BROCHU,
President.

37591

4721-70

Mato Foods Ltd.**Produits alimentaires Mato Itée**

Avis est donné que la compagnie « Mato Foods Ltd. — Produits alimentaires Mato Itée », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 31 juillet 1970 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau principal à 1312, rue Ottawa, Montréal 102.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 1^{er} septembre 1970.
(Scéal) *Le président,*

GEORGES ASSADOURIAN.

37592-0

3303-70

Mato Foods Ltd.**Produits alimentaires Mato Itée**

Notice is hereby given that "Mato Foods Ltd. — Produits alimentaires Mato Itée", incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act by letters patent dated July the 31st, 1970, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1312 Ottawa Street, Montreal 102.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, September 1st, 1970.
(Seal)

GEORGES ASSADOURIAN,
President.

37592-0

3303-70

Montreal "Hair" Company Ltd.**La Compagnie « Hair » de Montréal Itée**

Avis est donné que la compagnie « Montreal "Hair" Company Ltd. — La Compagnie « Hair » de Montréal Itée », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies du Québec en date du 7^e jour d'août 1970, et ayant son siège social dans la Ville de Montréal a établi son bureau au numéro 84 ouest, rue Ste-Catherine.

À compter du 7^e jour d'août 1970, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 7^e jour d'août 1970.

Le secrétaire-trésorier,
GEORGE MCPHERSON.

37606-0

3449-70

Montreal "Hair" Company Ltd.**La Compagnie « Hair » de Montréal Itée**

Notice is hereby given that "Montreal "Hair" Company Ltd. — La Compagnie « Hair » de Montréal Itée", incorporated under the provisions of Part I of the Québec Companies Act on the 7th day of August, 1970, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 84 St. Catherine Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 7th day of August, 1970.

GEORGE MCPHERSON,
Secretary-Treasurer.

37606-0

3449-70

Produits Forestiers Carrière inc.

Avis est donné que la compagnie « Produits Forestiers Carrière inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 septembre 1970, et ayant son siège social dans Amos, a établi son bureau à Amos, district d'Abitibi.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 12 novembre 1970.

(Secau)

Le président,
PAUL CARRIÈRE.

37593-0

3904-70

Produits Forestiers Carrière inc.

Notice is given that the company "Produits Forestiers Carrière inc.", incorporated by letters patent on September 8, 1970, and having its head office at Amos, has established its office at Amos, district of Abitibi.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, November 12, 1970.

(Seal)

PAUL CARRIÈRE,
President.

37593

3904-70

Restaurant Casa Pedro Inc.

Avis est donné que la compagnie « Restaurant Casa Pedro Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 12 août 1969 et ayant son siège social à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 1471, rue Crescent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 4 septembre 1970.

Le président,
JOHN VAGO.

37594-0

3903-69

Restaurant Casa Pedro Inc.

Notice is hereby given that the company "Restaurant Casa Pedro Inc.", incorporated according to Part I of the Companies Act on August 12, 1969 and having its head office at Montreal, province of Québec, has established its office at number 1471 Crescent Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, September 4, 1970.

JOHN VAGO,
President.

37594

3903-69

Restaurant Languedoc Itée

Avis est donné que « Restaurant Languedoc Itée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies du Québec, par lettres patentes émises le 18 octobre 1964 et ayant son siège social et son bureau au 6877, rue St-Hubert, à Montréal, a transporté ce siège social et ce bureau au 425, rue McGill.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, le 21 septembre 1970.

(Secau)

PIERRE GARCIN.
4621-64

37595-0

Restaurant Languedoc Itée

Notice is given that "Restaurant Languedoc Itée", incorporated under the Québec Companies Act, by letters patent issued on October 18, 1964 and having its head office and its office at 6877 St-Hubert Street, in Montreal, has transferred its head office and this office to 425 McGill Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, September 21, 1970.

(Seal)

PIERRE GARCIN.
4621-64

37595

4621-64

Salon coupe d'art (Ste-Foy) inc.

Avis est donné que la compagnie « Salon coupe d'art (Ste-Foy) inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2e jour d'avril 1970 et ayant son siège social à Ste-Foy, a établi son bureau à 2750, Chemin Ste-Foy.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 21e jour de septembre 1970.

Le procureur,
Me MARC LANOUILLE, notaire.
1211-70

37596-0

Salon coupe d'art (Ste-Foy) inc.

Notice is hereby given that the company "Salon coupe d'art (Ste-Foy) inc.", incorporated by letters patent on the 2nd day of April 1970, and having its head office in Ste-Foy, has established its office at 2750 Chemin Ste-Foy.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Québec, this 21st day of September, 1970.

Me. MARC LANOUILLE, notary,
Attorney.
1211-70

37596-0

1211-70

Sogepal Itée

La compagnie « Sogepal Itée », donne avis qu'elle a transporté son siège social de 325, Chemin de la Tournelle, Montréal à R.R. #1, Pointe Cavagnal, Vaudreuil.

Le secrétaire,
IDA DOLAN.
5548-68

37597

5548-68

Sogepal Itée

Notice is given that "Sogepal Itée", has transferred its head office from 325, Chemin de la Tournelle, Montreal to R.R. #1, Pointe Cavagnal, Vaudreuil.

IDA DOLAN,
Secretary.
5548-68

37597-0

5548-68

Bedco, Division of Gerodon Inc.
Bedco, Division de Gerodon inc.

La compagnie « Bedco, Division of Gerodon Inc. — Bedco, Division de Gerodon inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 10357, rue Bruchési, Montréal au numéro 1280, rue Godin, Saint-Vincent de Paul, Laval.

Le secrétaire,
DONALD BÉDARD.

37610-o

4743-67

Bedco, Division of Gerodon Inc.
Bedco, Divisecon de Gerodon inc.

“Bedco, Division of Gerodon Inc. — Bedco, Division de Gerodon inc.” gives notice that it changed its head office from 10357 Bruchési Street, Montreal, to 1280 Godin Street, Saint-Vincent de Paul, Laval.

DONALD BÉDARD,
Secretary.

37610-o

4743-57

Compagnies étrangères
Permis

Clout Cattle Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Clout Cattle Company », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est Me Judah Lyon Wolofsky, avocat, 1440 ouest, rue Sainte-Catherine, bureau 310, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 1440 ouest, rue Sainte-Catherine, bureau 310, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529

89-70

United Energy Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « United Energy Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. G. Harold Pickel, 800 ouest, boulevard Dorchester, bureau 2610, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 800 ouest, boulevard Dorchester, bureau 2610, dans la ville et le district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529

86-70

Ashland Oil Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Ashland Oil Canada Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Georges Dubé, a/s MM. St-Laurent, Monast, Desmeules & Walters, avocats et procureurs, Édifice La Laurentienne, bureau 609, 500 est, Grande-Allée, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à Édifice La Laurentienne, bureau 609, 500 est, Grande-Allée, dans la ville et le district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529

81-70

Extra-Provincial Companies
License

Clout Cattle Company

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, “Clout Cattle Company” has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mtre. Judah Lyon Wolofsky, advocate, 1440 St. Catherine Street West, Suite 310, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1440 St. Catherine Street West, Suite 310, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529-o

89-70

United Energy Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, “United Energy Corporation”, has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. G. Harold Pickel, 800 Dorchester Boulevard West, Suite 2610, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 800 Dorchester Boulevard West, Suite 2610, in the city and judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529-o

86-70

Ashland Oil Canada Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, “Ashland Oil Canada Limited” has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Georges Dubé, c/o Messrs. St-Laurent, Monast, Desmeules & Walters, barristers and solicitors, of La Laurentienne Building, Suite 609, 500 Grande-Allée East, Québec.

The principal office of the company in the Province is at La Laurentienne Building, Suite 609, 500 Grande-Allée, East, in the city and judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529-o

81-70

Wellman Incandescent Furnace Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Wellman Incandescent Furnace Company Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assigations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Claude E. Leduc, avocat, 500, place d'Armes, bureau 1200, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 500, place d'Armes, bureau 1200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37529 67-70

Wellman Incandescent Furnace Company Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Wellman Incandescent Furnace Company Limited" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Claude E. Leduc, advocate, 500 Place d'Armes, room 1200, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 500 Place d'Armes, room 1200, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37529-o 67-70

Lettres patentes

Fonds Moysan

Avis est donné qu'en vertu de l'article 23 de la Loi constituant en corporation les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie, chapitre 105 des lois de 1962, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province des lettres patentes en date du 9 novembre 1970, constituant en corporation « Fonds Moysan ».

Le siège social de la corporation est situé en la ville de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37609-o 6307-69

Letters Patent

Fonds Moysan

Notice is given that pursuant to section 23 of an Act to incorporate Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie, chapter 105 of the Statutes of 1962, the Lieutenant-Governor of the Province granted letters patent dated November 9, 1970, incorporating "Fonds Moysan".

The head office of the corporation is situated in the city of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37609 6307-69

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 30 septembre 1970.

M. André Proulx, docteur en médecine, de Manseau, comté Nicolet: coroner pour le district judiciaire de Nicolet, et ce, à compter de la date de son assermentation.

Québec, le 2 décembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-procureur général adjoint.

37552-o

Appointment

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Québec, September 30, 1970.

Mr. André Proulx, medical doctor of Manseau, county of Nicolet: Coroner for the judicial district of Nicolet, and such, from and after the date of his swearing in.

Québec, December 2, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Assistant Deputy Attorney General.

37552

Proclamations

Canada,
 Province de
 Québec.
 [L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE le conseil municipal de la paroisse de Contrecoeur, comté de Verchères, a soumis,

Proclamations

Canada,
 Province of
 Québec.
 [L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace Of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Municipal Council of the Parish of Contrecoeur, county of Verchères, submitted

pour approbation, son règlement numéro 198 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Tracy;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Tracy, par son règlement numéro 266-1, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la paroisse de Contrecoeur;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3850, en date du 21 octobre 1970, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de la paroisse de Contrecoeur sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Tracy.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

37552-o LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général adjoint.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que la Loi de l'aide sociale (chapitre 63 des lois de 1969) a été sanctionnée le 12 décembre 1969;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 74 de la Loi, les dispositions de la Loi, à l'exception des articles 58, 59 et 60, entrent en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

for approval its by-law number 198 submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Tracy;

WHEREAS the Municipal Council of the town of Tracy, by its by-law number 266-1, agreed to the terms of the said by-law adopted by the Municipal Council of the parish of Contrecoeur;

WHEREAS under Section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council give his approval to these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3850, dated October 21, 1970, and considering the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 24), We have decreed and decree that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of the parish of Contrecoeur will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Tracy.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-first day of October in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

37552 LUCIEN DARVEAU,
Assistant Deputy Attorney General.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Social Aid Act (chapter 63 of the Statutes of 1969) was assented to 12th December 1969;

WHEREAS, pursuant to section 74 of the Act, the provisions of the Act, sections 58, 59 and 60 excepted, shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

ATTENDU que par l'arrêté en conseil numéro 3376, du 10 septembre 1970, l'entrée en vigueur de la section V et de l'article 65 de ladite Loi a été fixée au 10 septembre 1970;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer une date pour l'entrée en vigueur des dispositions autres que la section V, l'article 65 et les articles 58, 59 et 60 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3448, en date du 17 septembre 1970, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes décrétons et ordonnons que les sections I, II, III, IV, VI, VII, VIII et IX de la Loi de l'aide sociale entrent en vigueur le 1er novembre 1970, à l'exception des articles 58, 59 et 60, qui entreront en vigueur à une date ultérieure et de l'article 65, en vigueur depuis le 10 septembre 1970.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

37552-0
LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-procureur général adjoint.

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que le conseil municipal du village de Saint-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne, a soumis, pour approbation, son règlement No 170-1970 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville d'Estérel;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville d'Estérel, par son règlement numéro 95, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal du village de Saint-Sauveur-des-Monts;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret

WHEREAS Order in Council number 3376 of September 10, 1970 fixes to September 10, 1970 the coming into force of Division V and section 65 of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to fix a date for the coming into force of the provisions of the said Act, other than Division V, section 65 and sections 58, 59 and 60;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3448 dated September 17, 1970, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that Divisions I, II, III, IV, VI, VII, VIII and IX of the Social Aid Act become effective on November 1, 1970, with the exception of sections 58, 59 and 60, which shall come into force at a later date, and of section 65 in force since September 10, 1970.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy, and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

37552
LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Assistant Deputy Attorney General.

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the municipal council of the village of Saint-Sauveur-des-Monts, county of Terrebonne, submitted for approval its by-law number 170-1970 for the purpose of submitting the territory of the said municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Estérel;

WHEREAS the municipal council of the town of Estérel, by its by-law number 95, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal council of the village of Saint-Sauveur-des-Monts;

WHEREAS, under section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 4), the Lieutenant-Governor in Council gave his approval to the said by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree

portant le numéro 4206, en date du 11 novembre 1970, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrétoé et décrétoons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité du village de Saint-Sauveur-des-Monts sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville d'Estérel.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

37552-o LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général adjoint.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE le conseil municipal de Templeton-Ouest, comté de Hull, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 64 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Gatineau;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville de Gatineau, par son règlement numéro 390, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de Templeton-Ouest;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4208, en date du 11 novembre 1970, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles

bearing number 4206 and dated November 11, 1970, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do decree that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of the village of Saint-Sauveur-des-Monts will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Estérel.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our province of Québec, this eleventh day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy, and in the nineteenth year of Our reign.

By command,

37552 LUCIEN DARVEAU,
Assistant Deputy Attorney General.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern.

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the municipal council of Templeton West, county of Hull, submitted for approval its by-law number 64 for the purpose of submitting the territory of the said municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Gatineau;

WHEREAS the municipal council of the town of Gatineau, by its by-law number 390, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal council of Templeton West;

WHEREAS, under section 7 of the Municipal Court Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council gave his approval to the said by-laws;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 4208 and dated November 11, 1970, and in view of the provisions of section 693 to 697 of the Cities and Town Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to

3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de Templeton-Ouest sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Gatineau.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général adjoint.

37552-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que le conseil municipal de Templeton-Est, comté de Hull, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 61 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Gatineau;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Gatineau, par son règlement numéro 391, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de Templeton-Est;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4207, en date du 11 novembre 1970, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de Templeton-Est sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Gatineau.

7 of the Municipal Court Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do decree that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of Templeton West will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Gatineau.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our province of Québec, this eleventh day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy, and in the nineteenth year of Our reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Assistant Deputy Attorney General.

37552

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the municipal council of Templeton East, county of Hull, submitted for approval its by-law number 64 for the purpose of submitting the territory of the said municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Gatineau;

WHEREAS the municipal council of the town of Gatineau, by its by-law number 391, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal council of Templeton East;

WHEREAS, under section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council gave his approval to the said by-laws;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 4207 and dated November 11, 1970, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do decree that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of Templeton East will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Gatineau.

DE TOUS CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

LUCIEN DARVEAU,
37552-0 *Sous-procureur général adjoint.*

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our province of Québec, this eleventh day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy, and in the nineteenth year of Our reign.

By command.

LUCIEN DARVEAU,
37552 *Assistant Deputy Attorney General.*

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de modification

Laiterie — Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de laiterie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 481 du 5 mai 1949 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret:

1° Les paragraphes « h » et « i », de l'article I seront remplacés par le suivant:

« h) *Jours fériés chômés et payés:*

Jour de l'An, 2 janvier, L'Épiphanie ou le mercredi suivant, lundi de Pâques, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, L'Action de Grâce, L'Immaculée Conception ou le mercredi suivant, le jour de Noël, le 26 décembre. »

2° L'article IV sera remplacé par le suivant:
« IV. *Salaires minimaux:* Tout salarié, quel que soit le mode de rémunération, doit recevoir un salaire au moins égal à celui qui est fixé ci-après pour son emploi:

	Par semaine
Essayeur.....	\$102.00
Préposé à la fabrication.....	102.00
Expéditeur.....	103.00
Mécanicien de machine fixe.....	100.00
<i>Hommes de service:</i>	
Catégorie « A ».....	100.00
Catégorie « B ».....	97.00
Catégorie « C ».....	96.00
Catégorie « D ».....	64.00

Le vendeur sur la livraison du lait qui travaille régulièrement, que la durée hebdomadaire de son travail soit de 54 heures ou moins doit recevoir \$59 pour les premiers 2,000 points plus \$0.02 par point additionnel pour toute vente de lait au détail et \$0.01½ par point additionnel pour toute vente de lait en gros.

Department of Labour and Manpower

Notice of Amendment

Dairy — Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting dairy employees in the region of Québec, rendered obligatory by Decree number 481 of May 5, 1949 and amendments, have petitioned him to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision:

1. Paragraphs "h" and "i" of section I will be replaced by the following:

"h) *Holidays with pay:*

New Year's Day, January 2, Epiphany Day or the following Wednesday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Immaculate Conception Day or the following Wednesday, Christmas Day, December 26th."

2. Section IV will be replaced by the following:
"IV. *Minimum wages:* No employee, regardless of payment method, shall be paid less than the following wage rates:

	Per week
Tester.....	\$102.00
Production worker.....	102.00
Shipper.....	103.00
Stationary engineman.....	100.00
<i>Service men:</i>	
Category "A".....	100.00
Category "B".....	97.00
Category "C".....	96.00
Category "D".....	64.00

Salesmen on a milk route who regularly work a 54-hour week or less shall be paid \$59 for the first 2,000 points plus 2¢ for each additional point on retail milk sales and 1½¢ for each additional point on wholesale milk sales.

Pour l'évaluation des points, une pinte de lait représente 1 point, une chopine $\frac{1}{2}$ point et un demiard $\frac{1}{4}$ de point.

La commission sur le beurre doit être de \$0.02 la livre sur toute vente faite au prix de détail et $\frac{1}{2}$ cent la livre sur toute vente faite au gros.

La commission sur la crème doit être de \$0.02 $\frac{1}{2}$ sur chaque chopine de crème vendue au prix de détail et de \$0.0 $\frac{1}{2}$ la chopine sur la crème vendue au gros.

Tout vendeur dont le salaire et la commission forment un montant inférieur à \$80 doit recevoir un salaire garanti pour ce montant.

	<i>Par semaine</i>
<i>Salaire garanti:</i>	
Vendeur de crème glacée.....	\$ 95.00
Livreur.....	99.00
Aide.....	65.00
	<i>l'heure</i>
Employé occasionnel.....	\$ 1.90

Aucun salarié ne doit subir de diminution de son salaire pour les jours de fêtes religieuses d'obligation, les jours fériés chômés et les jours de congé.

Quand, dans une semaine donnée, le nombre d'heures de travail exigé d'un salarié, autre qu'un employé occasionnel, est inférieur à la semaine normale, il ne doit être fait aucune déduction du salaire prévu au présent article à moins que la diminution des heures ne soit occasionnée par des circonstances indépendantes de la volonté de l'employeur.

Si l'ordonnance générale de la Commission du salaire minimum rend obligatoires des taux de salaires supérieurs à ceux fixés par le présent décret, ceux-ci sont automatiquement ajustés à ceux établis par ladite ordonnance. »

3° Le paragraphe « a » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« a) Pour les employés vendeurs, la semaine normale de travail est de cinquante-quatre (54) heures; pour les autres salariés, la semaine normale de travail est de quarante-deux (42) heures. »

4° L'article VII sera remplacé par le suivant: « VII. *Clauses relatives aux petits laitiers:*

a) *Salaires maximaux:* Tout salarié d'un petit laitier, quel que soit le mode de sa rémunération, doit recevoir un salaire au moins égal à celui fixé ci-après pour son emploi:

	<i>Par semaine</i>
Aide.....	\$ 75.00
Livreur.....	85.00

b) *Durée du travail:* La semaine régulière de travail est de quarante-huit (48) heures sur la livraison et de quarante-deux (42) heures pour les autres salariés. »

5° L'article XVI sera remplacé par le suivant:

« XVI. *Vacances payées:* Tout salarié ayant une (1) année ou plus de service continu a droit à deux (2) semaines de vacances par année et à quatre pour cent (4%) de son salaire à titre de rémunération de vacances.

Tout salarié ayant dix (10) années ou plus de service continu a droit à une troisième semaine de vacances payée par année.

L'employeur doit donner à ses employés qui ont moins d'un (1) an de service dans son établissement, une (1) journée de vacances payée par mois de calendrier. Ces vacances sont accor-

When computing points, one quart of milk equals 1 point; one pint, $\frac{1}{2}$ point; one halfpint, $\frac{1}{4}$ point.

Commission on butter sales shall be 2¢ a pound on retail sales and $\frac{1}{2}$ ¢ a pound on wholesale sales.

Commission on cream sales shall be 2 $\frac{1}{2}$ ¢ a pint on retail sales and $\frac{1}{2}$ ¢ a pint on wholesale sales.

Any salesman whose salary and commission total less than \$80 a week, shall receive such guaranteed wage.

	<i>Per week</i>
<i>Guaranteed wage:</i>	
Ice cream salesman.....	\$ 95.00
Deliveryman.....	99.00
Helper.....	65.00
	<i>Per hour</i>
Occasional employee.....	\$ 1.90

No reduction in wages shall be made for religious holidays, non-working days and days off.

In a given week, should the number of working hours required of an employee other than an occasional employee be less than the standard work week, there shall be no reduction in the wages set forth in this section, unless the shorter working hours be due to circumstances beyond the employer's control."

If the General Ordinance of the Minimum Wage Commission stipulates wage rates higher than those established by the present decree, the latter shall be automatically adjusted to those established by the said Ordinance."

3. Paragraph "a" of section V will be replaced by the following:

"(a) Standard working hours in a week shall not exceed fifty-four (54) for salesmen and forty-two (42) for all other employees."

4. Section VII will be replaced by the following: "VII. (*Provisions respecting unpasteurized milk dealers*):

(a) *Minimum wages:* Regardless of payment method, no employee of an unpasteurized milk dealer shall be paid less than the following wage rates:

	<i>Per week</i>
Helper.....	\$ 75.00
Deliveryman.....	85.00

(b) *Hours of work:* Standard working hours in a week shall not exceed forty-eight (48) for employees working on deliveries and forty-two (42) for all other employees."

5. Section XVI will be replaced by the following:

"XVI. *Vacation with pay:* Any employee who has one (1) year's continuous service or more is entitled to two (2) week's annual vacation and four per cent (4%) of his earnings as vacation pay.

Any employee with ten (10) or more years of service is entitled to a third week of annual vacation.

Employers shall, in the case of employees with less than one (1) year of service in their establishment, give one (1) day of vacation with pay per calendar month. For employees of category

dées à la catégorie « D » à la fin de son emploi. Ces vacances seront rémunérées au taux de 4%.

Une semaine de vacances au moins doit être donnée entre le 1er mai et le 30 septembre; les autres semaines de vacances sont prises en jours consécutifs du lundi au dimanche, du 1er octobre d'une année au 31 mai de l'année suivante. Le choix de la date des vacances se fait suivant l'ordre d'ancienneté des salariés, après entente entre l'employeur et les salariés concernés.

Lorsque, au cours d'une semaine de vacances d'un salarié, il y a un jour de fête religieuse d'obligation ou un jour férié, une journée doit lui être remise. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 5 décembre 1970. 37603-0

“D”, such vacation shall be given at the end of employment. The rate of such vacation pay shall be 4%.

At least one week's vacation shall be given between May 1, and September 30; the other weeks' vacation shall be taken consecutively, Monday through Sunday, between October 1 of a year, and May 31 of the following year. The choice of the date of vacation shall be made in accordance with the seniority of employees, following agreement between employer and employees.

When, in the course of a vacation week of an employee there occurs a religious or other holiday, such employee shall benefit by another day off.”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, December 5, 1970. 37603-0

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec

Règlement de quotas de mise en marché

Prenez avis que la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement ci-après concernant les quotas de mise en marché adopté par la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec:

« DÉFINITIONS:

Article 1. « Producteur » désigne toute personne visée par le plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec;

« Fédération » désigne la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec;

« Plan » désigne le Plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec;

« Fabrique » désigne une fabrique au sens de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

« Contingent » désigne le contingent de subside émis par la Commission canadienne du lait;

« Quota » désigne le quota de mise en marché attribué par la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec;

« Commission » désigne la Commission Canadienne du lait;

« Année » désigne la période comprise entre le premier avril d'une année et le 31 mars de l'année suivante inclusivement;

GÉNÉRALITÉS:

Article II. Tout producteur doit détenir un quota en vertu du présent règlement.

Québec Agricultural Marketing Board

Joint Plan of the Producers of Industrial Milk of Québec

Marketing quota system regulation

Take notice that the Québec Agricultural Marketing Board has approved the following regulation relative to the marketing quota system adopted by the *Fédération des producteurs de lait industriel du Québec*:

“DEFINITIONS:

Article 1. “Producer means any person to whom the Québec Industrial Milk Producers' Joint Plan applies;

“Federation” means the Québec Federation of Industrial Milk Producers;

“Plan” means the Québec Industrial Milk Producers Joint Plan;

“Factory” means a factory within the meaning of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

“Subsidy quota” means the subsidy quota fixed by the Canadian Dairy Commission;

“Quota” means the marketing quota fixed by the Québec Federation of Industrial Milk Producers;

“C.D.C.” means the Canadian Dairy Commission;

“Year” means the time period between April first of one year and March thirty-first of the following year inclusively.

GENERAL:

Article II. A producer must hold a quota according to the present regulation;

Article III. Il est interdit à un producteur de mettre en marché du lait ou de la crème sans détenir un quota;

Article IV. Il est interdit à un producteur de mettre en marché du lait ou de la crème à moins de payer les frais de mise en marché établis dans le présent règlement;

Article V. Le quota d'un producteur qui cesse de mettre en marché du lait ou de la crème pendant 12 mois consécutifs fait partie de la réserve constituée en vertu des articles XXXI et suivants;

Article VI. Un producteur qui détient un quota ne peut mettre en marché que du lait ou de la crème provenant de son troupeau;

Article VII. Les quotas établis en vertu du présent règlement entrent en vigueur le premier avril de chaque année. La Fédération doit informer les intéressés au plus tard le 15 juin;

Article VIII. La Fédération peut réajuster les quotas établis en vertu de ce règlement selon le « Interim Comprehensive Milk Marketing Plan », et selon les dispositions des articles XXXII et XXXVIII;

DÉTERMINATION DU QUOTA:

Article IX. Le quota d'un producteur est le nombre de livres de lait ou de crème exprimé en livres de matière grasse qu'il a mis en marché entre le 1er avril 1969 et le 31 mars 1970. Si cette production est inférieure à son contingent, le quota du producteur est égal au contingent émis par la Commission;

Article X. Le producteur qui remplit 80% de son quota pendant une année, a droit pour l'année suivante, au même quota;

Article XI. S'il n'atteint pas 80% de son quota, le quota de ce producteur, pour l'année suivante, est équivalent à 125% du volume de lait ou de crème qu'il a mis en marché;

Article XII. En aucun cas, les dispositions du présent règlement ne doivent affecter le contingent émis par la Commission. Dans le cas où le quota résultant de son application est inférieur au contingent, le quota de ce producteur est le même que le contingent;

Article XIII. Le quota doit être transféré avec le contingent, en même temps et dans les mêmes proportions;

Article XIV. Le quota d'un producteur qui détient un contingent de la Commission est la propriété du producteur. Celui-ci peut le céder en tout ou en partie à une autre personne, mais pour que cette transaction soit valide et que la personne qui acquiert ce quota soit reconnue par la Fédération, le transfert doit se faire selon les exigences établies par la Fédération, en vertu du présent règlement;

Article XV. Le quota d'un producteur qui ne détient pas de contingent ne peut être transféré en vertu du présent règlement et fait partie de la réserve constituée en vertu des articles XXXI et suivants;

Article XVI. Tout transfert de quotas doit être approuvé par la Fédération avant d'entrer en vigueur;

Article XVII. La demande de transfert de quotas doit être faite à la Fédération par le ou les acquéreurs, sur une formule qui leur est fournie par celle-ci, sur demande;

Article XVIII. Le cédant et l'acquéreur du quota doivent remplir la formule; celle-ci comporte une attestation par le cédant qu'il cesse de mettre en marché du lait ou de la crème;

Article III. It is forbidden to a producer to market milk without holding a quota;

Article IV. It is forbidden to a producer to market milk or cream without paying the marketing cost established in the present regulation;

Article V. The quota of a producer who ceases to market milk or cream for twelve consecutive months, becomes part of the reserve established through the article XXXI and following;

Article VI. A producer holding a quota may only market milk or cream producer by his herd;

Article VII. Quotas established through the present regulation become effective on the first of April each year. The Federation must advise all interested parties by the fifteenth of June at the latest.

Article VIII. The Federation may readjust quotas established through this regulation according to the Interim Comprehensive Milk Marketing Plan or according to the provisions of articles XXXII and XXXVIII;

DETERMINATION OF THE QUOTA:

Article IX. A producer's quota is the number of pounds of milk or cream in terms of pounds of fatty matter marketed by him between April 1st, 1969 and March 31, 1970. If such a production is less than his subsidy quota, the producer's quota equals the subsidy quota fixed by the C.D.C.;

Article X. A producer who fulfils 80% of his quota during one year is entitled to the same quota the following year;

Article XI. If he does not fulfil 80% of his quota, this producer's quota for the following year is equivalent to 125% of the milk or cream volume which he has marketed;

Article XII. In no case may the provisions of the present regulation affect the subsidy quota fixed by the C.D.C. In the case where the quota resulting from this application is less than the subsidy quota, the quota of this producer is equal to the subsidy quota;

Article XIII. The quota must be transferred with the subsidy quota, at the same time and in the same proportions;

Article XIV. The quota of a producer holding a subsidy quota from C.D.C. is the property of the producer. The latter may assign it in whole or in part to another producer, but in order that such an assignment be valid and that the producer acquiring such a quota be recognized by the Federation, the transfer must be transacted in conformity with the standards established by the Federation through the present regulation;

Article XV. The quota of a producer who does not hold a subsidy quota cannot be transferred according to the present regulation and becomes part of the reserve established according to the article XXXI and following;

Article XVI. All transfers of quotas must be approved by the Federation before becoming effective;

Article XVII. The application for re-assigning a quota must be made to the Federation by the person or persons who buy the quota, on a form supplied by the latter, at their request;

Article XVIII. The assignor and buyer of the quota must fill the form complete with full particulars, including attestation by the assignor stating that he is giving up producing milk or cream;

Article XIX. Une personne qui acquiert un quota ne peut en disposer dans les 12 mois qui suivent la date effective du transfert, sauf pour une raison de force majeure qui doit être soumise à la Fédération et acceptée par elle;

Article XX. La Fédération doit se prononcer sur une demande de transfert dans les 30 jours qui suivent la réception de cette demande. Le transfert est effectif le premier jour du mois suivant le mois au cours duquel la Fédération s'est prononcée;

Article XXI. Une fois le transfert effectif, l'acquéreur ne peut utiliser pour le reste de l'année que la partie du quota non utilisée par le cédant;

Article XXII. Le quota d'un producteur peut être transféré séparément à plus d'une personne;

Dans tout transfert, la Fédération annule le quota du cédant au complet et celui-ci doit cesser de mettre en marché du lait ou de la crème. Sauf le cas de l'article XXV, aucun producteur ne peut conserver une partie de son quota en son nom;

Article XXIII. Le quota d'un producteur peut être transféré à plus d'une personne selon les conditions suivantes:

a) Si l'acquéreur n'est pas détenteur de quotas au moment de la demande de transfert, il doit acquérir un quota d'au moins 3,500 livres de matière grasse, s'il s'agit d'un producteur de lait, et 1,750 livres de matière grasse, s'il s'agit d'un producteur de crème;

b) Si l'acquéreur est détenteur de quotas au moment de la demande de transfert, le minimum de quotas qu'il doit acquérir, en choisissant le moindre des deux est 1,750 livres de matière grasse ou 20% du quota qu'il détient;

Article XXIV. Toute personne peut demander plus d'un transfert de quotas, dont le total doit équivaloir aux quantités minima établies à l'article précédent. Toutefois, ces demandes doivent être faites à la Fédération dans les 12 mois de la date de la première demande. Le requérant devient éligible au transfert à la date où la dernière demande a été reçue par la Fédération;

Article XXV. Un producteur peut demander à la Fédération de transférer tout ou partie de son quota à un ou à plusieurs membres immédiats de sa famille (fils, fille, gendre, bru, frère et soeur). Le tout doit se faire selon les dispositions suivantes:

a) Si le quota du détenteur est inférieur à 3,500 livres de matière grasse, le transfert peut être fait à un seul membre immédiat de sa famille, qui n'est pas lui-même détenteur de quotas, à la condition qu'il se porte acquéreur de tout le quota; si ce dernier est détenteur de quota, les dispositions du paragraphe b-2) s'appliquent et le solde du quota s'il y a lieu, est inséré à la réserve;

b) Si le quota du détenteur est supérieur à 3,500 livres de matière grasse, il peut être transféré à plus d'un membre immédiat de la famille ou conservé en partie par le détenteur, pourvu que:

1° Au moins 3,500 livres soient acquises par un membre immédiat de la famille qui ne détient pas de quota;

2° Au moins 420 livres soient acquises par un membre immédiat de la famille détenteur de quotas;

3° Au moins 3,500 livres soient conservées par le détenteur, s'il n'en cède qu'une partie;

Article XIX. Any person acquiring a quota is not allowed to part with it in whole or in part within twelve (12) months from its re-assignment by the Federation, except for an exceptional reason submitted to and accepted by the Federation;

Article XX. The Federation must decide upon a request of transfer within thirty days after receipt of the request; the transfer becomes effective after the first day of the month following the month of the decision of the Federation;

Article XXI. Once the transfer becomes effective, the buyer may only use for the balance of the year the portion of the quota which has not been used by the assignor;

Article XXII. The quota of a producer can be transferred separately to more than one person; in all cases of transfer, the Federation nullifies the quota of the assignor completely and the latter must cease to produce milk or cream. Except in the case under article XXV, no producer may retain part of his quota under his own name;

Article XXIII. A producer's quota may be transferred to more than one person separately at the following conditions:

(a) If the applicant does not hold a quota in his own name at the time of the application, he must acquire a quota of at least 3,500 pounds of fatty matter if he produces milk, and 1,750 pounds of fatty matter if he produces cream;

(b) If the applicant holds a quota in his own name at the time of the application, the minimum part of a re-assigned quota shall be 1,750 pounds of the fatty matter or 20% of the quota, held by the applicant in his own name whichever is the lesser;

Article XXIV. Any person may request more than one transfer of quotas, the total of which must be equal to the minimum quantities established in the preceding article. However, these requests must be made to the Federation within twelve months from the date of the first request. The applicant becomes eligible for the transfer on the date the last request was received by the Federation;

Article XXV. A producer may apply to the Federation for re-assignment of the whole or part of his quota to one or more proximate members of his family (son, daughter, son-in-law, daughter-in-law, brother and sister). The transfer may be made under the following conditions:

(a) If the quota of the holder is less than 3,500 pounds of fatty matter, the transfer may be made to one proximate member of his family who does not hold a quota himself providing that he becomes holder of the total quota; if this latter is already holder of a quota, the conditions of paragraph b-2 prevail and the balance of the quota becomes part of the reserve.

(b) If the quota of the holder exceeds 3,500 pounds of fatty matter, it may be transferred to more than one proximate member of his family, or retained partly by the holder providing:

1. At least 3,500 pounds acquired by an immediate member of the family who does not hold a quota;

2. At least 420 pounds are acquired by an immediate member of the family holding a quota;

3. At least 3,500 pounds are retained by the holder, if he is re-assigning only part of his quota.

Article XXVI. Un producteur qui détient déjà un quota de 17,500 livres et plus de matière grasse, ne peut obtenir aucun transfert;

Article XXVII. Le producteur qui détient un quota inférieur à 17,500 livres de matière grasse, ne peut obtenir un transfert que jusqu'à concurrence de cette quantité;

Article XXVIII. Lorsque plus d'une personne ont intérêts dans une même ferme, y travaillent à plein temps et détiennent un quota de 28,000 livres et plus de matière grasse, elles ne peuvent obtenir aucun transfert;

Article XXIX. Si ces personnes détiennent un quota inférieur à 28,000 livres de matière grasse, elles peuvent obtenir un transfert jusqu'à concurrence de cette quantité;

Article XXX. Si la production du troupeau est affectée par suite d'une catastrophe, d'une force majeure, d'une épizootie ou d'une cause qui échappe à son contrôle, un producteur peut demander à la Fédération de conserver son quota en suspens pendant une période maximum de douze (12) mois, laquelle période peut être renouvelée après justification de la part du producteur et consentement de la Fédération et de la Commission;

RÉSERVE:

Article XXXI. Les quotas ou parties de quotas non transférés par suite de l'application des articles V, XVI, XXIII, XXIV, XXV, XXVI et XXIX constituent une réserve;

Article XXXII. Les quotas constituant la réserve sont utilisés par la Fédération par amendement au présent règlement;

FRAS DE MISE EN MARCHÉ:

Article XXXIII. Afin de défrayer le coût de la mise en marché, une retenue est effectuée sur tout le lait et la crème mis en marché par le producteur;

Article XXXIV. Ces sommes sont recueillies par la Fédération et remises par elle à la Commission selon les modalités convenues entre elles;

Article XXXV. Pour le lait et la crème produits à l'intérieur du quota, le producteur doit payer:

a) pour le lait, 26¢ le cent (100) livres à 3.5% de matière grasse ou 7.43¢ la livre de matière grasse;

b) pour la crème, 1¢ la livre de matière grasse;

Article XXXVI. Pour le lait et la crème produits en excédant du quota, le producteur doit payer:

a) pour le lait, \$2.40 le cent (100) livres à 3.5% de matière grasse ou 68.57¢ la livre de matière grasse;

b) pour la crème, 50.28¢ la livre de matière grasse;

CONCLUSION:

Article XXXVII. Toute décision prise par la Fédération aux termes du présent règlement, peut être révisée par la Régie des Marchés Agricoles du Québec, à la demande de tout producteur ou groupe de producteurs intéressés;

Article XXXVIII. La Fédération est autorisée à abroger, modifier ou amender le présent règlement, en tout temps. Les amendements doivent entrer en vigueur à la date qui est prévue et après approbation par la Régie des Marchés Agricoles du Québec.

Régie des marchés agricoles du Québec.

Le secrétaire,

(Me) GILLES LE BLANC.

Article XXVI. A producer who already holds a quota of more than 17,500 pounds of fatty matter cannot obtain a transfer;

Article XXVII. A producer who holds a quota of less than 17,500 pounds of fatty matter, may obtain a transfer up to the above quantity;

Article XXVIII. Whenever more than one person have interest in the same farm, are fully employed, and hold a quota of more than 28,000 pounds they cannot obtain a transfer;

Article XXIX. If those persons hold a quota of less than 28,000 pounds of fatty matter, they may obtain a transfer up to this quantity.

Article XXX. If the production of the herd is affected by a catastrophe, an epidemic, an epizooty or by a cause beyond his control, a producer may request the Federation to suspend his quota for a maximum period of twelve (12) months. This period may be renewed after justification on the part of the producer and the agreement from the Federation and the C.D.C.

RESERVE:

Article XXXI. The quotas or parts of quotas not transferred in the application of the articles V, XVI, XXIII, XXIV, XXV, XXVI and XXIX, constitute a reserve;

Article XXXII. The quotas constituting the reserve are used by the Federation by amendment to the present regulation;

MARKETING COST:

Article XXXIII: In order to pay the cost of marketing, encountered by C.D.C. a deduction shall be made on all the milk and cream marketed by the producer;

Article XXXIV. These deductions are collected by the Federation and remitted to the C.D.C. according to the terms established between them.

Article XXXV. For the milk and the cream produced within the quota, the producer must pay:

(a) for the milk, 26¢ per 100 pounds containing 3.5% of fatty matter or 7.43¢ per pound of fatty matter;

(b) for the cream, 1¢ per pound of fatty matter;

Article XXXVI. For the milk and cream in excess of the quota, the producer must pay:

(a) for the milk, \$2.40 per 100 pounds containing 3.5% of fatty matter or 68.57¢ per pound of fatty matter;

(b) for the cream, 50.28¢ per pound of fatty matter;

CONCLUSION:

Article XXXVII. Any decision taken by the Federation under the terms of the present regulation may be revised by the Québec Agricultural Marketing Board on the request of any producer or group of producers interested;

Article XXXVIII. The Federation is authorized to repeal, modify or amend the present regulation at any time. The amendments must become effective on the date set and approved by the Québec Agricultural Marketing Board.

Québec Agricultural Marketing Board.

(Me) GILLES LE GRAND,

Secretary.

Soumissions — Demandes de

Tenders — Requests for

Ville de Kirkland
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roméo Labrèche, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 3068, rue Daniel, ville de Kirkland, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 22 décembre 1970, pour l'achat de \$544,000 d'obligations de la ville de Kirkland, comté de Robert Baldwin, datées du 15 janvier 1971 et remboursables en série du 15 janvier 1972 au 15 janvier 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 janvier 1971.

Tableau d'amortissement — \$544,000 — 20 ans

Année	Capital
15 janvier 1972	\$12,000
15 janvier 1973	13,000
15 janvier 1974	14,000
15 janvier 1975	15,000
15 janvier 1976	16,000
15 janvier 1977	18,000
15 janvier 1978	19,000
15 janvier 1979	21,000
15 janvier 1980	22,000
15 janvier 1981	24,000
15 janvier 1982	26,000
15 janvier 1983	28,000
15 janvier 1984	30,000
15 janvier 1985	32,000
15 janvier 1986	35,000
15 janvier 1987	37,000
15 janvier 1988	40,000
15 janvier 1989	44,000
15 janvier 1990	48,000
15 janvier 1991	50,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$50,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 janvier 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émis-

Town of Kirkland
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Roméo Labrèche, Secretary-Treasurer, Town Hall, 3068 Daniel Street, town of Kirkland, county of Robert Baldwin, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, December 22, 1970, for the purchase of a bond issue of \$544,000, bonds of the town of Kirkland, county of Robert Baldwin, dated January 15, 1971 and redeemable serially from January 15, 1972 to January 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from January 15, 1971.

Table of redemption — \$544,000 — 20 years

Year	Capital
January 15, 1972	\$12,000
January 15, 1973	13,000
January 15, 1974	14,000
January 15, 1975	15,000
January 15, 1976	16,000
January 15, 1977	18,000
January 15, 1978	19,000
January 15, 1979	21,000
January 15, 1980	22,000
January 15, 1981	24,000
January 15, 1982	26,000
January 15, 1983	28,000
January 15, 1984	30,000
January 15, 1985	32,000
January 15, 1986	35,000
January 15, 1987	37,000
January 15, 1988	40,000
January 15, 1989	44,000
January 15, 1990	48,000
January 15, 1991	50,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.
2. One to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.
3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. One to 10-year serial bonds with the balance carried over to ten years for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$50,000, and if greater than the latter amount, said part must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the 15th of January, 1991 maturity being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall

sion ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Kirkland.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$500,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 122 — \$106,000 — aqueduc, égouts, voirie; 128 (128-2) — \$300,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 133-1 — \$138,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 22 décembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 3068, rue Daniel, ville de Kirkland, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Kirkland (Comté de Robert Baldwin), ce 27 novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
ROMÉO LABRÈCHE.

Hôtel de Ville, 3068, rue Daniel, ville de Kirkland (Comté de Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone: 695-2107, code 514. 37613-0

La Commission scolaire régionale de Tilly
Siège Social: 1100, Avenue de Lavigerie,
St-Foy, Qué. 10, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jérôme Sauvageau, secrétaire-trésorier, jusqu'à 4.30 heures de l'après-midi, Bureau de la commission, 1100, avenue de Lavigerie, Case postale 244, St-Foy, Québec 10, P.Q. et par après jusqu'à 7.30 heures du soir, Salle des commissaires, 1135, avenue de Lavigerie, St-Foy, Québec 10, P.Q., lundi, le 21 décembre 1970, pour l'achat de \$2,160,000 pour la commission scolaire régionale de Tilly, datées du 15 janvier 1971 et remboursables par série du 15 janvier 1972 au 15 janvier 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 janvier 1971.

comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par in Kirkland.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$50,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on January 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 122 — \$106,000 — aqueduct, sewers, roads; 128 (128-2) — \$300,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 133-1 — \$138,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, December 22, 1970, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 3068 Daniel Street, town of Kirkland, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Kirkland (County of Robert Baldwin), November 27, 1970.

ROMÉO LABRÈCHE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 3068 Daniel Street, town of Kirkland (County of Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 695-2107, code 514. 37613

The De Tilly Regional School Board
Head Office: 1100 Lavigerie Avenue,
St. Foy, Québec 10, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jérôme Sauvageau, Secretary-Treasurer, until 4:30 p.m., at the Office of the Board, 1100 Lavigerie Avenue, Post Office Box 244, St. Foy, Québec, 10, P.Q., and after until 7:30 p.m., at the Hall of the Commissioners, 1135 Lavigerie Avenue, St. Foy, Québec 10, P.Q., on Monday, December 21, 1970, for the purchase of an issue of \$2,160,000 for the De Tilly Regional School Board, dated January 15, 1971 and redeemable serially from January 15, 1972 to January 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 15, 1971.

Tableau d'amortissement — \$2,160,000 — 20 ans

Année	Capital
15 janvier 1972	\$ 41,000
15 janvier 1973	44,500
15 janvier 1974	48,000
15 janvier 1975	53,500
15 janvier 1976	58,000
15 janvier 1977	65,000
15 janvier 1978	70,500
15 janvier 1979	76,000
15 janvier 1980	83,000
15 janvier 1981	91,000
15 janvier 1982	99,500
15 janvier 1983	108,500
15 janvier 1984	119,000
15 janvier 1985	130,000
15 janvier 1986	142,500
15 janvier 1987	154,500
15 janvier 1988	170,000
15 janvier 1989	184,500
15 janvier 1990	200,500
15 janvier 1991	220,500

Table of redemption — \$2,160,000 — 20 years

Year	Capital
January 15, 1972	\$ 41,000
January 15, 1973	44,500
January 15, 1974	48,000
January 15, 1975	53,500
January 15, 1976	58,000
January 15, 1977	65,000
January 15, 1978	70,500
January 15, 1979	76,000
January 15, 1980	83,000
January 15, 1981	91,000
January 15, 1982	99,500
January 15, 1983	108,500
January 15, 1984	119,000
January 15, 1985	130,000
January 15, 1986	142,500
January 15, 1987	154,500
January 15, 1988	170,000
January 15, 1989	184,500
January 15, 1990	200,500
January 15, 1991	220,500

La commission scolaire régionale de Tilly se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire le dépôt en fidéicommiss, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$220,500 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 janvier 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Foy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$220,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de

The De Tilly Regional School Board availing itself of section 1 of the Act to amend the School Board Grants Act (17 Elizabeth II, Bill 64 assented to on July 5, 1968), has requested the Minister of Education to effect, from the grants to be paid annually by him to the said school board, the deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, of sums sufficient to pay entirely the principal and the interest of the present bonds issue and of any renewal thereof if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the latter term, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$220,500, and if greater than the latter amount, the said part must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of January 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Foy.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$220,500 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on January 15th of each year for the annual amount required

l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 12 octobre 1967 — \$500,000 — achat de terrains; 12 juin 1969 — \$350,000 — coût excédentaire construction de la polyvalente de Charny; 12 juin 1969 — \$250,000 — coût excédentaire de construction de la polyvalente de Ste-Croix; 14 septembre 1970 — \$1,060,000 — construction polyvalente à St-Agapit.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, lundi, le 21 décembre 1970, à 7.30 heures du soir, Salle des commissaires, 1135, avenue de Lavigerie, Ste-Foy, Québec 10, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Foy, ce 26 novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
JÉRÔME SAUVAGEAU.

Bureau de la commission,
1100, avenue de Lavigerie, Case postale 244,
St-Foy, Québec 10, P.Q.,
Téléphone: 657-2121, code 418. 37614-0

Municipalité de St-Calixte
Comté de Montcalm

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription «Soumissions pour obligations» seront reçues par le soussigné Julien Charette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Saint-Calixte, comté de Montcalm, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 22 décembre 1970, pour l'achat de \$135,000 d'obligations de la municipalité de Saint-Calixte, comté de Montcalm, datées du 15 janvier 1971 et remboursables par série du 15 janvier 1972 au 15 janvier 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 janvier 1971.

Tableau d'amortissement — \$135,000 — 20 ans

Année	Capital
15 janvier 1972	\$ 2,500
15 janvier 1973	2,500
15 janvier 1974	3,000
15 janvier 1975	3,500
15 janvier 1976	3,500
15 janvier 1977	4,000
15 janvier 1978	4,500
15 janvier 1979	5,000
15 janvier 1980	5,000
15 janvier 1981	5,500
15 janvier 1982	6,000
15 janvier 1983	7,000
15 janvier 1984	7,500
15 janvier 1985	8,000
15 janvier 1986	9,000

to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: October 12, 1967 — \$500,000 — purchasing of lands; June 12, 1969 — \$350,000 — surplus costs of the construction of the Charny Polyvalent; June 12, 1969 — \$250,000 surplus costs of the construction of the Ste-Croix Polyvalent; September 14, 1970 — \$1,060,000 — construction of a Polyvalent at St-Agapit.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, December 21, 1970, at 7:30 p.m., at the Hall of the Commissioners, 1135 Lavigerie Avenue, St. Foy, Québec 10, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. Foy, November 26, 1970.

JÉRÔME SAUVAGEAU,
Secretary-Treasurer.

Office of the Board,
1100 Lavigerie Avenue, Post Office Box 244,
St. Foy, Québec 10, P.Q.,
Telephone: 657-2121, code 418. 37614

Municipality of St-Calixte
County of Montcalm

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Julien Charette, Secretary-Treasurer, Town Hall, Saint-Calixte, county of Montcalm, P.Q., up to 8:00 o'clock p.m., Tuesday, December 22, 1970, for the purchase of \$135,000 worth of bonds for the municipality of Saint-Calixte, county of Montcalm, dated January 15, 1971 and redeemable serially from January 15, 1972 to January 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from January 15, 1971.

Table of redemption — \$135,000 — 20 years

Year	Capital
January 15, 1972	\$ 2,500
January 15, 1973	2,500
January 15, 1974	3,000
January 15, 1975	3,500
January 15, 1976	3,500
January 15, 1977	4,000
January 15, 1978	4,500
January 15, 1979	5,000
January 15, 1980	5,000
January 15, 1981	5,500
January 15, 1982	6,000
January 15, 1983	7,000
January 15, 1984	7,500
January 15, 1985	8,000
January 15, 1986	9,000

15 janvier 1987.....	\$ 9,500
15 janvier 1988.....	10,500
15 janvier 1989.....	11,500
15 janvier 1990.....	13,000
15 janvier 1991.....	14,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1^o Obligations échéant en séries 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2^o Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$14,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 janvier 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lin.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$14,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le pris offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement No 221 — \$135,000 — consolidation de déficit accumulé.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 22 décembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Saint-Calixte, comté de Montcalm, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Calixte (Comté de Montcalm), ce 30 novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
JULIEN CHARETTE.

Hôtel de Ville, Saint-Calixte
(Comté de Montcalm), P.Q.
Téléphone: 222-2782, code 514. 37615-0

Ville de Senneterre
Comté d'Abitibi-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription

January 15, 1987.....	\$ 9,500
January 15, 1988.....	10,500
January 15, 1989.....	11,500
January 15, 1990.....	13,000
January 15, 1991.....	14,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One-year to 10-year serial bonds with the balance brought forward to the tenth year.

2. One-year to 15-year serial bonds with the balance brought forward to the fifteenth year.

3. One-year to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One-year to 10-year serial bonds with the balance brought forward to 10 years for the one part and 20-year fixed-term bonds for the other.

However, in the latter case, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$14,000 and if higher than this amount, the said part must comprise only one or several entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities to the exclusion of the maturity date of January 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Lin.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued in part as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$14,000, and this surplus only shall be redeemable by anticipation at par on January 15 of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to by-law No. 221 — \$135,000 — consolidation of the accumulated deficit.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, December 22, 1970, at 8:00 o'clock p.m., Town Hall, Saint-Calixte, county of Montcalm, P.Q.

The council reserves the right not to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Calixte (County of Montcalm), November 30, 1970.

JULIEN CHARETTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Saint-Calixte
(County of Montcalm), P.Q.
Telephone: 222-2782, code 514. 37615

Town of Senneterre
County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for

«*Soumissions pour obligations*» seront reçues par le soussigné Marcel Mirault, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 551, 10^e Avenue, case postale 789, Senneterre, comté d'Abitibi-Est, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 21 décembre 1970, pour l'achat de \$85,000 d'obligations de la ville de Senneterre, comté d'Abitibi-Est, datées du 15 janvier 1971 et remboursables en série du 15 janvier 1972 au 15 janvier 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 janvier 1971.

Tableau d'amortissement — \$85,000 — 10 ans

Année	Capital
15 janvier 1972.....	\$ 5,500
15 janvier 1973.....	6,000
15 janvier 1974.....	6,500
15 janvier 1975.....	7,000
15 janvier 1976.....	8,000
15 janvier 1977.....	8,500
15 janvier 1978.....	9,500
15 janvier 1979.....	10,500
15 janvier 1980.....	11,000
15 janvier 1981.....	12,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Senneterre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement No 193 — \$85,000 — voirie, aqueduc, égouts, services récréatifs et communautaires, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 décembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 551, 10^e Avenue, Case postale 789, Senneterre, comté d'Abitibi-Est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Senneterre (Comté d'Abitibi-Est), ce 1^{er} décembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
MARCEL MIRAULT.

Hôtel de Ville, 551, 10^e Avenue,
Case postale 789,
Senneterre (Comté d'Abibiti-Est), P.Q.,
Téléphone: 737-2296, code 819. 37616-0

bonds" will be received by the undersigned Marcel Mirault, Secretary-Treasurer, Town Hall, 551, 10th Avenue, Post Office Box 789, Senneterre, county of Abitibi-East, P.Q., until 8:00 p.m., on Monday, December 21, 1970, for the purchase of an issue of \$85,000 of bonds for the town of Senneterre, county of Abitibi-East, dated January 15, 1971 and redeemable serially from January 15, 1972 to January 15, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued et each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 15, 1971.

Table of redemption — \$85,000 — 10 years

Year	Capital
January 15, 1972.....	\$ 5,500
January 15, 1973.....	6,000
January 15, 1974.....	6,500
January 15, 1975.....	7,000
January 15, 1976.....	8,000
January 15, 1977.....	8,500
January 15, 1978.....	9,500
January 15, 1979.....	10,500
January 15, 1980.....	11,000
January 15, 1981.....	12,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Senneterre.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to by-law No. 193 — \$85,000 — roads, aqueduct, sewers, recreational and community services, etc.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, December 21, 1970, at 8:00 p.m., at the Town Hall, 551, 10th Avenue, Post Office Box 789, Senneterre, county of Abitibi-East, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Senneterre (County of Abitibi-East), December 1, 1970.

MARCEL MIRAULT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 551, 10th Avenue,
Post Office Box 789,
Senneterre (County of Abitibi-East), P.Q.,
Telephone: 737-2296, code 819. 37616

Municipalité de Saint-David-de-Falardeau
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Camille Lavoie, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, rue St-David, St-David-de-Falardeau, comté de Chicoutimi, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 21 décembre 1970, pour l'achat de \$150,000 d'obligations de la municipalité de Saint-David-de-Falardeau, comté de Chicoutimi, datées du 1er janvier 1971 et remboursables par série du 1er janvier 1972 au 1er janvier 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1971.

Tableau d'amortissement — \$150,000 — 10 ans

Année	Capital
1er janvier 1972.....	\$10,000
1er janvier 1973.....	11,000
1er janvier 1974.....	12,000
1er janvier 1975.....	13,000
1er janvier 1976.....	14,000
1er janvier 1977.....	15,000
1er janvier 1978.....	16,000
1er janvier 1979.....	18,000
1er janvier 1980.....	20,000
1er janvier 1981.....	21,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 68 — \$150,000 — aqueduc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 21 décembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, rue Saint-David, Saint-David-de-Falardeau, comté de Chicoutimi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-David-de-Falardeau (Comté de Chicoutimi), ce 1er décembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
CAMILLE LAVOIE.

Hôtel de ville, rue St-David,
St-David-de-Falardeau,
Comté de Chicoutimi, P.Q.

Téléphone: 673-4646, code 418 37619-0

Municipality of Saint-David-de-Falardeau
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Camille Lavoie, Secretary-Treasurer, Town Hall, St-David Street, St-David-de-Falardeau, county of Chicoutimi, P.Q., up to 8:00 p.m., Monday, December 21, 1970, for the purchase of \$150,000 worth of bonds of the municipality of Saint-David-de-Falardeau, county of Chicoutimi, dated January 1, 1971 and redeemable serially from January 1, 1972 to January 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from January 1, 1971.

Table of redemption — \$150,000 — 10 years

Year	Capital
January 1, 1972.....	\$10,000
January 1, 1973.....	11,000
January 1, 1974.....	12,000
January 1, 1975.....	13,000
January 1, 1976.....	14,000
January 1, 1977.....	15,000
January 1, 1978.....	16,000
January 1, 1979.....	18,000
January 1, 1980.....	20,000
January 1, 1981.....	21,000

Please note that tenders are requested for bonds redeemable in accordance with the above table only, and that those offers made for short-term bonds shall not be taken into consideration. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether the price offered comprises or not the interest accrued on the bonds at the time of their delivery.

The said bonds shall be issued in accordance with by-law No. 68 — \$150,000 — aqueduct.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, December 21, 1970, at 8:00 p.m., Town Hall, Saint-David Street, Saint-David-de-Falardeau, county of Chicoutimi, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-David-de-Falardeau (County of Chicoutimi), December 1, 1970.

CAMILLE LAVOIE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, St-David Street,
St-David-de-Falardeau,
County of Chicoutimi, P.Q.

Téléphone: 673-4646, code 418. 37619

Vente pour taxes

Sale for Taxe

Ville de l'Île Perrot

Town of Ile Perrot

Avis public est par les présentes donné par le sous-signé, secrétaire-trésorier de la ville de l'Île Perrot, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, en la salle du conseil municipal, 110, boulevard Perrot, ville de l'Île Perrot, P.Q., LUNDI, le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi; pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente. La Commission municipale de Québec, par décision en date du 9 novembre 1970, a autorisé une énumération abrégée des numéraux cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et des villes, article 550 (S.R.Q. 1964, ch. 193).

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Ile Perrot, that the hereinafter described immovables, will be sold by public auction, at the Town Hall, 110, Perrot Boulevard, town of Ile Perrot, P.Q., on MONDAY, the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER, 1970, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes, with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale. The Québec Municipal Commission, by decision dated November 9, 1970, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550 of the Cities and Towns Act (S.R.Q. 1964, ch. 193).

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales, tant générales que spéciales de l'année 1969 et des années antérieures auront été payés avant la vente.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables on which municipal taxes, so general as special, for the year 1969 and previous year, shall have been paid prior to the sale.

Cadastre de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot
Cadastre of the parish of Sainte-Jeanne of l'Île Perrot

Propriétaires Proprietors	Cadastre	Subdivision
Lucien Barbeau	207	157, 158, 159.
Rolland Gagnon	207	181, 182.
Marlow Investment Company Limited	P. 212	
<p>Un emplacement situé dans la ville de l'Île Perrot, comté de Vaudreuil, sur le côté sud du chemin de Sa Majesté, étant une partie du lot original numéro 212 (Partie 212), au plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, mesurant un (1) arpent de largeur par dix-sept (17) arpents de profondeur plus ou moins et borné comme suit: en front, par le chemin de Sa Majesté; en arrière, par la propriété de monsieur Jean-Baptiste Péladeau ou représentants; au nord, par la propriété de Madame Euclide Cousineau ou représentants; et au sud, par la propriété de monsieur Sévère Godin ou représentants, sans bâtisse.</p>		
Marcel Pépin	219	393.
Robert-Charles Verney	219	382, 383, 384, 385, 386, 387.
<p>An emplacement situé dans la ville de l'Île Perrot, comté de Vaudreuil, sur le côté sud du chemin de Sa Majesté, étant une partie du lot original numéro 212 (Part 212), on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Jeanne of Ile Perrot, measuring one (1) arpent in width by seventeen (17) arpents in depth, more or less, without warranty as to precise measurement, the more or the less to be to the benefit or the loss of the purchaser, and bounded as follows: In front, by the road of Her Majesty; in rear by the property of Mr. Jean-Baptiste Péladeau or representatives; to the north, by the property of Dame Euclide Cousineau or representatives; and to the south, by the property of Mr. Sévère Godin, or representatives without building.</p>		

Donné à ville de l'Île Perrot, ce 13e jour de novembre 1970.

Given at town of Ile Perrot, this 13th day of November 1970.

Le secrétaire-trésorier,
37570-49-2-o ALBERT PORTELANCE, O.M.A.

ALBERT PORTELANCE, C.M.O.,
37570-49-2-o Secretary-Treasurer.

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Cour Provinciale, No 5309. { LA COMMISSION SCOLAIRE DE ST-TIMOTHÉE, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la paroisse de St-Timothée,

Provincial Court, No. 5309. { THE ST-TIMOTHÉE SCHOOL COMMISSION, body politic and corporate, having its head office and its principal place of business in the parish of St-Timothée,

district de Beauharnois, demanderesse, *contre* EDMOND CURADEAU, domicilié au Chemin de la Rivière, Ste-Barbe, district de Beauharnois, défendeur.

Le lot numéro 167-24 du cadastre de la paroisse de Ste-Cécile, de forme irrégulière, borné en front vers le nord-est par le lot No 167-8 étant une rue, vers le sud-est par une partie non divisée du lot No 167, vers le sud et le sud-ouest par une partie du lot No 167, vers le nord-ouest par le lot No 167-25, mesurant soixante pieds de largeur en front, cent quatorze pieds et vingt-cinq centièmes dans la ligne nord-ouest cent deux pieds et cinq dixièmes dans la ligne sud-est, quarante-neuf pieds dans la ligne sud-ouest et formant une superficie de six mille sept cent quatre-vingt-onze pieds, mesure anglaise.

Le lot numéro 167-25 du cadastre de la paroisse de St-Timothée de forme rectangulaire, borné en front vers le nord-ouest par le lot No 167-8, étant une rue, vers le sud-est par le lot No 167-24, vers le sud-ouest par une partie non divisée du lot No 167, vers le nord-ouest par le lot No 167-26, mesurant soixante pieds de largeur, cent quatorze pieds et vingt-cinq centièmes de profondeur et formant une superficie de six mille huit cent cinquante-cinq pieds, mesure anglaise.

Le lot numéro 167-26 du cadastre de la paroisse de St-Timothée, de forme rectangulaire, borné en front vers le nord-est par le lot No 167-8 étant une rue, vers le sud-est par le lot No 167-25, vers le sud-ouest par une partie du lot No 167, et le lot No 167-29, vers le nord-ouest par le No 167-27, mesurant soixante pieds de largeur cent quatorze pieds et vingt-cinq centièmes de profondeur, et formant une superficie de six mille huit cent cinquante-cinq pieds, mesure anglaise.

Le lot 167-55 du cadastre de la paroisse de St-Timothée, de forme triangulaire, bornée en front vers le nord-est par le lot No 167-54, étant une rue, vers le sud-est une partie non subdivisée du lot No 167 étant l'Hydro-Québec, vers le nord-ouest par le lot No 167-24, mesurant cent trois pieds et neuf dixièmes en front dans la ligne neuf dixièmes dans la ligne sud, cent quarante-cinq et neuf dixièmes dans la ligne sud, cent deux pieds et cinq dixièmes dans la ligne nord-ouest et formant une superficie de cinq mille trois cent vingt-cinq pieds, mesure anglaise.

Pour être vendu en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Beauharnois, à Beauharnois, le QUATORZIÈME jour de JANVIER 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

Bureau du Shérif,

Salaberry de Valleyfield,

ce 26^e jour de novembre 1970.

J.-LUCIEN PRIMEAU.

37598-o

district of Beauharnois, plaintiff; *vs* EDMOND CURADEAU, domiciled at River Road, Ste-Barbe, district of Beauharnois, defendant.

Lot number 167-24 of the cadastre of the parish of Ste-Cécile, of an irregular form, bounded in front on the northeast by lot No. 167-8, a street, on the southeast by an undivided part of lot No. 167, on the south and southwest by a part of lot No. 167, on the northwest by lot No. 167-25, measuring sixty feet in width in front, one hundred and fourteen feet and twenty-five hundredths on the northwest line, one hundred and two feet and five tenths on the southwest line, forty-nine feet on the southwest line and forming an area of six thousand seven hundred and ninety-one feet, English measure.

Lot number 167-25 of the cadastre of the parish of St-Timothée of a rectangular form, bounded in front on the northwest by lot No. 167-8, a street, on the southeast by lot No. 167-24, on the southwest by an undivided part of lot No. 167, on the northwest by lot No. 167-26, measuring sixty feet in width, one hundred and fourteen feet and twenty-five hundredths in depth and forming an area of six thousand eight hundred and fifty-five feet, English measure.

Lot number 167-26 of the cadastre of the parish of St-Timothée of a rectangular form, bounded in front on the northeast by lot No. 167-8, a street, on the southeast by lot No. 167-25, on the southwest by a part of lot No. 167, and lot No. 167-29, on the northwest by No. 167-27, measuring sixty feet in width, one hundred and fourteen feet and twenty-five hundredths in depth, and forming an area of six thousand eight hundred and fifty-five feet, English measure.

Lot 167-55 of the cadastre of the parish of St-Timothée, of a triangular form, bounded in front on the northeast by lot No. 167-54, a street, on the southeast by an unsubdivided part of lot No. 167, Hydro-Québec, on the northwest by lot No. 167-24, measuring one hundred and three feet and nine tenths, in front on the line nine tenths on the south line, one hundred and two feet and five tenths on the northwest line and forming an area of five thousand three hundred and twenty-five feet, English measure.

To be sold "en bloc" at the Registry Office of the Beauharnois Division, at Beauharnois, on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1971, at TEN o'clock in the morning.

J.-LUCIEN PRIMEAU,

Sheriff's Office,

Salaberry de Valleyfield,

November 26, 1970.

Assistant Sheriff.

37598

HAUTERIVE

Bref: De Terris et de Bonis
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Provinciale, { GASTON HÉBERT, avo-
No 6584. { cat, domicilié et rési-
dant au numéro 864, de la
rue Puyjalou, à Hauterive, district de Hauterive,
demandeur, *vs* GEORGES BERRY, domicilié et
résidant au numéro 836, de la rue Brochu, à
Sept-Iles, district de Hauterive, défendeur.

HAUTERIVE

Writ: De Terris et de Bonis
Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Provincial Court, { GASTON HÉBERT, advo-
No. 6584. { cate, domiciled and re-
siding at number 864 Puyja-
lon Street, at Hauterive, district of Hauterive,
plaintiff, *vs* GEORGES BERRY, domiciled and
residing at number 836 Brochu Street, at Sept-
Iles, district of Hauterive, defendant.

Lot: No vingt-sept (27), Rang deux (2), village des Sept-Iles aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Letellier: propriétaire au livre de renvoi: Robert Galienne.

Description: Borné vers le nord-ouest par le lot 26, vers le nord-est par le lot 60, vers le sud-est par le lot 28 et vers le sud-ouest par la 2e Rue: mesurant soixante-six pieds et six dixièmes (66.6') de largeur par cent trente-trois pieds (133') de profondeur; contenant en superficie huit mille cent cinquante-huit pieds carrés. M.A. (8858').

Avec les bâtisses dessus construites, circonstances, et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, palais de Justice à Sept-Iles, le SIXIÈME jour de JANVIER, 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
JEAN TRUCHON,

Bureau du Shérif,
Téléphone: 962-4966, 962-6351. 37550-0

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Supérieure, { LAURENTIDE FINANCE
No 6466. { CO., demanderesse vs
JEAN ROCK TREMBLAY,
défendeur.

« Affectant une propriété immobilière étant partie du lot No 52, rang 1, du cadastre officiel du canton de Ragueneau, borné au nord par la propriété de Gabriel Tremblay, au sud par la propriété de Henri Martel, à l'est par celle de Léonidas Tremblay et à l'ouest par une route, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, emplacement décrit aux plan et livre de renvoi du canton de Ragueneau, comté de Saguenay. »

Pour être vendu au bureau du registraire de la première division d'enregistrement du comté de Saguenay, au palais de Justice de Baie Comeau, MERCREDI, le TREIZIÈME jour du mois de JANVIER 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif adjoint,
RAYMOND TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Baie Comeau, ce 23 novembre 1970. 37599-0

RICHELIEU

Canada — Province de Québec
District de Richelieu

Cour Supérieure, { BENOIT BEAUCHEMIN,
No 20-250. { demandeur, vs Dame
MOLLY WOLOFSKY, HARRY SHEINBERG, SOL SILVERSTEIN, JOSEPH CYBALISTA, IGNACY HABER, Dame CYLA SCHREIBER, Dame BELA SZMULLEWICZ, ARMAND CYBALISTA, HENRY BERLACK, BEN SUCHESTWO, SOL SILVERSTEIN, défendeurs.

Erratum

Il faut ajouter le nom de DAVE COLA à la liste des défendeurs dans l'annonce parue le 21 novembre 1970 dans la *Gazette officielle du Québec*, page 6781.

Sorel, le 1 décembre 1970.

Le shérif,
FRANÇOIS GÉLINAS.

37618-0

Lot: No. twenty-seven (27), range two (2), Sept-Iles village on the plan and reference book of the official cadastre for the township of Letellier: proprietor of the reference book: Robert Galienne.

Description: Bounded towards the northwest by lot 26, towards the northeast by lot 60, towards the southeast by lot 28 and towards the southwest by the 2nd Street; measuring sixty-six feet and six-tenths (66.6') wide by one hundred and thirty-three feet (133') deep; comprising an area of eight thousand, eight hundred and fifty-eight square feet. English measure (8858').

With the buildings thereon constructed, circumstances, and dependencies.

To be sold at the registration office, Court House, at Sept-Iles, the SIXTH day of JANUARY, 1971, at TEN a.m.

JEAN TRUCHON,
Assistant Sheriff.

Sheriff Office,
Telephone: 962-4966, 962-6351. 37550

Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Superior Court, { LAURENTIDE FINANCE
No. 6466. { CO., plaintiff, vs JEAN
ROCK TREMBLAY, defend-
ant.

“Concerning an immovable property forming part of lot No. 52, range 1, of the official cadastre for the township of Ragueneau, bounded on the north by the property of Gabriel Tremblay, on the south by the property of Henri Martel, on the east by the one of Léonidas Tremblay and on the west by a route, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, emplacement described on the plan and book of reference for the township of Ragueneau, county of Saguenay.”

To be sold at the Registrar's Office of the first Registration Division of the county of Saguenay, at the Court House of Baie Comeau, WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of the month of JANUARY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

RAYMOND TREMBLAY,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Baie-Comeau, this November 23, 1970. 37599

RICHELIEU

Canada — Province of Québec
District of Richelieu

Superior Court, { BENOIT BEAUCHEMIN,
No. 20-250. { plaintiff, vs Dame MOL-
LY WOLOFSKY, HARRY SHEINBERG, SOL SILVERSTEIN JOSEPH CYBALISTA, IGNACY HABER, Dame CYLA SCHREIBER, Dame BELA SZMULLEWICZ, ARMAND CYBALISTA, HENRY BERLACK, BEN SUCHESTWO, SOL SILVERSTEIN, defendants.

Erratum

The name of DAVE COLA must be added to the list of defendants in the notice which was published on November 21, 1970 in the *Québec Official Gazette*, page 6781.

Sorel, December 1, 1970.

FRANÇOIS GÉLINAS,
Sheriff.

37618

Canada — Province de Québec
District de Richelieu

Cour Provinciale, { JEAN-PAUL CHARBON-
No 8069. { NEAU, entrepreneur-
électricien, domicilié et rési-
dant au 397 rue Victoria à Sorel, district de
Richelieu, demandeur; vs RÉAL JOYAL, domici-
lié et résidant au 279 chemin St-Ours, à
Sorel, dans le district de Richelieu, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur le Chemin
St-Ours, en la cité de Sorel, connu et désigné
au cadastre de la ville de Sorel comme étant le
lot numéro deux de la subdivision du lot origi-
naire numéro mille cinq cent quatre-vingt-
quatorze (1594-2); avec les bâtisses dessus éri-
gées portant le numéro civique 279 du Chemin
St-Ours à Sorel, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement
de Sorel, à Sorel, LUNDI, le DIX-HUITIÈME
jour de JANVIER 1971 à DEUX heures de
l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Palais de Justice, FRANÇOIS GÉLINAS.
Sorel, le 20 novembre 1970. 37551-0

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Roberval

No 34,399. { PLACEMENTS SENTINELLE
INC., corps politique et in-
corporé, dûment incorporé suivant
la Loi, ayant son siège social et principale place
d'affaires dans la ville et le district de Montréal,
demanderesse; vs DAME JEANNE D'ARC
LALANCETTE, épouse, séparée de biens de
René Matte, domiciliée à route rurale 2, Ste-
Jeanne d'Arc, Roberval, défenderesse; et RENÉ
MATTE, de la cité et district de Roberval,
domicilié à route rurale 2, Ste-Jeanne-d'Arc,
mis-en-cause.

Avis de vente

« Un emplacement, situé en la paroisse de
Ste-Jeanne d'Arc, comté de Roberval, en le coin
nord du lot numéro vingt-trois (ptie 23), rang
six canton Dolbeau, mesurant quatre-vingt-dix
pieds de front sur la route régionale No. 55 sur
deux cents pieds de profondeur, et borné comme
suit: vers le nord à la route régionale No 55;
vers l'est, à la ligne de division entre les lots
vingt-trois et vingt-quatre, rang six, canton
Dolbeau; en profondeur, ou vers le sud, au résidu
dudit lot vingt-trois, appartenant à Xavier
Tremblay et enfin vers l'ouest, à un emplacement
appartenant à M. John Johnson ou représentants,
le tout avec bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances. »

Sauf à distraire si nécessaire les servitudes
concedées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement
de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-
Ouest à Roberval, district de Roberval, le
SEPTIÈME jour de JANVIER 1971, à ONZE
heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Palais de Justice, LÉON-AURICE LAVOIE.
Roberval, le 26 novembre 1970. 37600-0

Canada — Province de Québec
District de Richelieu

Provincial Court, { JEAN-PAUL CHARBON-
No. 8069. { NEAU, electrical con-
tractor, domiciled and resid-
ing at 397 Victoria Street, Sorel, district of
Richelieu, plaintiff; vs RÉAL JOYAL, domiciled
and residing at 279 St-Ours Road, Sorel, in the
district of Richelieu, defendant.

«An emplacement fronting on St-Ours Road,
in the City of Sorel, known and designated on
the cadastre of the city of Sorel as lot number
two of the subdivision of original lot number
one thousand five hundred and ninety-four
(1594-2); with the buildings erected thereon
bearing civic number 279 St-Ours Road, in
Sorel, circumstances and dependencies.»

To be sold at the Sorel Registry Office, in
Sorel, on MONDAY, the EIGHTEENTH day
of JANUARY, 1971 at TWO o'clock in the
afternoon.

Sheriff's Office, FRANÇOIS GÉLINAS,
Court House, Sheriff.
Sorel, November 20, 1970. 37551

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Superior Court — District of Roberval

No. 34,399. { PLACEMENTS SENTINELLE
INC., a body politic and cor-
porated, duly incorporated accord-
ing to law and having its principal place of
business in the city and district of Montreal,
plaintiff; vs DAME JEANNE D'ARC LALAN-
CETTE, wife, separate as to property of René
Matte, therein domiciled at R.R. 2, Ste-Jeanne-
d'Arc, Roberval, defendant and RENÉ MATTE,
of the city and district of Roberval, domiciled at
R.R. 2, Ste-Jeanne d'Arc, mis-en-cause.

Notice of sale

«A site, situated in the parish of Ste-Jeanne
d'Arc, county of Roberval, in the northern
corner of lot number twenty-three (part 23),
range six, Dolbeau township, measuring ninety
feet in front on regional route No. 55 by two
hundred feet deep, and bounded as follows:
towards the north by regional route No. 55;
towards the east by the boundary line between
lots twenty-three and twenty-four, range six,
Dolbeau township; in depth, or towards the
south, by the remainder of the said lot twenty-
three, belonging to Xavier Tremblay and finally
towards the west, by a site belonging to Mr.
John Johnson or representatives, the whole with
buildings thereon constructed, circumstances and
dependencies.»

Save and to withdraw from, if necessary, the
servitudes conceded.

To be sold at the registration office of the
registration division of Lake St. John-West at
Roberval, district of Roberval, the SEVENTH
day of JANUARY, 1971, at ELEVEN o'clock
a.m.

Sheriff's Office, LÉON-AURICE LAVOIE,
Court House, Sheriff.
Roberval, November 26, 1970. 37600

ST-MAURICE

ST-MAURICE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Maurice

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Maurice

Cour Provinciale: { SINAI DÉSAULNIERS,
La Tuque, rentier, domicilié à La
No 1282. { Tuque, demandeur, contre
JOSEPH PAGÉ, domicilié à
5 Carré Beaumont, quartier Bélair à La Tuque,
défendeur.

Provincial Court: { SINAI DÉSAULNIERS,
La Tuque, annuitant, domiciled at
No. 1282. { La Tuque, plaintiff, versus
JOSEPH PAGÉ, domiciled
at 5 Beaumont Square, Bélair Ward, La Tuque,
defendant.

« Un lot de terre ou emplacement situé en la ville de La Tuque, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent quatre-vingt-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-six (No 26-688) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le premier rang du canton Mailhot, avec bâtisses y dessus construites. »

“A lot of land or emplacement situated in the town of La Tuque, known and designated as being lot number six hundred and eighty-eight of the official subdivision of original lot number twenty-six (No. 26-688) on official plan and book of reference of the cadastre for the first range of Mailhot Township, with the buildings thereon erected.”

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, rue Commerciale à La Tuque, MARDI, le CINQUIÈME jour de JANVIER 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the Registry Office, Commerciale Street, at La Tuque, TUESDAY, the FIFTEENTH day of JANUARY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Le shérif adjoint,

RENÉ BOISVERT,

RENÉ BOISVERT.

Assistant Sheriff.

Bureau du Shérif,
Shawinigan, le 26 novembre 1970. 37601-0

Sheriff's Office,
Shawinigan, November 26, 1970. 37601

INDEX No 49

ARRÊTÉS EN CONSEIL

ORDERS IN COUNCIL

3691 — Contrats pour travaux exécutés pour le gouvernement (<i>Règlement touchant certaines conditions</i>)	7013
3691 — Contracts for works to be carried out for the Government (<i>Regulations respecting certain conditions</i>)	7013
4356 — Commission des loyers (<i>Cité de Charlesbourg</i>)	7011
4356 — Rental Commission (<i>City of Charlesbourg</i>)	7011
4357 — Commission des loyers (<i>Ville de Québec</i>)	7012
4357 — Rental Commission (<i>City of Québec</i>)	7012

AVIS DIVERS

MISCELLANEOUS NOTICES

Estate of Peter Cameron Hamilton (<i>Benefit of inventory</i>)	7048
Estate of Napoléon Aubert (<i>Benefit of inventory</i>)	7047
Estate J. C. Philippe Fournier (<i>Benefit of inventory</i>)	7047
Estate of Lucien Lacroix (<i>Benefit of inventory</i>)	7048
Estate of Roland O'Brien (<i>Benefit of inventory</i>)	7047
Estate of Gaston R. Robitaille (<i>Benefit of inventory</i>)	7046
Succession Napoléon Aubert (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	7047
Succession J. C. Philippe Fournier (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	7047
Succession Peter Cameron Hamilton (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	7048
Succession Roland O'Brien (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	7047
Succession Lucien Lacroix (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	7048
Succession Gaston R. Robitaille (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	7046

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Demandes:

Applications:

André, Eugène (dit Thompson)	7040
Bensoussan, Albert Joseph	7042
Leblanc, Hectorine	7041
Rosovitch, Harold Hyman	7041
Silvester, Leslie Hamilton	7041
Srivastava, Triloki Nath	7041
Wasilewski, Michael Alexeev	7041
Yee, Kuo Yen	7042

CAISSES D'ÉPARGNE SAVINGS AND
ET DE CRÉDIT CREDIT UNIONS

Caisse d'entraide économique de Chicoutimi (<i>Nom-Name ch.</i>)	7037
Caisse d'entraide économique de Dolbeau-Mistassini (<i>Nom-Name ch.</i>)	7037

Caisse d'entraide économique de Jonquière Arvida Kénogami (<i>Nom-Name ch.</i>)	7038
Caisse d'entraide économique de Roberval-St-Félicien (<i>Nom-Name ch.</i>)	7038

**COMPAGNIES
ÉTRANGÈRES****EXTRA-PROVINCIAL
COMPANIES****Lettres patentes****Letters Patent****Permis:****Licenses:**

Clout Cattle Company.....	7054
Ashland Oil Canada Limited.....	7054
United Energy Corporation.....	7054
Wellmen Incandescent Furnace Compa- ny Limited.....	7055

**COMPAGNIES —
LOI DES****COMPANIES
ACT****Demandes d'abandon
de charte****Applications for
Surrender of Charter**

Camp de vacances à la belle étoile.....	7038
Centre civique de Victoriaville inc.....	7038
Cookshire Metal Works Ltd.....	7040
El Rancho Construction Corp.....	7040
Entreprises Restigouche limitée.....	7038
Federal Equipment (Eastern) Limited.....	7039
Federal Equipment Québec Limited.....	7039
Master Barbers & Hairdressers Asso- ciation.....	7039
Ostiguy (A.B.) limitée.....	7039
Panoramic Construction Inc.....	7039
Pelamen Inc.....	7040
Pontiac Construction Co. Inc.....	7040
Riviera Investment Corp.....	7040
Société St-Jean-Baptiste féminine de Granby, section Marguerite d'You- ville (La).....	7039

Divers**Miscellaneous**

Aeterna Construction Limited (Dir.)...	7045
Aeterna Construction limitée (Dir.)...	7045
Agence de voyages du club automobile Québec ltée (Dir.).....	7044
Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc. (Dir.).....	7045
Association de hockey junior du Québec (1969) inc. (L') (Dir.).....	7043
Association des femmes célibataires (L') (Règl.-By-laws).....	7044
Cena Supermarkets Inc. (Dir.).....	7044
Centre de consultation sociale (Rimous- ki) inc. (La) (Nom-Name ch.).....	7045
Collège Mérici (Règl.-By-laws).....	7044
Ebena-LaSalle Inc. (Dir.).....	7045
Fonderie de L'Islet limitée (La) (Dir.)	7046
Geekaydee Corp. (Dir.).....	7045
Grues mobiles inc. (Les) (Dir.).....	7046
Hôpital Ste-Famille de Ville Marie (Règl.-By-laws).....	7044
Industries L'Islet inc. (Nom ch.).....	7046
L'Islet Industries Inc. (Name ch.).....	7046
Mobile Cranes Inc. (Dir.).....	7046
Montreal Symphony Orchestra (By- laws).....	7044
Oasis de l'enfance (St-Cyprien) inc. (L') (Règl.-By-laws).....	7046
Orchestre symphonique de Montréal (Règl.).....	7044
Pratte, Houle, Méthot, Proteau - Do- zois, Morissette inc. (Nom-Name ch.)	7045
Québec Automobile Club Travel Agency Ltd. (Dir.).....	7044
Service de réadaptation sociale inc. (Règl.-By-laws).....	7046
Sogim ltée (Dir.).....	7046
Supermarchés Cena inc. (Les) (Dir.)...	7044
Union générale Arménienne de bienfai- sance de Montréal inc. (Dir.).....	7045

A.B.C. Furniture Ltd.....	6854
APEMM inc.	6952
Activités sportives Ruisseau Noir inc..	6952
Agence sociale spécialisée de Hull inc..	6953
Agences commerciales et industrielles du Québec ltée (A.C.I.Q.) (Les)	6953
Aluminium G.I.T. ltée.....	6954
Aménagements Baie Plaisance inc.	6954
Ameublement A.B.C. ltée.....	6954
Appel (R. E. W.) (Québec) Limited....	6955
Articles de sport olympiques inc. (Les).	6955
Artisanat Louis et Chimo inc.	6955
Association of Amateur Dancers	6956
Association des amateurs de danse	6956
Association culturelle Juive de Montréal	6986
Association des grossistes en alimenta- tion de la province de Québec (A.G.A.) inc.	6956
Association des loisirs mixtes St-Jean inc.	6956
Association des pêcheurs d'anguilles du Québec	6957
Association des propriétaires des 4 Lacs inc.	6957
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Ahuntsic	6958
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Devon- shire.....	6958
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Dunrae Gardens	6958
Association (Hellénique) des paernts Grecs-Orthodoxes de l'école Edward VII.....	6959
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Glencoe	6959
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Guy Drummond.....	6060
Associés Ben Turner ltée (Les)	7001
Assurance W. Fortin & fils inc.....	6960
Astico inc.	6960
Ateliers Bras d'or inc. (Les).....	6961
Bibliothèque centrale de prêt du Sague- nay-Lac St-Jean.....	6961
Bic Furniture Inc.....	6961
Bob's Cycle & Sport Inc.	6962
Boutique Tristan et Iseut inc.	6962
Buffet Léo Bourdon inc.	6962
Canadian American Distributors Limi- ted.....	6963
Canadian Record Festival Inc.	6980
Cantines Guillaume inc.	6963
Centre de rénovation Laurentien ltée...	6963
Centre professionnel de Granby inc.....	6964
Cepel inc.....	6964
Charron (Laurent) & fils inc.....	6964
Cie Dagex (Canada) ltée.....	6965
Cie de Gestion Gomin inc.	6965
Cie de gestion Maritain inc.....	6965
Cinévidéo inc.	6966
Cirel Investment Ltd.	6966
Club de hockey Feuilles d'Érable inc. (Le).....	6967
Club La Chacunière inc. (Le).....	6967
Club La Tour.....	6967
Club moto-neige Péninsule Manicoua- gan inc.....	6968
Club optimiste Nord-Ouest de Montréal inc.	6968
Club récréatif des policiers et pompiers de la ville de Saint-Joseph.....	6968
Club social et sportif St-Louis de Terre- bonne inc.	6969

Lettres patentes	Letters Patent
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>
Coffrages Laval ltée (Les).....	6987
Cogestan inc.....	6969
Comenau (Louis) inc.....	6969
Compagnie des enfants de Chenier (La)	6970
Concentrés alimentaires Maisonneuve	
inc. (Les).....	6970
Confort électrique B.G. inc.....	6970
Corporation immobilière du Nouveau	
Québec ltée (La).....	6971
Cuir O-Ten-Tik inc.....	6971
Danis (R.) sport inc.....	6972
De Castris Service Centre Inc.....	6972
Décor St-Hubert inc.....	6972
Décor Lily inc.....	6973
Deetronic.....	6973
Dénommé & Bélanger inc.....	6973
Domaine de Lagroix inc. (Le).....	6974
Domaine du Bord de l'Eau inc.....	6974
Domaine Malaket inc. (Le).....	6974
Dowl Auto Repairs (1970) Inc.....	6975
Ducliar construction inc.....	6975
East Angus Apparel Ltd.....	6975
Éditions Deux-Montagnes inc. (Les)...	6976
Embouteillage Pee Wee ltée (Les).....	6992
Entreprises Château Longueuil inc.	
(Les).....	6976
Entreprises J. Parks Inc.....	6991
Entreprises internationales Zenith inc	
(Les).....	6976
Entreprises Margi inc. (Les).....	6977
Entreprises Paul Barrette inc. (Les)....	6977
Entreprises Petitclerc & Darveau ltée	
(Les).....	6977
Entreprises R. Gamache inc. (Les).....	6978
Exim Finance Corporation.....	6978
F.C.H. incorporée.....	6979
F.M. Welding Inc.....	6979
Ferme Y. Lévis inc.....	6980
Festival du disque canadien inc.....	6980
Filiault Auto Body, Inc.....	6980
Flavette Products Corporation.....	6980
Foliot's Hobby Haven Inc.....	6981
Fondation Soleil de l'Enfance inc.....	6981
Fondation université du Québec.....	6981
Frontière incorporée (La).....	6982
G.I.T. Aluminium Ltd.....	6954
Garage Racicot inc.....	6982
Garage Saurel Fortin inc.....	6982
Gestion MGL limitée.....	6983
Gram inc.....	6983
Greek Orthodox (Hellenic) Association	
of Parents of Ahuntsic School.....	6958
Greek Orthodox (Hellenic) Association	
of Parents of Devonshire School.....	6958
Greek Orthodox (Hellenic) Association	
of Parents of Dunrae Gardens School	6958
Greek Orthodox (Hellenic) Association	
of Parents of Edward VII School.....	6950
Greek Orthodox (Hellenic) Association	
of Parents of Glencoe School.....	6959
Greek Orthodox (Hellenic) Association	
of Parents of Guy Drummond School	6960
Guide DU-MA inc.....	6983
Guillaume's Canteens Inc.....	6963
Habitats Mon Pays inc.....	6984
Hull Snow-Mobile Ltd.....	6991
Immeubles Devanier ltée (Les).....	6984
Immeubles G.I.M.I. inc. (Les).....	6984
Imprimerie Laurentide de Québec inc.	
(L.).....	6985
Inov Importex Inc.....	6985
Isolbeton Ltd.....	7002
Isolbeton ltée.....	7002

Jets Juniors de Longueuil inc. (Les)....	6985
Jewish Cultural Association of Montreal	6986
Khanlon Hosiery Mills Limited.....	6986
L. & K. Exhibits Leasing Service Ltd..	6986
Laboratoires Outaouais inc. (Les).....	6987
Laval Formworks Ltd.....	6987
Loisirs de Desbiens inc. (Les).....	6988
Loisirs Terrasse Ste-Thérèse inc.....	6988
Longueuil Castle Enterprises Inc.....	6976
Lucky Garden Restaurant Inc.....	6988
Maple Leaf Mines Ltd.....	6989
Marché de pneu R.B. inc.....	6989
Marto Construction Inc.....	6989
McKelvey Insurance Agency Inc.....	6990
Méto-Flot inc.....	6990
Meubles Santini inc. (Les).....	6990
Miga Construction inc.....	6991
Moto-neige Hull ltée.....	6991
Murdochville Super-Market Inc.....	7000
Parks (J.) Enterprises Inc.....	6991
Pee Wee Bottling Ltd.....	6992
Placements Florian Bleau inc.....	6992
Placements Gérard Lemieux inc. (Les)	6992
Placements H.G. Duchesne ltée (Les)	6993
Placements Tecorel inc.....	6993
Pluram (Société pluridisciplinaire de pla-	
nification, d'urbanisme et d'aménage-	
ment) inc.....	6993
Plurifonds inc.....	6994
Pointe Claire Beavers Football Club Inc.	6994
Poly-Gesta inc.....	6995
Porteleau décoration inc.....	6995
Produits de beauté David ltée.....	6995
Produits laitiers P.L. inc. (Les).....	6996
Projex Films Inc.....	6996
Prolect inc.....	6996
4 Lakes Owners' Association Inc.....	6957
R.B. Tire Market Inc.....	6989
St-Hubert Decoration Inc.....	6972
S. M. G. inc.....	6997
Salon d'esthétique Madame Bovary inc.	6997
Service général d'auto Côté inc.....	6997
Service de location de pièces L. & K.	
ltée.....	6986
Servo Magic Inc.....	6998
Société Cloutier ltée.....	6998
Société financière internationale G.C.B.	
ltée.....	6998
Sopaco inc.....	6999
Soqued, inc.....	6999
Soudure F.M. inc.....	6979
Sportsjet inc.....	6999
Stanbud Investments Ltd.....	7000
Super-Marché Murdochville inc.....	7000
Tony's Service Station Inc.....	7000
Top Tire Shop Inc.....	7001
Tradition Fine Home Products Inc....	7001
Turner (Ben) Associates Ltd.....	7001
Viau (Gérard) inc.....	7002
Zahava Enterprises Ltd.....	7002
Zenith International Enterprises Inc....	6976

Lettres patentes	Letters Patent
supplémentaires	supplementary
Ameublement St-Denis inc.....	7003
Association Sportive Intercollegiale de	
l'Est du Québec.....	7003
B.C. Automobive Rebuilder Inc.....	7003
B. C. R. Corporation Ltd.....	7004
Ciné-Parc de Lanaudière inc.....	7003
Club de Ski Gallix Ski Club inc.....	7004
Corporation B. C. R. ltée.....	7004
Derko ltée.....	7004
Entreprises Robert Stock ltée (Les)...	7004
Équipement de Bureau Sherart ltée...	7005

Lettres patentes supplémentaires	Letters Patent supplementary	DEMANDES À LA LÉGISLATURE	APPLICATIONS TO LEGISLATURE
(suite)	(continued)		
Faroun Films (Canada) Ltd.	7005	Estate of Benny Sadovnik	7049
Faroun Films (Canada) ltée	7005	Lafèche, cité-city	7048
Fonderie de L'Islet limitée (La)	7005	Succession Benny Sadovnik	7049
Fonderie de L'Islet limitée (La)	7006	Warwick, ville-town	7049
Immeubles Bourgeois ltée	7006	EXAMEN	EXAMINATION
Journaux Trans-Canada ltée (Les)	7006	des Agronomes	Agronomists
Lalonde, Girouard, Letendre & Associa- tes Inc.	7007	Province, (<i>Admission à la pratique-Ad- mission to the practice</i>)	7043
Lalonde, Girouard, Letendre & Associés inc.	7007	MINISTÈRES	DEPARTMENTS
Lavallée (Camille) inc.	7007	Terres et forêts	Lands and Forests
Lemoyne (Trans-Québec) inc.	7007	<i>Cadastré:</i>	<i>Cadastré:</i>
Maislin (A. & S.) Holdings Inc.	7007	Farnham, ville-town	7042
Maislin (B. & A. — P. & N.) Invest- ments Inc.	7007	Laval, canton-township	7042
Maislin (C. & J. — M. & S.) Holdings Corp.	7008	St-Canut, par.	7042
Marché aux Vraie Aubaines inc.	7008	Tremblay, canton-township	7042
Meunerie Dixville inc.	7008	Travail	Labour
Montreal Answering Service Ltd.	7008	et de la Main-d'oeuvre	and Manpower
Morno Métal inc.	7009	<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>
Place de Ville Ste-Foy inc.	7009	Dairy Employees, Québec (<i>Amend.</i>) ...	7060
Polcon Corporation	7009	Employés de laiterie, Québec (<i>Mod.</i>) ...	7060
Publications Cousin - Poupart - Turmel inc. (Les)	7009	NOMINATION	APPOINTMENT
Real Estate Investors Corporation	7009	Proulx, André (coroner)	7055
Richer (Jacques) inc.	7010	PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS
St. Denis Furniture Inc.	7003	Aide sociale, mise en vigueur de la loi (chapitre 63, 1969)	7056
Selec Enterprises Inc.	7010	Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville d'Estérel au village de St - Sauveur - des - Monts, comté de Terrebonne	7057
Service d'Appels de Montréal ltée	7008	Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Gatineau, à la municipalité de Templeton-Est, comté de Hull	7059
Sherart Office Equipement Ltd.	7005	Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Gatineau à la municipalité de Templeton-Ouest, comté de Hull	7058
Sherbrooke Radio Taxi inc.	7010	Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Tracy à la pa- roisse de Contrecoeur, comté de Ver- chères	7055
Société Equestre Métropolitaine inc. (La)	7010	Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Esté- rel to the village of St-Sauveur-des- Monts, county of Terrebonne	7057
Stadacona Investments Ltd.	7011	Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Gati- neau to the municipality of Temple- ton East, county of Hull	7059
Stock (Robert) Enterprises Ltd.	7004	Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Gati- neau to the municipality of Temple- ton West, county of Hull	7058
Technical Mould (Qué.) Ltd	7011	Extension of the jurisdiction of the Mu- nicipal Court of the town of Tracy to the parish of Contrecoeur, county of Verchères	7055
Trans-Canada Newspapers Ltd.	7006	Social Aid Act, coming into force of the Act (Chapter 63, 1969)	7056
Velan International Limited	7011	Régie	Québec
Volta inc.	7011	des marchés	Agricultural
Sièges sociaux	Head Offices	agricoles du Québec	Marketing Board
Association de hockey junior du Québec (1969) inc. (L')	7050	Industrial Milk Producers of Québec (<i>Joint Plan</i>)	7062
Bedco, division de Gerodon inc.	7054	Producteurs de lait industriel du Québec (<i>Plan conjoint</i>)	7062
Bedco, Division of Gerodon Inc.	7054		
Boulangerie d'Asbestos inc. (La)	7051		
Compagnie « Hair » de Montréal ltée (La)	7052		
Construction Gloria ltée	7049		
Entreprises Nomir inc.	7050		
Fonds Marguerite Bourgeoys	7052		
Gloria Construction Ltd.	7049		
Grues mobiles inc. (Les)	7051		
Hôtel Mont-Shefford (1970) limitée	7052		
Leisure Products Inc.	7051		
Manic Aviation Inc.	7051		
Mato Foods Ltd.	7052		
Millvale Holdings Inc.	7050		
Mobile Cranes Inc.	7051		
Montreal "Hair" Company Ltd.	7052		
Orly Investment Corporation	7050		
Produits alimentaires Mato ltée	7052		
Produits Forestiers Carrière inc.	7053		
Restaurant Casa Pedro Inc.	7053		
Restaurant Languedoc ltée	7053		
Salon coupe d'art (Ste-Foy) inc.	7053		
Scandia Mining & Exploration Ltd.	7050		
Sogepal ltée	7053		
Tole Victoria inc.	7050		
Turgeon & associés inc.	7051		

SOUSSIONS —	TENDERS —	Hauterive	Hauterive
Demandes de	Requests for	Hébert vs Berry	7074
De Tilly, c.s.r.-r.s.b.....	7067	Laurentide Finance Co. vs Tremblay ..	7075
Kirkland, ville-town.....	7066	Richelieu	Richelieu
St-Calixte, munic.....	7069	Beauchemin vs Wolofsky	7075
St-David-de-Falardeau, munic.	7072	Charbonneau vs Joyal	7076
Senneterre, ville-town	7070	Roberval	Roberval
VENTES	SALES	Placements sentinelle inc. vs Lalancette	
Par Shérifs	By Sheriffs	et al.	7076
Beauharnois	Beauharnois	Saint-Maurice	Saint-Maurice
Commission scolaire de St-Timothée vs		Desaulniers vs Pagé	7077
Curadeau	7073	Taxes	Taxes
St-Timothée School Commission vs Cu-		Ile Perrot, ville-town	7073
radeau	7073		



